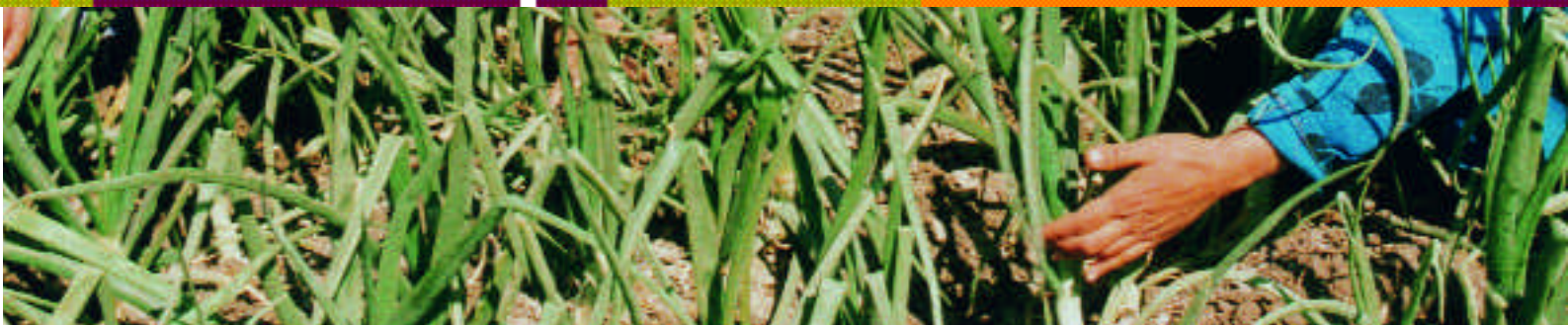


Mai 2003 volume 19 n°1

# AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

 **Les champs-écoles à l'œuvre !**



# SOMMAIRE

## AGRIDAPE

Agriculture durable à faibles apports externes  
Vol. 19 N°1 – Mars 2003

AGRIDAPE est l'édition régionale Afrique francophone des magazines LEISA co-publiée par ILEIA et IIED Programme Sahel

### Adresse AGRIDAPE :

IIED, Programme SAHEL  
24, Sacré Cœur III – BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal  
Téléphone : 00 (221) 867 10 58  
E-mail : agridape@sentoo.sn - Site Web : www.iiedsahel.org

### Comité de rédaction :

Les articles de ce numéro sont traduits de la version internationale éditée par Anita Ingervall, Electra Van Campen, Marilyn Minderhoud et Wilma Roem.  
Coordonnateur de l'édition francophone : Awa Faly Ba  
Comité éditorial : Bara Gueye, S. Mansour Tall, Fatou Ndiaye  
Administration : Maimouna Dieng

### Traduction :

Bougouma Mbaye Fall

### Conception graphique et réalisation :

id - tél. +221 849 69 31

### Editions régionales :

Les éditions régionales Afrique francophone, Amérique latine, Inde et Indonésie sont composées d'articles traduits de la revue LEISA Internationale et d'articles à caractère régional et local.

### Adresses :

Pour commander les différentes éditions de LEISA Magazine:

#### Edition Internationale LEISA Magazine

ILEIA  
P.O. Box 64, 3830 AB Leusden, Pays-Bas  
Kastanjelaan 5, Leusden  
Tél. +31 (0) 33 432 60 11  
Fax : +31 (0) 33 495 17 79  
E-mail du bureau : ileia@ileia.nl  
Abonnements par E-mail : suscriptions@ileia.nl

#### Edition francophone AGRIDAPE

IIED, Programme Sahel,  
24, Sacré Cœur III – BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal  
Téléphone : 00 (221) 867 10 58  
E-mail : agridape@sentoo.sn - Site Web : www.iiedsahel.org

#### Edition espagnole La revista de agro-ecologia

AETCA  
LEISA Revista Perú, AP.18-0745, Lima 18, Pérou  
E-mail : leisa-al@amauta.rcp.net.pe

#### Edition indienne LEISA India

AME, PO Box 7836,  
Bangalore 560 078, Inde  
amebang@giasbg01.vsnl.net.in

#### Edition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22  
Den Pasar 80234  
Bali Indonésie  
E-mail : veco-ri@dps.centrin.net.id

### Site Web

ILEIA : <http://www.ileia.org>  
IIED Programme sahel : [www.iiedsahel.org](http://www.iiedsahel.org)

### Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite sur demande pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an. Pour vous abonner, veuillez écrire à [suscriptions@ileia.org](mailto:suscriptions@ileia.org) ou à [agridape@sentoo.sn](mailto:agridape@sentoo.sn)

### Paiement :

Nous acceptons les paiements par VISA ou MASTERCARD, de préférence. Vous pouvez aussi effectuer un virement à Postbank, Compte N° 399.22.68 ou RABO Bank, Compte N° 33.59.44.825 ou encore par chèque à l'ordre de ILEIA avec la mention Revue AGRIDAPE et, si possible, votre numéro d'abonnement.

### Financement AGRIDAPE

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale CTA

### Photo de la couverture

Champs-écoles à Fayoum, en Egypte. Crédit photo : Hans Feijen

*La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.*

*La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.*

## Les écoles paysannes de la vie

P. Yech

La Route nationale N° 5 au Cambodge fait partie de la Trans-Asiatique qui relie l'Inde, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Le long de cette route, les mouvements de populations ne cessent d'augmenter et entraînent l'expansion du HIV/sida dans leur sillage. Les écoles paysannes de la vie, basées sur les stratégies communautaires du champ-école (CE), se développent aujourd'hui le long de cette route afin de mobiliser les communautés, de les responsabiliser et de réduire leur vulnérabilité face au VIH/sida. Ces champs-écoles sont généralement des activités complémentaires d'un CE de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR). Ils mènent une analyse de l'écosystème humain, notamment par l'observation et les entretiens avec des familles choisies dans la communauté, avec lesquelles elles discutent des options possibles pour trouver des solutions aux problèmes que les familles rencontrent. Grâce à une meilleure compréhension de la manière dont divers facteurs agissent sur leur vie, les communautés sont en mesure de procéder à des changements aptes à réduire les comportements à risques qui



pourraient conduire à l'émergence de maladies chroniques et de s'organiser pour arriver à vivre de manière plus saine.



## Vers des champs-écoles autofinancés

J. R. Okoth, G. S. Khisa et T. Julianus

Le coût des CE constitue le souci partagé par tous ceux qui les envisagent comme mécanisme de vulgarisation. Le présent article décrit plusieurs innovations qui permettent d'améliorer la viabilité financière des CE qui ont été conçus et instaurés par le East African Sub-regional Pilot Programme on Integrated Production and Pest Management (IPPM) [Programme pilote sous-régional sur la production et la lutte intégrée contre les ravageurs]. La pierre angulaire de ces innovations a été l'évolution progressive d'un système initial de subventions (CE semi-autofinancés) vers un système de fonds auto-renouvelables pour la formation (CE autofinancés).

Ce système tire ses ressources des recettes issues des parcelles commerciales aménagées à côté des parcelles d'étude. Les gouvernements locaux, certaines ONG, ainsi que les institutions de micro-finance rurales manifestent un intérêt croissant pour cette approche. Au Kenya par exemple, certains paysans ont commencé à mettre leurs ressources en commun pour financer leurs propres activités CE, notamment les fameux champs-écoles autofinancés.

## Des institutions, une vision !

ILEIA est le centre d'information sur l'agriculture durable à faibles apports externes dans les tropiques. Ce centre encourage l'adoption des technologies à faibles apports externes par le biais de sa revue trimestrielle LEISA et ses autres publications. Le centre appuie, par ailleurs, la mise en place d'éditions régionales du magazine comme AGRIDAPE.

IIED Programme Sahel est un sous programme des Zones Arides de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Sa mission est de promouvoir un développement durable par la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'information en Afrique francophone. La revue AGRIDAPE marque l'engagement de IIED pour une agriculture durable.

AGRIDAPE c'est l'agriculture durable à faibles apports externes. Cette notion est axée sur l'ensemble des choix technologiques et sociaux à la disposition des paysans soucieux d'articuler l'amélioration de leur productivité et la prise en compte des aspects environnementaux. L'AGRIDAPE est donc relative à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels mais aussi du maniement mesuré et maîtrisé d'intrants en cas de besoin. Il s'agit en fait de développer les capacités des individus et des communautés qui s'efforcent de se construire un avenir sur la base de leurs propres aptitudes, valeurs, cultures et institutions. Ainsi, l'AGRIDAPE tente de combiner les savoirs local et scientifique et d'influencer les formulations des politiques pour la création d'un cadre favorable à leur développement. AGRIDAPE, c'est aussi un éventail de méthodologies participatives pour une agriculture viable, prenant en compte les besoins différents et parfois divergents des divers acteurs dans un contexte fluctuant. AGRIDAPE, un concept, une approche, mais surtout une vision !



## L'expérience égyptienne des CE

J. van de Pol

La mise en oeuvre de l'approche CE dans le contexte égyptien a soulevé un certain nombre d'enjeux. Chez les agents de vulgarisation égyptiens, la méthode traditionnelle consistait à transférer des techniques, de sorte qu'il a fallu un changement de mentalité pour adopter les CE qui sont davantage orientés vers la pratique de terrain et les méthodes participatives. Il a fallu repenser bien des aspects des CE traditionnels de la LIR pour que l'approche soit efficace dans le contexte égyptien. Les enseignements que nous pouvons tirer de ces expériences sont nombreux. Ils comprennent, entre autres, l'importance de la formation et la nécessité d'adapter le procédé afin qu'il devienne une activité conjointe des paysans, des animateurs et des responsables de projets.

## La sensibilisation des groupes d'entraide à la cause verte

S.Tripathi et S.Wajih

Les groupes d'entraide de femmes de la région de Terai dans l'Est de l'Uttar Pradesh (Népal) ont été utilisés non seulement en tant qu'institutions appropriées permettant aux femmes d'améliorer leur statut socio-économique, mais aussi pour les mobiliser afin qu'elles deviennent des agents de changement. Le processus de « sensibilisation » de ces groupes à l'agriculture durable a permis de rapprocher nombre de mécanismes de vulgarisation et d'appui différents, notamment les centres de services agricoles, les maîtres-formateurs et les champs-écoles.



- 4** Editorial
- 5** **Éléments de base d'un champ-école**  
K.Gallagher
- 6** **Retour à l'école pour les spécialistes du DPT!**  
R.Thijssen
- 8** **Champs-écoles pour les producteurs de lait du Kenya**  
B. Minjauw, H.G.Muriuki et D. Romney
- 11** **Les écoles paysannes de la vie**  
P.Yech
- 13** **Les champs-écoles et la gestion forestière communautaire**  
H.Singh
- 16** **Evaluation et champ-école : fardeau ou bénédiction ?**  
K.Groeneweg et J.Chavez Tafur
- 18** **L'impact en photos !**  
J.Pontius
- 22** **L'expérience égyptienne des champs-écoles**
- 24** **Sensibilisation des groupes d'entraide à la cause verte**  
S.Tripathi et S.Wajih
- 26** **Champs-écoles pour les femmes**  
M.Fakih - J. van de Pol
- 28** **Vers des champs-écoles autofinancés**  
J.R. Okoth, G.S. Khisa et T. Julianus
- 30** **Champs-écoles appliqués aux cultures forestières**  
J. Mangan et M.S. Mangan
- 32** **Références**
- 34** **Sites web**
- 35** **Livres**
- 36** **Tournée en Amérique Centrale**

## Chères lectrices, chers lecteurs

Pour ce premier numéro d'AGRIDAPE, l'édition Afrique francophone des magazines LEISA, l'accent est mis sur les champs-écoles (CE). Dans la pratique, les CE se sont, en effet, révélés un outil d'apprentissage particulièrement performant à l'attention des paysans. Ils permettent de développer une certaine autonomie, un esprit d'analyse propre à la base d'un grand nombre d'expériences porteuses. Les CE peuvent être associés à d'autres méthodes et ces combinaisons méthodologiques ont porté leurs fruits de par le monde. Toutefois, à mesure que l'approche CE se vulgarise, sans doute rançon de la gloire, de nouveaux défis et problèmes surgissent quant à la qualité de la mise en œuvre et la conformité aux principes fondamentaux de l'approche.

Ces questions ont fait l'objet d'un atelier international, en Indonésie en octobre 2002, intitulé « Champs-écoles : défis et problèmes émergents ». Parmi les organisateurs, on notait la fondation Rockefeller, le Centre International de la Pomme de Terre (CIP) à travers le réseau UPWARD (Perspectives avec la recherche et le développement agricoles) et FEILD Indonésie (Agriculteurs pour l'innovation des moyens de subsistance écologiques et la démocratie).

Le présent numéro d'AGRIDAPE revient sur les contributions significatives de l'atelier et sur les débats en cours relatifs aux approches en matière de vulgarisation. Les articles présentés sont généralement des versions synthétiques des documents de l'atelier. Les versions intégrales ainsi que toute les informations relatives à cet atelier sont disponibles sur le site Web de UPWARD ([www.eseap.cipotato.org/upward](http://www.eseap.cipotato.org/upward)).

## Editorial

Les champs-écoles (CE) en matière de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) destinés aux riziculteurs en Asie ont connu un succès spectaculaire. Depuis que le Programme national de LIR de l'Indonésie a introduit le premier CE en 1989, la méthode a touché plus de deux millions de riziculteurs. Ces agriculteurs ont augmenté leurs rendements et revenus, réduit l'utilisation des pesticides et se servent à présent d'intrants tels que l'eau et les engrais de façon plus efficace. Ils ont acquis les connaissances et l'expérience pratique nécessaires à la gestion durable de leurs écosystèmes agricoles. Ils utilisent leur savoir-faire et leurs connaissances pour innover et résoudre leurs propres problèmes et procéder à des échanges d'expériences avec leurs voisins. Les paysans ayant complété leur formation dans les CE sont devenus des dirigeants en matière de création de systèmes agricoles viables dans leurs villages.

Le succès enregistré par les CE en LIR en Asie a attiré l'attention des spécialistes du développement et des bailleurs de fonds du monde entier. À l'instar de toute méthode réussie, une forte tendance à la copier et à l'adapter à d'autres situations s'est dessinée. Le concept des CE s'est développé bien au-delà de la LIR appliquée au riz. Les champs-écoles existent dans plus de 30 pays du monde, ce qui encourage l'agriculteur à acquérir des connaissances dans des domaines aussi divers que l'élevage de vaches laitières (Minjauw et al, page 8), l'agriculture écologique, voire la santé communautaire (Yech, page 10). Ces méthodes ne correspondent pas toutes exactement au modèle originel des CE. Il convient, en effet, de procéder à des adaptations pour répondre aux besoins de différents projets (tels que la LIR dans l'arboriculture, voir Mangan page 30) ou pour s'adapter à différents contextes culturels (par exemple en Égypte, voir van de Pol, page 22).

Ce numéro de AGRIDAPE étudie l'évolution du concept de CE ainsi que le champ des possibilités apparemment sans limite, relatif à l'assistance et à l'éducation des agriculteurs. Il pose un certain nombre de questions. Dans quelle mesure est-il possible d'améliorer ou de modifier les concepts et principes des champs-écoles et quels sont les éléments essentiels à conserver afin de dupliquer leur succès initial ?

## Un nouveau modèle pour le développement agricole ?

Les champs-écoles en LIR sont devenus une méthode-type destinée à l'éducation des agriculteurs en Asie et dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient (voir LEISA 17-3, p. 18-21). Les champs-écoles revêtent de nombreux aspects standards, chacun contribuant de manière importante à leur succès. Au programme des CE figurent normalement la tenue régulière de réunions tout au long de la saison, des activités spécifiques, notamment l'analyse de l'écosystème agricole, des exposés et projets spéciaux supplémentaires et des activités de développement de groupe. Gallagher décrit (page 5) les éléments qui se présentent d'ordinaire à travers tous les programmes de CE réussis.

Cependant, les champs-écoles ne sont pas un modèle pour le développement. En effet, ce sont des activités d'apprentissage et non des institutions, bien qu'ils provoquent souvent la naissance de nouveaux groupes, organisations et réseaux, grâce à un processus de renforcement des capacités et de développement des relations entre personnes ayant des intérêts communs. Les CE sont souvent associés à d'autres méthodes et peuvent être intégrés dans des groupes établis et services de vulgarisation. Un exemple de cette association est fourni par Tripathi et Wajih (page 14) qui décrivent le processus de « sensibilisation à la cause verte » qui consiste à porter le projet d'agriculture viable au niveau des groupements féminins d'entraide en Inde. Les champs-écoles font tout simplement partie de la plus grande infrastructure de vulgarisation qui soutient ce processus.

## Les défis du développement

Tout développement, toute nouvelle adaptation et tout déplacement d'un cadre initial impliquent un compromis. Les avantages du contexte originel des CE ont constitué un élément important de leur succès. Lorsque la méthode est transmise à d'autres projets et cultures, de nombreux défis s'imposent.

L'Asie possède de nombreux avantages pour ce qui concerne les CE, tels que la proximité immédiate des populations et une relative homogénéité des cultures. Ces avantages se répercutent dans l'expérience des écoles paysannes de la vie (Yech, page 10). Bien que le projet soit totalement différent de la LIR, la façon de penser est facilement transmise des « écosystèmes agricoles » aux « écosystèmes humains » du fait de l'expérience antérieure des participants au niveau des CE de la LIR. Un défi plus important consiste à mettre en œuvre un CE et à en faire un succès dans un cadre culturel différent, comme en Égypte par exemple (van de Pol, page 22).

Dans le cadre du CE originel, des connaissances considérables sur les écosystèmes du riz étaient déjà disponibles au moment où le concept CE se développait. Les CE d'origine ont été mis en place pour encourager les agriculteurs à en apprendre davantage sur l'écologie pour eux-mêmes, mais pas nécessairement pour acquérir de nouvelles connaissances. Toutefois, dans certains domaines, le besoin d'acquérir de nouvelles connaissances et techniques spécifiques à la localité – par exemple, dans le domaine de l'élevage (Minjauw, page 8) – se fait sentir. Dans ces cas, des approches tels que le développement participatif de technologie (DPT) peuvent ajouter une nouvelle dimension dynamique à la méthode CE (Thijssen, page 7).

Les CE se prêtent bien à une application à grande échelle de nouveaux programmes. Le programme d'études de base est bien élaboré et les agriculteurs diplômés peuvent devenir des formateurs à leur tour puisque le caractère pratique de la formation permet aux paysans d'animer aisément les activités d'apprentissage. Cependant, la mise en œuvre du processus, particulièrement la formation initiale, peut s'avérer essentielle à la réussite du projet. La méthode des CE a besoin de se développer à partir d'un noyau bien formé de facilitateurs ayant une bonne compréhension des concepts en question ainsi que de réelles capacités d'animation des champs-écoles (voir van de Pol, page 22).

À l'instar des autres activités de vulgarisation agricole, le coût des CE s'avère être une question majeure à mesure que l'approche se répand. Des solutions novatrices ont été élaborées par un projet FAO/FIDA, basé sur un travail entrepris pour la première fois par des groupements féminins dans la zone d'intervention de leur projet. Okoth et al (page 28) décrivent les méthodes d'autofinancement élaborées par ce projet.

De nombreux groupes différents dénomment aujourd'hui leurs activités « CE », et l'on commence à craindre des compromis trop étendus pouvant éventuellement affecter la qualité de la méthode. Les précurseurs du mouvement des champs-écoles craignent que l'expression « CE » ne devienne un jargon de plus dans les documents de projet, sans que les principaux concernés ne comprennent tout à fait la base d'un programme de CE réussi. L'un des aspects les plus intéressants de cette question est l'éventail de perspectives offertes sur la question fondamentale de savoir « qu'est-ce qui fait d'un champ-école une vraie école paysanne de terrain ? » Ces points de vue sont fondés sur différentes expériences acquises dans des environnements différents, avec divers facteurs restrictifs. L'on pourrait également s'interroger sur l'équilibre entre l'impact favorable d'un programme et le respect de tous les critères d'un « vrai » CE.

Il existe plus d'une réponse à ces questions qui interpellent au premier chef ceux qui sont concernés par la formation de l'agriculteur ou qui veulent s'engager dans cette voie. Les CE, à l'instar de toutes les autres méthodes, sont un outil et leur efficacité dépend aussi bien du contexte que de la manière dont on s'en sert. Ils constituent toutefois un outil très particulier qui permet de cultiver une nouvelle façon de penser de manière critique, pluridisciplinaire et créative. Le processus d'apprentissage concernant l'écologie permet aux agriculteurs d'avoir une meilleure compréhension de l'interdépendance de leur environnement et des impacts plus importants des décisions qu'ils prennent. Une telle compréhension mène à l'habilitation.

References :

Okoth, J., Khisa, G., et Thomas, J., 2002. Towards a Holistic Farmer Field School Approach for East Africa. LEISA Num 1018, 3, octobre 2002. pp 18-19.

Dilts, R., 2001. From farmers' Field Schools to Community IPM: Scaling up the IPM Movement. LEISA Num 1017-3, octobre 2001. pp 18-21.



**Coordinateur de formation indonésien procédant à la démonstration des techniques de capture d'insectes lors d'un cours sur la LIR en Gambie. Photo : FAO/A.Proto**

## Eléments fondamentaux d'un champ-école

Kevin Gallagher

En général, les champs-écoles (CE) regroupent des personnes qui ont un intérêt commun et qui se retrouvent de manière régulière afin d'étudier le « comment et le pourquoi » d'un sujet déterminé. Les thèmes traités peuvent varier considérablement, allant de la LIR à l'agriculture biologique, de l'élevage et la gestion des sols aux activités génératrices de revenus comme l'artisanat. Les CE sont comparables aux cercles d'étude, ou études religieuses à l'église, à la mosquée ou au temple et aux programmes d'étude spécialisée pour l'acquisition de n'importe quelle compétence. Cependant, les champs-écoles sont particulièrement adaptés aux études sur le terrain où des compétences spécifiques de gestion apprises sur le tas et la compréhension des concepts sont nécessaires. Quels sont donc les éléments essentiels d'un CE ? En voici quelques-uns qui ressortent de tous les programmes CE réalisés avec succès :

### Le groupe

Un groupe de personnes partageant un intérêt commun constitue la base du CE. Il peut être composé d'hommes et de femmes, réunis ou séparés, selon la culture et le thème. Il pourrait être reconnu comme un groupe d'entraide, de femmes ou de jeunes. Par exemple, les groupes de techniques participatives entreprennent parfois une saison d'étude dans les champs-écoles avant de commencer leur recherche. Le champ-école tend à renforcer les groupes existants ou peut conduire à la formation de nouveaux groupes. Certains champs-écoles ne continuent pas après la formation, car le CE n'a pas vocation à créer une organisation à vie, bien que cela arrive souvent.

### Le champ

Les champs-écoles portent sur des thèmes pratiques et dans lesquels chacun met « la main à la pâte ». Les cercles et autres méthodes d'étude ont lieu en dehors des champs puisqu'ils portent sur des thèmes plus théoriques. Dans les CE, le champ est le professeur et il fournit la plupart des supports didactiques comme les plantes, les insectes et les problèmes réels. Tout nouveau « langage » appris lors des cours peut être appliqué directement et les noms locaux peuvent être utilisés et sont, de fait, admis. Les paysans sont d'habitude beaucoup plus à l'aise dans les champs que dans les salles de classes. Dans la plupart des cas, les communautés peuvent fournir un site d'étude à l'ombre pour poursuivre les discussions.

### L'animateur

Chaque champ-école a besoin d'un animateur techniquement compétent pour guider les membres dans les exercices pratiques. Il n'y a pas de cours magistral et le facilitateur peut être un agent de vulgarisation ou un agriculteur formé dans un CE. Des agents de vulgarisation ayant suivi des parcours différents, notamment ceux de l'Etat, des ONG et des sociétés privées, ont tous été impliqués dans des champs-écoles. Dans la majorité des programmes, l'un des principaux objectifs est d'impliquer des paysans-animateurs car ils sont souvent meilleurs formateurs que le personnel de vulgarisation venu de l'extérieur. Ils connaissent la communauté et ses membres, parlent le même langage qu'eux, sont appréciés de leurs pairs et connaissent bien le terrain. Sur le plan financier, les facilitateurs-agriculteurs exigent moins de frais de transport ou autre appui

financier que les vulgarisateurs officiels. Ils peuvent également agir de manière plus indépendante (et par conséquent moins onéreuse), en dehors de toute structure hiérarchique formelle.

Tous les facilitateurs ont besoin d'une formation. Les vulgarisateurs-animateurs ont besoin d'une formation qui dure une saison afin d'apprendre ou de réapprendre les techniques de la facilitation, d'apprendre à cultiver des plantes par eux-mêmes et à concevoir des techniques de gestion telles que la collecte de fonds et la conception de programmes adaptés au contexte local. L'initiation à l'informatique fait également partie de la formation des facilitateurs, particulièrement pour la préparation des supports didactiques, des budgets, et des requêtes de projets. Le courrier électronique devient aussi de plus en plus accessible. Une fois que les facilitateurs ont terminé leur formation et dirigent le processus CE, il est facile d'identifier les agriculteurs compétents qui voudraient devenir animateurs. Les apprenants bénéficient en général d'une formation spéciale de 10 à 14 jours afin d'améliorer leurs aptitudes techniques ainsi que leurs compétences en facilitation et organisation, avant de devenir animateurs.

### Le programme

Le programme du champ-école suit le cycle naturel de son sujet, que ce soit les cultures, les animaux, le sol ou l'artisanat. Le cycle peut aller par exemple « de la graine à la graine » ou « de l'œuf à l'œuf ». Cette approche permet de couvrir tous les aspects du sujet, parallèlement à ce qui se passe dans le champ du participant. Par exemple, le repiquage du riz durant un CE a lieu en même temps que celui des riziculteurs dans leurs propres rizières. Les leçons tirées peuvent être appliquées directement. L'un des facteurs clés du succès des champs-écoles est qu'il n'y a pas de cours magistral : toutes les activités sont basées sur l'apprentissage basé sur l'expérience, participatif et directement appliqué. Cette méthode s'appuie sur la théorie et la pratique de l'andragogie. Chaque activité obéit à une procédure pour agir, observer, analyser et prendre des décisions. L'accent n'est pas seulement mis sur le « comment », mais aussi sur le « pourquoi ». Nos expériences ont montré que les activités structurées et concrètes constituent une base solide pour la poursuite des innovations et l'adaptation locale, une fois la session bouclée. C'est également l'une des principales raisons pour lesquelles les facilitateurs-agriculteurs peuvent aisément diriger les champs-écoles, car une fois qu'ils savent comment animer une activité, les résultats deviennent évidents avec l'exercice.

Les expériences durent parfois une saison entière – particulièrement celles qui concernent les sols ou la physiologie des plantes (par exemple les essais sur les sols et les variétés). D'autres activités du programme comportent des séances de 30 à 120 minutes consacrées à des thèmes spécifiques (par exemple, qu'est-ce que le « parasitisme » ?). Des exercices de brise-glace et de développement et/ou organisation d'équipe sont également inclus dans chaque session. Dans plusieurs CE, le programme touche également d'autres thèmes. Au Kenya par exemple, les champs-écoles suivent un cycle d'une année qui couvre des thèmes portant sur les cultures de rente, les cultures vivrières, l'aviculture ou l'élevage des chèvres, mais également des thèmes spécifiques sur la nutrition, le VIH/sida, l'eau et l'assainissement, la commercialisation. Nous encourageons également les champs-écoles axés sur l'alphabétisation, là où le besoin se fait sentir.

### Une séance-type de CE en Indonésie

8 : 00	Ouverture (souvent par des prières) Revue des participants Informations sur les activités du jour Exercices de détente
8 : 30	Départ pour le champ par petits groupes Observations notées par le facilitateur pendant qu'un autre membre du groupe prend des notes. Le facilitateur souligne les nouveaux développements intéressants.
9 : 30	Retour à l'ombre. Schéma de l'analyse de l'écosystème agricole (voir encadré) et discussion des décisions relatives à la gestion.
10 : 15	Chaque équipe présente ses résultats et le groupe parvient à un consensus sur les besoins en gestion pour la semaine à venir.
11 : 00	Courte pause-café/thé/eau
11 : 15	Exercices de stimulation et de développement de groupe
11 : 30	Étude spécifique ou seconde étude sur la culture ou l'élevage. Elle peut porter sur la nutrition, les poulets, les parasites ou toute autre chose ayant un intérêt spécial pour le groupe.
12 : 30	Clôture (souvent par des prières).

## Le chargé de programme

La plupart des programmes des champs-écoles font partie d'un programme plus vaste instauré par un gouvernement, une ONG ou une organisation communautaire de base (OCB). Il est essentiel de disposer d'un bon leader de programme pouvant apporter son soutien dans la formation des facilitateurs, réunir tout le matériel nécessaire pour le terrain, résoudre les problèmes de manière participative et accommoder les facilitateurs. Cette personne doit être très attentive aux éventuels problèmes techniques ou conflits relevant des relations humaines et qui sont susceptibles de se poser sur le terrain, d'autant plus qu'elle sera vraisemblablement chargée du suivi et de l'évaluation. Notre expérience montre que le leader de programme doit être un bon dirigeant, capable de donner des responsabilités au groupe. Il ou elle est la clé du succès du programme et a besoin de soutien et de formation pour développer les aptitudes nécessaires.

## Le financement

Le coût des CE peut fortement varier selon la personne chargée de leur mise en oeuvre et de la manière dont ils sont menés. Quand ils sont exécutés dans un programme de type Banque mondiale, les CE sont généralement coûteux à cause des indemnités élevées, des frais de transport et des nombreux niveaux de supervision impliqués (environ 30 à 50 euros/paysan). Bien entendu, plus la distance à couvrir par les facilitateurs est grande, plus le coût du transport est élevé. Le transport représente le plus gros poste de dépense dans tout programme de vulgarisation.

Lorsque le CE est organisé par des organisations locales et des agriculteurs-facilitateurs, les frais de démarrage peuvent être modestes et les dépenses de fonctionnement beaucoup moins importantes (environ 1 à 20 euros/paysan).

## Analyse de l'écosystème agricole dans un CE - type appliqué au riz

D'une manière générale, un champ-école en LIR comporte trois activités : observation de l'écosystème agricole, analyse et présentation des résultats, « un thème spécifique » et une activité de dynamique de groupe. L'analyse de l'écosystème agricole (AESA) constitue l'activité essentielle du CE, les autres étant conçues pour l'appuyer.

Le processus d'analyse de l'écosystème agricole affine les compétences des paysans en matière d'observation et de prise de décision et les aide à développer un meilleur esprit critique. Le processus commence avec les observations par petits groupes des parcelles de LIR et des parcelles non exposées à la LIR. Durant cette étape d'observation, les participants collectent des données tels que le nombre de laboureurs par colline, les variétés d'insectes et leurs populations et prélèvent des échantillons d'insectes et de plantes. Ces données sont collectées à partir de dix billons piqués de riz. Le facilitateur est présent pendant tout le processus afin d'aider les participants.

Les cultivateurs retournent ensuite sur le lieu de réunion et, crayons de couleur en main, ils dessinent ce qu'ils viennent d'observer dans les champs sur une grande feuille de papier journal ou d'affichage. Les dessins portent sur :

- les insectes et ennemis naturels observés dans les champs (d'un côté ils mettent les insectes, de l'autre les ennemis naturels) ;
- la plante (ou l'animal) en indiquant la taille et le stade de croissance, et d'autres données importantes relatives à la croissance : nombre de pieds, couleur de la plante et tous dommages visibles ;
- les caractéristiques importantes de l'environnement (le niveau de l'eau dans le champ, l'ensoleillement, les arbres à ombrage, les mauvaises herbes et les intrants.)

En Afrique de l'Est, la tendance est d'aménager des parcelles de terrain à des fins commerciales à côté de celles des champs-écoles, afin que ces dernières puissent générer davantage de fonds qu'elles n'en utilisent pour les intrants et la papeterie (voir Okoth page 27).

## Le mot de la fin

Les champs-écoles ne sont ni difficiles ni mystérieux. Cependant, ils sont censés donner plus de pouvoir aux participants à travers l'éducation aux aptitudes et concepts (le comment et le pourquoi) et requièrent par conséquent un environnement propice. Le secret de la réussite d'un programme CE commence par son mode de mise en oeuvre. Celui-ci dépend à la fois de la présence d'un leader de programme suffisamment responsabilisé, de bons facilitateurs et d'une gestion claire et transparente des budgets. Les champs-écoles ne sont pas difficiles à mettre en place s'il y a un engagement fort, doublé de confiance, par rapport aux capacités des agriculteurs et des animateurs à apprendre sur place et à appliquer leurs connaissances nouvellement acquises aux problèmes locaux.

*Kevin Gallagher : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Viale delle Terme Caracalla, 00100 Rome, Italy,  
E-mail : Kevin.Gallagher@fao.org*

*Pour obtenir davantage d'informations sur les cercles d'étude et sur le « 4-H », veuillez consulter les sites Internet suivants : [www.studyercles.org](http://www.studyercles.org) et [www.fourhcouncil.edu](http://www.fourhcouncil.edu)*

Tous les membres des petits groupes participent à la conception-réalisation du dessin et à l'analyse des données. Pendant qu'ils dessinent, les agriculteurs discutent et analysent les données recueillies sur le terrain. Sur ces bases, ils prennent certaines décisions à exécuter sur le terrain. Ces décisions, telles qu'acceptées par le groupe, sont incorporées au dessin.

Un membre de chaque groupe présente alors ces résultats et décisions à l'ensemble des participants. Cette brève présentation est suivie d'un moment libre consacré aux questions et à la discussion. Pour qu'il y ait de bonnes discussions, il est nécessaire d'avoir une bonne formulation de scénarios alternatifs, par exemple, des questions du genre « Qu'auriez-vous fait si... ? » Ce cycle de présentations, questions, réponses et discussions est répété jusqu'à ce que tous les petits groupes aient fini de présenter leurs résultats. Les dessins de l'écosystème agricole des semaines précédentes sont conservés comme référence et base de discussions pour les séances suivantes.

Dans ce processus, le rôle des animateurs est central. Sur le terrain, ils aideront les participants à voir ce qu'ils n'ont pas eu la possibilité de déceler auparavant, comme les petits prédateurs ou les changements au niveau du sol. Pour garantir un débat équilibré et participatif, un bon facilitateur doit comprendre que plus les participants parlent, plus ils apprennent, et il encourage ainsi la discussion au lieu de donner un cours magistral. Durant les présentations, le facilitateur s'assure que tous les participants ont l'opportunité de s'exprimer pendant la saison et que le groupe aborde toutes les questions importantes. Le facilitateur doit avoir des compétences en agriculture et des aptitudes techniques ; il doit aussi savoir comment poser de bonnes questions, guider les participants dans le traitement des exercices et s'assurer que les bonnes décisions de gestion sont prises par le groupe en introduisant, au besoin, un nouveau renseignement.

# Retour à la terre pour les spécialistes en développement participatif de technologie !

Rik Thijssen

Les champs-écoles (CE) et le développement participatif de technologie (DPT) sont des approches participatives pour la promotion d'un développement agricole durable. Toutes deux œuvrent pour renforcer les capacités décisionnelles de l'agriculteur et encourager l'innovation locale. Mais alors quelle différence ? Ces approches se chevauchent-elles ou sont-elles complémentaires ? Que peuvent-elles apprendre l'une de l'autre ?

Les CE ont été conçus à la fin des années 1980 en vue de former les riziculteurs en lutte intégrée contre les ravageurs (LIR). Ils ont été créés en réponse à la Révolution verte, qui offrait un ensemble de méthodologies modernes aux agriculteurs, ainsi que des instructions standards sur leur utilisation. L'objectif visé était de rééduquer les agriculteurs en agro-écologie et de développer leur sens critique en se basant sur les connaissances déjà acquises concernant les écosystèmes de riz. Les champs-écoles ont pour objectif de transmettre ces connaissances aux agriculteurs par le biais d'apprentissage de groupe, sur la base des principes de l'andragogie.

Le DPT était également lancé à la fin des années 1980. Le concept est né de l'idée et des « meilleures pratiques » des petites ONG et du mouvement de vulgarisation et de recherche des systèmes agricoles. Le DPT se réfère à un processus d'expérimentation conjointe mené par les agents de développement et les agriculteurs. L'objectif visé est de combiner la meilleure des connaissances locales et des connaissances externes et de travailler ensemble pour créer et diffuser des innovations en agriculture.

## Différences

Les activités de DPT comprennent :

- l'analyse critique des changements menés par la communauté au niveau des écosystèmes agricoles ;
- l'identification et l'utilisation des connaissances techniques indigènes ;
- la reconstitution d'innovations locales réussies ;
- l'auto organisation et
- l'auto application des expériences systématiques.

Ces éléments peuvent être parfois difficiles à adapter au cadre des CE. Cela est essentiellement dû aux limites créatives d'un cadre « d'école » et aux délais imposés sur les CE par une approche de projet. Les limites sont notamment imposées par l'attitude de nombreux facilitateurs CE : ils peuvent être des enseignants, mais ne sont pas nécessairement des facilitateurs d'une approche participative, comme prévu dans la philosophie du DPT.

Les éléments essentiels qui distinguent les méthodes CE et DPT pourraient être résumés ainsi :

- la perception de la « participation » : alors que le DPT favorise une technique d'apprentissage privilégiant les initiatives issues de la base et inspirées par les connaissances endogènes, le CE offre un cadre plus traditionnel formateur-formé pour l'apprentissage de connaissances détenues par des intervenants extérieurs ;
- les changements de comportement : là où le DPT recherche des changements majeurs dans les comportements des chercheurs et des agents de vulgarisations, les CE pourraient être considérés comme le moyen le plus efficace pour adapter les comportements existants de ces professionnels ;
- le processus d'apprentissage : bien que les deux approches soient largement basées sur les activités d'auto découverte, les CE se basent sur des cibles d'apprentissage « fixes », alors que le DPT est un procédé sans orientation précise.

## Conclusion

Manifestement, les concepts fondamentaux des deux approches sont complémentaires et l'approche CE offre un terrain propice au développement participatif de technologie. Il est toutefois important de faire la distinction entre le renforcement des connaissances de base des agriculteurs, de sorte qu'ils puissent conduire des expériences selon leurs conditions spécifiques (CE), et le DPT par ou avec les agriculteurs. Les CE comblent les lacunes dans les connaissances locales, mènent des recherches pluridisciplinaires sur les écosystèmes agricoles et renforcent la prise de conscience et la compréhension de phénomènes peu évidents ou aisément détectables. Leur force réside dans le renforcement des compétences des agriculteurs en

tant que gestionnaires de l'écosystème agricole. La force des plate-formes DPT réside dans leur évaluation systématique des alternatives technologiques acceptables localement, aussi bien que dans leur aptitude à influencer les programmes de recherche des systèmes officiels de recherche et de vulgarisation.

L'intérêt croissant porté aux CE et au DPT par diverses organisations de financement et d'exécution montre qu'ils sont perçus comme de nouvelles alternatives viables. Les deux approches se développeront davantage et leur évolution pourrait être soigneusement gérée de manière à utiliser leur synergie fondamentale. Afin de combler les lacunes en matière de connaissances de base qui existent toujours, les groupes de DPT peuvent s'inspirer du principe des CE concernant l'éducation des agriculteurs sur les processus, modèles et composantes (agro)écologiques. Les CE devraient quant à eux accorder plus d'attention au changement de comportements des professionnels du développement agricole pour qu'ils puissent s'impliquer davantage dans le travail de DPT.

Rik Thijssen, Advisor Sustainable Agriculture, VECO Indonesia, Jalan Letda Kajeng 22, 80234 Denpasar, Bali. Email: veco-ri@dps.centrin.net.id; thijssen@indo.net.id  
Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site :

[www.eseap.cipotato.org/upward](http://www.eseap.cipotato.org/upward)

References :

Braun, A.R., Thiele, G. and Fernandez, M. 2000. Farmer Field Schools And Local Agricultural Research Committees: Complementary Platforms For Integrated Decision-Making In Sustainable Agriculture. Network Paper No.105, ODI Agricultural Research and Extension Network, juillet 2000.

## Communication et développement de connaissances

Dans une étude ethnobotanique menée dans le village de Taropo, sur l'île indonésienne de Sumbawa, un agriculteur de la localité a fourni des informations sur une essence végétale connue sous le nom de « pupuk » (engrais). De nombreux nodules radicaux sont apparus lorsqu'il a arraché l'arbrisseau, manifestement une légumineuse. Le groupe d'étude a demandé à l'agriculteur pourquoi cette plante était appelée « pupuk ». Il a répondu que « pupuk » avait la capacité d'améliorer la fertilité du sol et que cette essence était par conséquent précieuse durant les périodes de jachère. Nous avons également demandé à l'agriculteur s'il connaissait les fonctions des nodules radicaux. Sans hésitation, il dit qu'ils servaient à emmagasiner l'eau.

Les petits agriculteurs sont dotés d'une grande sagesse et d'une bonne expérience qui leur permettent de survivre et de produire pour leur famille. Toutefois, ils ne connaissent pas tous les processus et composantes qui jouent des rôles clés dans les écosystèmes agricoles.

Quelle serait la valeur ajoutée si ce paysan du village de Taropo connaissait la capacité des nodules radicaux du « pupuk » à fixer l'azote ? Premièrement, cela confirmerait l'opinion locale selon laquelle cette essence végétale peut jouer un rôle dans l'amélioration de la fertilité du sol. Elle pourrait également fournir à l'agriculteur des informations qui permettent d'expliquer les autres connaissances endogènes ou alors de contredire certaines croyances locales. Les paysans pourraient, par exemple, établir un lien avec les autres essences à nodules radicaux et disposer ainsi d'une grande variété d'espèces pourvues d'un potentiel d'amélioration de la fertilité au niveau local. Le suivi du CE, en utilisant des indicateurs pertinents, pourrait mener à certaines études comparatives sur la capacité réelle des différentes essences, évaluée par les agriculteurs. Enfin, sur la base d'une plus grande prise de conscience et d'une compréhension d'un phénomène qui n'est pas évident ou aisément discernable, un agriculteur comme celui du village de Taropo pourrait être un collaborateur précieux pour une équipe travaillant dans le domaine de la conception de techniques agricoles.

# Champs- écoles pour les producteurs de lait du Kenya

B. Minjauw, H.G Muriuki et D. Romney

Dans les provinces du Centre et de la Vallée du Rift du Kenya, environ 90 % des ménages vivant dans les zones rurales sont des paysans et 73 % d'entre eux possèdent des vaches laitières. Dans la province de la Vallée du Rift, les petits agriculteurs considèrent les maladies endémiques comme des contraintes majeures à une meilleure production laitière, particulièrement les maladies transmises par les tiques (MTT), ainsi que l'insuffisance des aliments destinés au bétail. Actuellement, plus de 1 000 champs-écoles (CE) dont les programmes sont axés sur la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) et/ou sur la gestion intégrée des sols ont été mis en place avec succès dans le pays, et bien davantage dans l'ensemble de l'Afrique. La méthodologie des CE peut-elle être utilisée pour des problèmes aussi complexes que la production et la santé animales, domaines dans lesquels les réponses aux interventions pourraient ne pas être aussi rapides ?

En 2001, le projet conjoint du Département pour le développement international du Royaume Uni (DFID) et de la FAO sur les champs-écoles appliqués à l'élevage commença à adapter et à tester la méthodologie des CE pour la santé



Sous-groupe participant à la présentation AESA.  
Photo : Bruno Minjauw

et la production animales en se concentrant sur les petits paysans producteurs de lait. Dix CE pilotes ont été lancés dans cinq zones agroécologiques différentes des provinces du Centre, de la Vallée du Rift et de la Côte du Kenya. En mettant en œuvre ces CE, l'analyse de l'écosystème agroécologique (AESA, voir Gallagher page 5) est adaptée pour faire des animaux le point focal, et l'on fait appel aux méthodologies participatives pour aborder les problèmes liés à l'élevage. Le projet élabore aussi des approches et des méthodes pour tester et introduire des techniques destinées à lutter contre les maladies transmises par les tiques et contre les infections par l'helminthe, ainsi qu'à améliorer les pratiques d'élevage et l'efficacité de l'utilisation des aliments de bétail disponibles au sein du système agro-laitier. Ces activités participent au projet en cours du DFID en faveur des petits producteurs de lait.

## Introduction des CE dans l'élevage

Tous les animateurs ont bénéficié d'un cours de formation des formateurs (FDF) d'une durée de deux semaines. La FDF a été menée sous la forme d'un atelier au cours duquel les participants apprenaient et utilisaient en même temps les principes de base des CE pour concevoir des exemples spécifiques d'activités, d'outils et de techniques adaptés aux systèmes de production des petits producteurs de lait.

Les animateurs formés aux approches CE travaillaient avec des groupes locaux pour hiérarchiser les priorités concernant les principales contraintes liées à

l'amélioration de l'efficacité de la production laitière. Ils utilisaient des techniques participatives telles que les grilles de comparaison pairée et les matrices de classification. Les problèmes relevés au niveau de l'ensemble des groupes étaient similaires et comprenaient, par ordre de priorité : les stratégies alimentaires ; la production et la conservation du fourrage ; l'élevage et la mortalité des veaux ; les maladies transmises par les tiques et les mastites ; la gestion de l'eau et la reproduction (une égale priorité fut accordée à ces deux derniers problèmes). Sur la base des résultats de cet exercice, chaque groupe a préparé sa requête de subvention avec un plan de travail détaillé et le budget correspondant.

Une subvention de 600 dollars américains a été déposée dans un compte géré par les membres élus du groupe du CE pour couvrir le coût des activités de terrain et les frais liés à l'intervention des animateurs, y compris les indemnités de transport et de restauration de l'agent de vulgarisation. La gestion de ce budget conférait aux agriculteurs le contrôle des activités prises en charge par le CE et permettait de s'assurer que les services de vulgarisation offerts répondaient aux problèmes réels et aux besoins prioritaires des agriculteurs. Habituellement, les groupes de CE se réunissent sur une base hebdomadaire, mais certains se retrouvent tous les quinze jours. Les principales techniques participatives utilisées, notamment l'analyse de l'écosystème agroécologique (AESA) et le développement participatif de technologies (DPT), étaient adaptées pour satisfaire les besoins spécifiques d'apprentissage sur les problèmes liés à l'élevage. Pour ce type de CE, il est capital de comprendre l'impact de la santé animale sur la productivité et la manière de contrôler l'apparition des maladies.

## Les activités

Puisque l'objectif principal des champs-écoles consiste à développer les aptitudes des agriculteurs en matière d'apprentissage, plus que d'accroître les connaissances par rapport à un problème technique particulier, l'enregistrement des données recueillies et la précision des observations représentent des composantes importantes. L'analyse de l'écosystème agroécologique est conçue aux fins d'améliorer les techniques d'observation et de développer les compétences en prise de décision. Cette technique est utilisée pour enregistrer et observer les résultats des applications du DPT. Ce processus d'observation constitue la base pour comprendre les interactions entre l'élevage et les autres éléments de l'écosystème en ce qu'elles se rapportent au problème ou à la



Mesure de la taille pour valuer le poids vivant du corps.  
Photo : Bruno Minjauw

technique à étudier. Par exemple, là où on s'attend à ce que le sujet ait un effet direct sur l'animal, telle qu'une pratique de gestion de l'alimentation et de la santé, l'AESA se concentre plutôt sur l'animal.

Dans la pratique, les agriculteurs sont divisés en petits groupes et observent un animal de l'une de leurs fermes. Ces observations se basent sur un guide comprenant des informations générales tels que les antécédents de l'animal,



## FORMAT TYPE POUR UNE ASEA DANS LE CHAMP-ECOLE APPLIQUE A LA PRODUCTION LAITIERE

Asea N°

Semaine/date

Nom du sous-groupe

### INFORMATIONS GENERALES

Race

Poids du corps

Nom/marque

Dernier poids enregistré

Nom et race de la mère

Date de naissance

Moment de l'observation

Condition météo

Dernier traitement : date et médicament utilisé

### OBSERVATIONS

Poil/pelage

Etat du corps

Rumination

Températures

Ectoparasites

Écoulements

Excréments

Urine

Plaies

Mouvements/tempérament

Etat des yeux

Couleur de la membrane du mucus

osité lymphatique

Conditions d'abri et d'ombrage

Présence d'autres animaux/insectes

Bruits



### PARAMETRES

Prise de poids :

Production journalière de lait

Etat de la production de lait :

(s'améliore ou décroît)

Nombre de veaux

Date de saillie

Date de la dernière mise-bas

Etat de la gestation

Espacement de la mise-bas

Qualité des aliments

Quantité d'aliments

### Supplément

Qualité de l'eau

Quantité d'eau

### RECOMMANDATIONS

Comment améliorer les

données de l'ASEA :

- Paramètres à inclure

- Qualité de l'observation

### Que doit-on faire pour

améliorer la productivité ?

Quel traitement devrait-on

adopter ?

### Exemple d'une ASEA dans les CE de production laitière

les paramètres définissant le niveau de production et les observations décrivant l'état de santé de l'animal. Chaque groupe présente des résultats sous un format standardisé. Les résultats font ensuite l'objet d'une discussion permettant ainsi une diffusion des informations entre paysans, ainsi qu'une évaluation des progrès réalisés.

La mise en place des DPT est l'un des plus grands défis des CE appliqués à l'élevage. En effet, alors qu'il est relativement facile de procéder à une étude comparative pour la lutte intégrée contre les ravageurs des cultures, la valeur économique élevée du bétail ne permet aucune expérimentation à risque ou pouvant entraîner des baisses de la productivité de l'animal à court terme. Par conséquent, l'un des objectifs du projet CE en cours est d'établir le type de méthodologie pouvant être appliquée sans risque ou effet néfaste, mais qui permettrait cependant aux agriculteurs de tester de nouvelles techniques. Les activités en cours ont donné lieu à trois types de DPT, à savoir :

**Les expérimentations classiques :** bien que l'élevage soit l'objet principal du CE, la plupart des activités des propriétaires de bétail sont liées aux cultures. C'est notamment le cas pour la production fourragère et les pâturages améliorés dont les DPT incluent :

- la mise en place de sources alternatives de fourrage : différentes variétés de fourrages sont plantées en utilisant plusieurs techniques de culture, de traitements et types d'engrais ;
- la conservation des fourrages à l'aide de diverses techniques tels que l'ensilage ou la mise en botte du foin.

**La comparaison de différentes pratiques existantes chez les paysans :** l'étude et l'évaluation de différentes pratiques paysannes, en dehors et à l'intérieur du groupe CE, offrent aux agriculteurs l'opportunité d'aborder des questions qui ne se prêtent pas à l'expérimentation en raison du danger qu'elles pourraient représenter pour le bien-être des animaux et du coût élevé de leur application. Par exemple :

- la lutte contre les tiques : comparaison de l'efficacité des différents acaricides et/ou des différents modes d'application ;
- l'efficacité de la vaccination : comparaison de l'incidence de la maladie sur des animaux vaccinés et non vaccinés ;
- comparaison de la qualité du lait et des pertes causées par son altération résultant de la qualité des installations de la salle de traite.

**L'analyse ex-post :** les agriculteurs comparent les résultats concrets de leur expérimentation avec ceux issus des pratiques utilisées auparavant. Les résultats peuvent être quantitatifs (si les données relatives à des situations antérieures ou similaires existent) ou qualitatifs lorsque les connaissances des agriculteurs sont évaluées. Cela inclut aussi la méthode du « stop and go » ou de « arrêt-départ » qui consiste à stopper le traitement, puis à le reprendre plusieurs fois pour montrer son effet, l'animal servant de témoin. Les expérimentations portent, entre autres, sur :

- la disponibilité en eau : la quantité d'eau disponible pour l'animal évolue selon les besoins calculés. La production de lait sous le nouveau régime est comparée aux données antérieures de production sous l'ancien régime ;
- le matériel génétique : l'insémination artificielle est utilisée pour comparer le poids du veau à la naissance avec celui d'autres veaux ou avec le poids attendu ;
- le programme prophylactique : un programme de traitement préventif est appliqué à un groupe de vaches et leur performance comparée avec la productivité antérieure et avec celle des troupeaux voisins. Il pourrait s'agir entre autres de déparasitage, de « trypanocide » et/ou de vaccination contre les maladies les plus répandues.

Tous les problèmes ne peuvent pas être facilement résolus avec la méthode de « l'apprentissage sur le tas ». Certains d'entre eux, liés aux maladies contagieuses par exemple, ne se prêtent pas à l'expérimentation : ce serait en effet inapproprié ou trop dangereux. D'autres peuvent être trop abstraits pour être démontrés physiquement, comme par exemple l'importance de la situation épidémiologique ou des réactions immunologiques, lesquelles peuvent être



**Présentation des techniques de conservation du fourrage au cours d'une tournée. Photo : Bruno Minjauw**

abordées lors des sessions spécifiques au cours desquelles ces questions sont discutées. Dans la mesure où l'animateur ne saurait être expert en tout, il ou elle aidera le groupe de paysans à trouver la bonne personne pour parler du thème qu'ils auront choisi. Cela laisse au groupe CE la possibilité de contacter d'autres organisations tels que les ONG et les instituts de recherche nationaux et internationaux. Certains thèmes peuvent également comporter des questions liées ou non à l'élevage, permettant ainsi aux agriculteurs d'avoir

accès aux informations répondant à leurs priorités du moment. Il ne serait peut être pas opportun de parler par exemple de trypanosomiase à des populations dont le village est menacé par une épidémie de choléra ! Des conseils sur la lutte anticholérique seraient en effet plus indiqués.

## Conclusions

Si la recherche scientifique doit avoir un impact réel sur la productivité agricole et les moyens de subsistance, de nouvelles méthodologies de diffusion de l'information doivent être élaborées. Les approches participatives, qui facilitent la demande des paysans en matière de connaissances, leur offrent l'opportunité de choisir, de tester et d'adapter des techniques en fonction de leurs besoins. À travers leur participation aux CE, les agriculteurs développent des aptitudes qui leur permettent d'analyser leurs propres situations et de s'adapter à des conditions changeantes. Le projet CE de ILRI sur l'élevage, financé par le Programme de santé animale du Département pour le développement international du Royaume Uni (DFID), est en train d'expérimenter et d'adapter une méthode participative pour créer une relation durable entre agriculteurs, animateurs, agents de vulgarisation et instituts de recherche. Ces relations sont considérées comme un outil fondamental que les chercheurs pourraient utiliser pour recueillir des données appropriées et traduire les technologies développées en produits adaptés aux besoins des paysans.

À l'aide de l'approche CE, le projet est en train d'élaborer un procédé novateur à travers lequel les paysans adaptent des méthodes existantes et mettent de nouvelles idées à l'essai. Ces idées sont développées à travers des interactions entre agriculteurs, chercheurs et agents de la vulgarisation. Cette relation privilégiée constitue une excellente plate-forme pour des études épidémiologiques utilisant les méthodes participatives, pour la diffusion des informations relatives à la prévalence des maladies, pour concevoir des techniques participatives appropriées et pour introduire des stratégies plus efficaces de surveillance et de lutte contre les maladies.

*B. Minjauw et D. Romney. International Livestock Research Institute, PO Box 30709, Nairobi, Kenya. Email : b.minjauw@cgiar.org*



**Enregistrement d'informations générales pour l'ASESA.**  
*Photo : Bruno Minjauw*

*H.G. Muriuki. Ministry of Agriculture and Rural Development, PO Box 30028, Nairobi, Kenya.*

*Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site [www.eseap.cipotato.org/upward](http://www.eseap.cipotato.org/upward)*

**Remerciements :** nous remercions le Département pour le Développement International du Royaume Uni (DFID) et la FAO dont le soutien financier a été précieux.

**Références :**

*B. Minjauw, H.G. Muriuki et D. Romney (2002): Adaptation of the Farmer Field School Methodology to Improve Adoption of Livestock Health and Production Interventions. In: Responding to the Increasing Global Demand for Animal Products, BSAS Conference, 12-15 Nov. 2002, Merida, Mexico.*

ILEIA ET IIED SAHEL PROGRAMME

L A N C E N T

**AGRIDAPE**

UNE REVUE FRANCOPHONE SUR L'AGRICULTURE DURABLE FAIBLES APPORTS EXTERNES



# Abonnez vous !

Promotion des approches agricoles durables

De part le monde, beaucoup de paysans découvrent et développent des approches agricoles basées sur une combinaison de savoirs locaux et de nouvelles connaissances en matière agricole. Ces pratiques innovatrices visent un équilibre entre une production agricole rentable et durable et un environnement sain et régénéré. En effet, ces approches assurent une nourriture saine, une production durable dans un environnement préservé, la valorisation du savoir faire local, la sauvegarde de l'intégrité culturelle, et offrent aux paysans des voies alternatives dans la gestion de leur système de production.

Depuis, 1982, le magazine international Low External Input for Sustainable Agriculture "LEISA" s'est engagé dans la diffusion des informations relatives à l'agriculture durable au niveau international et régional puis au niveau de l'Amérique Latine, Indonésie, Inde.

AGRIDAPE est la revue francophone sur l'Agriculture Durable à faibles Apports Externes. Il sera le relais et lieu de partage de l'information francophone et internationale sur l'agriculture durable.

# Les coles paysannes de la vie au Cambodge

Par Polo Yech

La Route nationale N° 5 du Cambodge fait partie de la Trans-Asiatique qui relie l'Inde, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Depuis la réouverture de la frontière en 1998, la circulation et le commerce transfrontaliers se sont développés rapidement, en même temps qu'augmentait la mobilité des populations le long de cette route. L'autoroute est en cours de rénovation en vue d'accroître davantage le flux de biens, services et personnes. Malheureusement, à mesure que les mouvements de populations augmentent le long de cet axe, le VIH/sida se répand également.

Le Cambodge est l'un des principaux centres des infections à VIH et du sida en Asie du Sud-Est. L'épidémie a un effet dévastateur sur les populations rurales, déjà confrontées à des conditions de vie très difficiles. En outre, la situation a rendu la population hautement vulnérable, favorisant ainsi une expansion encore plus rapide de l'épidémie.

Afin de freiner la rapide progression du VIH/sida et la vulnérabilité accrue des populations rurales face aux maladies chroniques, le Programme VIH en Asie du Sud-Est du PNUD et le Programme de lutte communautaire intégrée contre les ravageurs de la FAO ont décidé d'élaborer un programme pilote basé sur des stratégies CE communautaires. Les procédés et principes d'apprentissage des CE de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) ont été appliqués avec succès aux interventions relatives au VIH/sida et sont maintenant utilisés pour raffermir la force morale des communautés paysannes face au virus par le biais des « Ecoles paysannes de la vie (EPV) ». L'aspect le plus important au niveau de ces écoles réside dans leur organisation en réseau d'agriculteurs qui ont été formés en LIR dans les CE et qui sont déterminés à travailler sur d'autres questions affectant leurs moyens de subsistance.



Position des écoles paysannes de la vie le long de la route 5

## Responsabilisation des communautés

L'objectif des écoles paysannes de la vie est de mobiliser les communautés paysannes et de leur permettre de réduire leur vulnérabilité face au VIH/sida et aux autres menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance. Les questions relatives à la santé sont abordées de manière pluridisciplinaire, le VIH/sida étant considéré uniquement comme un élément du problème des maladies chroniques qui affectent les familles paysannes de la région.

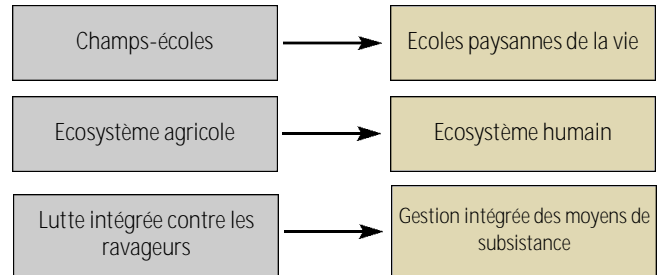
Les EPV visent à :

- renforcer la compréhension des paysans quant à la manière dont leur vulnérabilité socio-économique mène à des comportements à risques ;
- prévenir les impacts socio-économiques néfastes du VIH/sida et des autres menaces au sein des communautés paysannes dans les zones d'intervention du projet ; et à
- créer un réseau paysan afin de mieux prendre en charge les problèmes locaux et d'assurer des moyens de subsistance viables aux agriculteurs.

## Des champs-écoles aux écoles paysannes de la vie

Les CE en matière de LIR constituent potentiellement une porte d'entrée pour un large éventail d'activités de développement communautaire. Les approches de l'apprentissage basé sur la découverte, appliquées dans les CE peuvent aider

les paysans à mieux comprendre les concepts écologiques, ainsi que leurs applications pratiques. Cette approche de l'identification des problèmes et des possibilités de solutions a été élaborée pour permettre une meilleure compréhension des principes de l'écologie agricole qui sous-tendent la LIR. Il est toutefois possible d'appliquer facilement les mêmes procédés au VIH/sida et aux autres problèmes liés aux moyens de subsistance. Les approches EPV permettent de développer l'esprit critique des paysans par rapport aux relations entre les comportements humains et les problèmes de subsistance, tout autant que l'étude de l'écologie du terrain permet de comprendre les rapports entre les plantes et les autres organismes qui affectent leur croissance.



*Des champs- écoles aux écoles paysannes de la vie !*

## Qu'est-ce donc qu'une école paysanne de la vie ?

Les écoles paysannes de la vie fonctionnent sur la base d'un apprentissage non formel basé sur l'expérience, à l'instar des champs-écoles. Souvent, l'EPV est une activité qui prolonge naturellement celles menées au sein d'un CE antérieur sur la LIR. Il s'agit d'un groupe d'environ 20 à 25 paysans qui se retrouvent dans le village, une matinée par semaine, pendant 18 semaines.

Le canevas général du programme EPV suit les mêmes procédés que ceux utilisés dans les CE axés sur l'écologie, mais son contenu est différent. Alors que le champ demeure le cadre principal d'apprentissage dans un CE, l'EPV est ancrée dans la communauté et s'intéresse à un ensemble complexe de problèmes liés aux moyens de subsistance des paysans. Chaque rencontre hebdomadaire est centrée sur un ensemble déterminé d'activités, à savoir l'analyse de l'écosystème humain (AEH), sa présentation, l'étude d'un thème particulier et la dynamique de groupe.

## Analyse de l'écosystème humain

Dans les champs-écoles, les paysans apprennent par le biais de l'analyse de l'écosystème agricole (AES) et grâce à la réalisation d'études. Il s'agit d'une méthode d'apprentissage basée sur la découverte qui fait appel aux observations sur le terrain, aux discussions, à l'analyse, au partage entre différents groupes et à la prise de décisions adaptées à une meilleure gestion de leurs cultures.

L'analyse de l'écosystème humain (AEH) est un procédé similaire élaboré pour les écoles paysannes de la vie et qui est utilisé lors de chaque rencontre hebdomadaire. Dans l'AEH, les paysans portent leur recherche sur les problèmes liés à leur quotidien. Ils procèdent à une hiérarchisation des priorités et choisissent des familles auprès de qui ils vont approfondir la recherche en groupes plus restreints. Ils partagent les résultats obtenus et choisissent des thèmes à étudier de manière plus précise afin de parvenir à une compréhension multisectorielle du mode de vie des gens et des facteurs qui participent ou portent atteinte à une vie saine. À partir de là, ils sont en mesure de s'entendre sur les moyens les plus appropriés de supprimer les comportements à risques (dans le cas du VIH/sida) ou d'écartier d'autres menaces, et se plient à des règles de vie plus saines. Le procédé AEH s'utilise également comme base de discussions et de prise de décisions, aussi bien au niveau du groupe qu'au niveau individuel. Les discussions permettent de déterminer les facteurs favorables ou défavorables à un comportement sans risque et comprennent généralement des thèmes répartis en six catégories : la santé, l'économie familiale, l'éducation familiale, les relations sociales, l'environnement et la culture. Les besoins et les intérêts des paysans déterminent les thèmes choisis au cours du processus AEH.

L'une des méthodes importantes de l'AEH repose sur l'observation des familles choisies et sur les entretiens tenus avec elles. En général, trois familles sont identifiées pour l'approfondissement de la recherche relative à chaque question soulevée par le groupe. Les participants sont divisés en petits groupes pour observer ces problèmes et en discuter avec chacune des trois familles. Ils tentent de les aider à comprendre les causes premières des problèmes étudiés, ainsi que leur impact présent et futur sur la famille. Les paysans utilisent la technique de l'arbre d'analyse des problèmes pour discuter des questions et les analyser. Ils passent ensuite en revue les alternatives qui s'offrent à eux afin de résoudre les problèmes auxquels les familles sont confrontées. Les paysans-formateurs jouent un rôle central dans l'animation du processus et offrent des suggestions appropriées à la personne interrogée pour améliorer sa situation. Aucun spécialiste ou expert n'est impliqué pour fournir des solutions ou des stratégies.

Lorsque chaque groupe a rassemblé ses résultats et tiré ses conclusions, les membres les exposent aux autres groupes. Ils discutent ensuite entre eux pour comparer les causes profondes et les impacts de chaque problème sur les différentes familles. Les personnes interrogées sont informées des débats et suggestions du groupe.

L'AEH favorise l'apprentissage, développe un mode de réflexion critique et encourage l'analyse de la réalité des choses par les paysans dans leurs propres communautés. Ils s'inspirent des différents parcours et expériences des membres de leur communauté et utilisent ce savoir pour améliorer les moyens de subsistance des autres familles. Parce qu'ils comprennent mieux comment divers facteurs agissent sur leur vie, ils deviennent ouverts aux changements pour réduire les comportements à risques susceptibles de mener à des maladies chroniques comme le VIH/sida et donc décider de mener une vie plus saine.

## Thèmes particuliers

Après les séances de présentation de l'AEH, les participants discutent entre eux et choisissent des thèmes à étudier de manière plus précise. Il peut s'agir, entre autres, de santé, du cycle des problèmes, de vieillissement, de besoins humains, du comportement quotidien des paysans, des ressources existant dans la communauté, des aptitudes utiles pour la vie, des questions de communication liée aux producteurs vivant dans la communauté, de la production agricole, de la commercialisation et d'autres questions d'ordre social. Ces thèmes permettent aux agriculteurs d'améliorer leurs connaissances et d'être plus conscients de leurs responsabilités propres quant à l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

Le programme prévoit aussi des activités de dynamique de groupe permettant aux participants de se détendre et de tisser des rapports de confiance et d'amitié plus solides.

## Activités de suivi

La fin du processus d'apprentissage ne signifie pas celle de l'école paysanne de la vie. Les paysans doivent continuer à développer leurs connaissances et les aptitudes acquises. Après l'EPV, les paysans formés et les paysans formateurs continuent de se rencontrer régulièrement pour discuter des décisions qu'ils ont prises et des plans d'action élaborés, et les réexaminer. Ils débattent des plans futurs afin d'améliorer leurs aptitudes utiles pour la vie et liées à la santé et à l'agriculture. Ils entreprennent souvent des visites ayant pour objet la formation ou les échanges, ou alors mettent en place des groupes ou associa-

tions de paysans pour renforcer leurs capacités d'échanges et participer à la réduction de la pauvreté.

## Impacts

Parmi les impacts de l'EPV, on pourrait citer :

- le développement de la capacité des paysans à identifier et à analyser les problèmes auxquels les communautés sont confrontées, notamment la menace du VIH/sida.
- la prise de conscience des conséquences éventuelles des comportements à risques liés à l'infection à VIH et au sida et aux autres menaces sur la santé publique. Ceci entraîne une réduction des comportements à risques.
- la formation des paysans et le développement de leurs capacités à diriger, à établir des contacts, à former, à planifier et à organiser des communautés.
- la mise en œuvre d'activités de soutien aux communautés après l'EPV, comme par exemple la création d'un groupe d'entraide ou d'une association paysanne (compte épargne, groupe de recherche sur le riz ou les légumes, élevage, entre autres).

## Principaux enseignements

Les écoles paysannes de la vie offrent aux paysans l'occasion d'apprendre d'une manière qui se rapporte directement à leur quotidien.

Elles leur permettent de devenir plus pragmatiques vis-à-vis du changement, d'exprimer leurs sentiments et de partager leurs expériences (avant l'EPV, ils étaient plutôt timides, gardaient leurs problèmes pour eux-mêmes, ne discutant jamais avec les autres, ni même avec des membres de leurs familles.)

Les EPV permettent aux paysans de constituer un réseau informel, avec une identité propre, car créée par eux-mêmes. Ces activités vont devenir de plus en plus importantes dans la lutte à venir contre la pauvreté, le VIH/sida et les autres problèmes sociaux de leurs communautés.

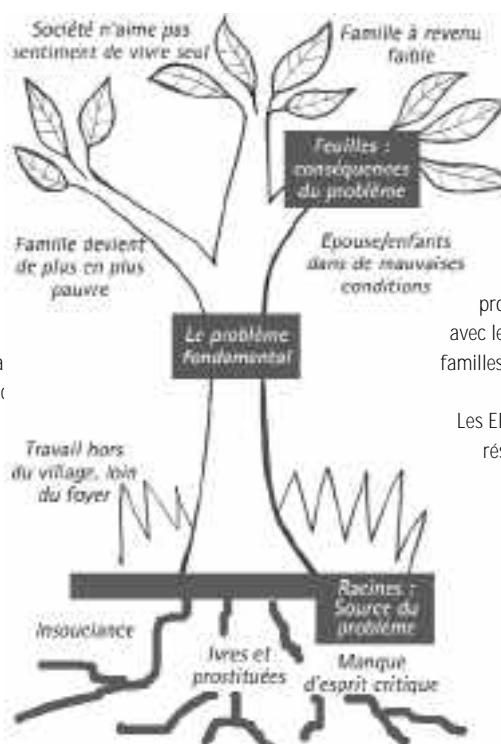
Les EPV offrent également aux paysans la possibilité de prendre leur destin en mains, plutôt que d'attendre passivement que l'aide vienne de l'extérieur dès qu'une menace se présente.

Les EPV participent de manière significative à la viabilité des moyens de subsistance des ruraux.

*Polo Yech.SRER KHMER, P.O. Box 53, Phnom Penh, Cambodia.*

*Email : ipm.cambodia@bigpond.com.kh*

*Le texte int gral de l'article original est disponible sur le site suivant : [www.esiap.cipotato.org/upward](http://www.esiap.cipotato.org/upward)*





Agricultrices apprenant mesurer les arbres. Photo :Hukum Singh

## La gestion communautaire des forêts et les champs-écoles

Hukum Singh

Depuis les années 80, la forêt de Sharada Devi a été classée et utilisée par les communautés locales suivant des règles de foresterie communautaire. Ici, comme dans plusieurs autres régions du Népal, le transfert des compétences et des responsabilités relatives à la gestion des ressources forestières aux groupes d'usagers de la forêt (GUF) s'est réalisé avec succès. Cependant, bien que la situation des ressources forestières et hydriques se soit manifestement améliorée dans le cadre de ces mécanismes, le flux de produits tirés de la forêt communautaire est nettement en deçà de sa capacité de production durable. La foresterie communautaire a certes réussi à protéger la forêt, mais elle n'a pas pu générer les profits escomptés pour les usagers. Ceci s'explique principalement par une tendance à surprotéger les forêts communautaires et par un manque d'appui au GUF en matière de gestion forestière. C'est pour essayer de répondre à ces questions que des efforts de mise en place de champs-écoles de gestion forestière ont récemment été consentis.

### Qu'est-ce donc qu'un champ-école appliqué à la gestion communautaire des forêts ?

Il s'agit de forums pour l'apprentissage de groupe. Les CEGCF cherchent à apporter une valeur ajoutée aux pratiques de foresterie communautaire grâce à l'élaboration de méthodes de gestion de la forêt qui permettent de générer des profits substantiels à ses usagers. Les CEGCF rapprochent paysans usagers et spécialistes de la gestion forestière afin d'étudier les moyens de concilier les principes de la science forestière formelle et de gestion forestière technique avec les savoir-faire et l'expérience des communautés locales. Ensemble, ils sont en mesure de concevoir des méthodologies permettant d'assurer la gestion active et intensive des forêts communautaires. Par le biais de la formation et de l'action conjointe, la science formelle de l'animateur et le savoir-faire empirique des paysans locaux s'influencent mutuellement pour donner naissance à un nouveau corpus de connaissances. Armée de toutes ces informations, le CEGCF peut faciliter un processus de négociation pouvant générer de nouveaux plans et principes pour la gestion forestière (voir encadré).

## Le groupe des usagers de la forêt de Sharada Devi

Le cas du groupe des usagers de la forêt (GUF) de Sherada Devi illustre un ensemble d'expériences de l'intégration du CEGCF dans les pratiques forestières communautaires. Le GUF de Sharada Devi est situé dans le district central des collines de Kabhre Palanchok, à quelque 25 km à l'Est de Katmandu, à 1 500 mètres d'altitude. C'est depuis 1993 que le GUF a été enregistré auprès du Bureau régional de la foresterie et a reçu pouvoir de gérer la forêt. Auparavant, la pratique sylvicole communautaire était régie par des mécanismes institutionnels traditionnels.

La forêt communautaire de Sherada Devi couvre une superficie d'environ 44 hectares. Elle s'étend au-dessus du village et consiste essentiellement en forêt de *Schima castanopsis* (Katus-Chilaune). On y retrouve principalement les essences suivantes : *Schima wallichii* (Chilaune), *Castanopsis tribuloides* (Masure Katus) et *Myrica esculenta* (Kafal). Il s'agit d'une jeune forêt, avec des arbres connaissant une bonne croissance. Mais, pour ce qui concerne les niveaux de stocks et de volume de bois, elle est plutôt dans un état moyen à médiocre.

La majorité des 152 foyers affiliés au GUF de Sherada Devi sont des agriculteurs, mais certains d'entre eux sont aussi employés hors des exploitations et dans des entreprises. La plupart des familles dépendent directement des sources d'eau potable qui se situent dans la zone de la forêt. Les populations locales ont remarqué que la forêt comme les ressources en eau se sont améliorées depuis que leur gestion a été officiellement dévolue à la communauté.

À Sherada Devi, le GUF est représenté par un comité exécutif élu comprenant treize membres, dont deux femmes. Les négociations et concessions mutuelles entre les partis politiques existants au niveau du village ont conduit à une représentation de l'ensemble des grands partis politiques au comité. Seuls les Dalits, caste du bas de l'échelle sociale, ne sont pas représentés.

## Expérimentation du CEGCF à Sherada Devi

L'idée d'utiliser l'approche CEGCF est née au cours d'un atelier national de formation à l'intention des gardes forestiers et du personnel du projet, organisé par le Regional Community Forestry Training Centre, RECOFTC, (Centre régional de formation en foresterie communautaire).

En matière de CEGCF, une bonne formation constitue un aspect important et, par conséquent, la première étape a consisté à renforcer les capacités des animateurs et usagers sélectionnés. Un atelier de formation a été organisé pour seize hommes et femmes du GUF intéressés par le CEGCF. La formation en animation dans le CEGCF s'est opérée par le biais d'un processus de questions, de réflexions et d'exercices pratiques sur le terrain, y compris l'élaboration de plans d'action.

On a procédé ensuite à des consultations avec le comité du GUF et mis en place un groupe informel de CEGCF.

Avec l'appui du Nepal-Australia Community Resource Management Project, NACRMP (Projet népal-australien de gestion des ressources communautaires) et du RECOFTC, le CEGCF a démarré l'expérimentation avec différentes options sylvicoles. Trois parcelles d'essai ont été créées et l'on a observé et analysé le mode de régénération de la forêt sous diverses intensités de démarrage. Les essais avaient des objectifs spécifiques. Il s'agissait d'abord d'établir un système de coupe approprié et de déterminer la fréquence, la période et l'intensité avec laquelle la forêt de *Schima-Castanopsis* devait être exploitée afin d'optimiser la production de charbon de bois. Il fallait ensuite démontrer les conséquences des différents modes de gestion forestière aux foyers membres du GUF. Enfin, il fallait présenter aux membres du GUF des pratiques novatrices de gestion forestière.

Au fur et à mesure que les données devenaient disponibles, le personnel du projet aidait les responsables de l'expérimentation à consigner leurs résultats dans un registre (voir encadré). Bien que cette façon d'enregistrer les données et d'évaluer les résultats fut étrangère à la majorité des familles du GUF, ils ont pu voir par eux-mêmes les effets des différents traitements sur les parcelles d'essai.

## Impacts positifs

Dans leur compte-rendu, les hommes et les femmes qui ont pris part au CEGCF ont noté que la partie la plus réussie du programme est celle relative au recueil des données sur la croissance de la forêt. Travaillant en étroite collaboration, ils ont observé le taux de croissance des différentes essences, analysé les données et présenté oralement les résultats de leur expérience aux membres du Comité du GUF. Les assemblées du groupement ont servi de cadre pour informer les autres membres du GUF sur les progrès enregistrés au niveau des essais.

Au cours de l'expérimentation, plusieurs personnes non affiliées au GUF se sont arrêtées aux parcelles d'essai pour voir ce qui se passait. Certains parmi les détracteurs du CEGCF, qui avaient au départ accusé les participants de détruire la forêt au nom de leurs essais, ont fini par exprimer clairement leur appréciation des résultats et ont suggéré que des parcelles d'essai supplémentaires soient mises en place afin d'étudier d'autres aspects de la gestion forestière. Pendant les expérimentations, les participants ont mené seuls l'essentiel des activités, le personnel du projet n'intervenant que pour fournir un appui lors de l'application des différents traitements et au moment de procéder aux mesures et à l'analyse des données.

## Quelques résultats des essais CEGCF

### menés dans la forêt de Sherada Devi

– Les paysans ont remarqué que la croissance des arbres dans le système de taillis (repousse végétale à partir des souches d'arbres) était de loin nettement meilleure que dans les systèmes de lutte (qui se limite à la protection).

– Kali Mayal connaissait le taux de croissance le plus rapide, suivi de Musure Katus, Chilaune, Kafal et Phalaat.

– Musure Katus était le plus vigoureux s'agissant de la capacité à produire le plus grand nombre de pousses.

Musure Katus poussait mieux dans un système standard de taillis comparé au système de taillis avec coupe rase. Chilaune se comportait bien dans un taillis là où il existait un système de coupe rase. Quant à Phalaat, il se comportait de la même manière dans les deux systèmes.

– Moins la hauteur de la souche était élevée, mieux se portaient les rejets de taillis, tant du point de vue santé que croissance.

– La taille adéquate de la circonférence de la souche se situait entre 25 et 50 cm pour toutes les essences.

Les résultats des essais CEGCF du GUF de Sherada Devi ont fourni au groupement des informations concernant l'élaboration de pratiques de gestion forestière communautaire adaptées à leur région.

Toutefois, en dépit de l'enthousiasme des paysans pour les essais, ils se heurtent encore à de véritables défis lorsqu'il faut traduire leurs résultats en pratique concrète. Bien que le RECOFT et certains de ses collaborateurs aient des objectifs clairs quant à la CEGCF, la poursuite du processus est loin d'être acquise une fois que le personnel du projet aura retiré son soutien. Bien que les parcelles d'essai du GUF de Sherada Devi offrent des solutions pour maximiser la disponibilité du charbon de bois, ces enseignements restent à être intégrés dans le plan opérationnel de gestion forestière approuvé par le GUF.

## Défis

La valeur et le caractère novateur des CEGCF ont été reconnus et, dans une certaine mesure, intégrés par quelques participants et prestataires de services dans les expérimentations similaires à celles qui ont été menées à Sherada Devi. Dans la pratique cependant, le potentiel de l'approche reste à être pleinement valorisé. On trouvera ci-dessous certaines contraintes à la mise en œuvre du CEGCF identifiées à partir des expériences du GUF de Sherada Devi.

## Valeur ajoutée possible des champs-écoles de foresterie communautaire ?

Type de régime	Protection uniquement	Production durable
Objectif de gestion	Satisfaction des besoins élémentaires de subsistance	Prise en compte de la subsistance et de la production aux fins de commercialisation des produits forestiers
Mode de gestion	Gestion passive axée sur la coupe sélective d'arbres morts, malades ou en voie de mourir	Gestion active axée sur le bois et les autres produits non ligneux de la forêt
Sources des connaissances et des techniques	Expériences des paysans et savoir local	Synergie entre l'influence mutuelle savoir-faire local et connaissances formelles de la foresterie
Accent sur la communication	Entre membres de la communauté uniquement	Entre membres de la communauté et intervenants extérieurs
Mode de transfert de technologie	Formation, publications, supports de vulgarisation	Démonstrations, observations, mémoire, oralité
Principal rôle de l'animateur	Renforcement des capacités des institutions locales	Renforcement des capacités des institutions locales, mais aussi de celles des animateurs eux-mêmes dans leur interaction avec les communautés
Groupe cible ?	Limité ; membres du Comité et de l'élite locale surtout	Davantage de personnes ; membres du Comité, groupes d'usagers et animateurs
Qui produit l'information technique ?	Animateurs extérieurs, techniciens et professionnels de la foresterie	Travail collectif des animateurs et des usagers
Qui exécute le programme ?	Les animateurs forment les usagers et ces derniers exécutent le programme	Animateurs et usagers apprennent ensemble et les usagers exécutent le programme
Qui est chargé du suivi ?	Prestataires de services	Usagers et prestataires de services.

Premièrement, ce sont des intervenants venus de l'extérieur qui ont assuré la formation sur place, mais l'attention accordée au renforcement du GUF lui-même n'a pas été suffisante. On a demandé en effet au personnel du projet venu de RECOFTC de former des cadres moyens, mal payés et surchargés de travail, à l'animation du processus CEGCF. La production de nouvelles connaissances et le développement de bonnes aptitudes à l'animation ne signifient toutefois pas nécessairement que ces cadres vont fournir l'appui dont la communauté a besoin pour gérer ses ressources forestières de manière durable. En outre, il n'est pas évident que tous les animateurs auront le même degré de performance et certains seront plus déterminés que d'autres à créer des sites CEGCF. En d'autres termes, le processus d'élaboration d'une méthodologie de gestion forestière faisant appel à l'approche CEGCF doit prendre en considération la nécessité de renforcer les capacités des institutions locales tels que les GUF et celle de s'assurer qu'au niveau du gouvernement, des changements institutionnels appropriés interviennent.

Deuxièmement, le manque d'informations a réduit l'évolution de la demande en approche CEGCF. Actuellement en effet, les informations et publications relatives à l'approche, aux méthodes et processus des CEGCF concernant la formation sont limitées et ne sont accessibles qu'à un nombre restreint de personnes, même au niveau des prestataires de services, comme le Bureau régional de la foresterie. Par ailleurs, l'essentiel de la documentation relative au CEGCF est publié en anglais. L'accès à ce genre d'informations est par conséquent limité aux membres des organisations bénéficiant de l'appui des bailleurs qui lisent et écrivent l'anglais. Tout aussi important, aucun support n'a jusqu'ici été conçu pour les membres illettrés de la communauté.

Troisièmement, très peu d'attention a été accordée aux visites de formation, de démonstrations et de contact portant sur les CEGCF pour les membres de la communauté. Dans les GUF où les CEGCF ont été lancées, très peu de personnes sont véritablement impliquées dans la planification, la conception et la mise en œuvre des CEGCF. Celles qui le sont appartiennent généralement au Comité ou sont des personnes que ce dernier a choisies. La majorité des membres du GUF ne savent pas comment la sélection s'effectue, ni ce qu'est un CEGCF ou à quelles fins il est conçu.

Enfin, les problèmes d'ordre social, notamment l'exclusion des Dalits et des femmes des GUF et CEGCF, doivent être résolus de manière adéquate. La question de l'exclusion sociale a été soulevée par de nombreuses organisations de développement et discutée au cours de la formation des animateurs. Dans la pratique néanmoins, les Dalits et les femmes restent souvent exclus, ce qui signifie qu'ils ne participent pas à la planification sur le mode d'exploitation des produits forestiers, sur la fixation des prix et sur les prises de décisions concernant le moment de la récolte et ses mécanismes de répartition. À la décharge des CEGCF, on a invoqué que le CEGCF en était encore au stade de programme pilote au Népal et que les groupes marginalisés peuvent être intégrés plus tard, lorsque le programme sera mieux installé.

## Atouts

Malgré les contraintes rencontrées, décrites plus haut, les expériences de CEGCF menées à Sherada Devi montrent également que les CEGCF ont eu un impact positif et qu'il existe des possibilités de développer davantage cette approche.

La nécessité d'un système tourné vers la production est maintenant largement acceptée chez les professionnels et les populations. Un consensus s'est dégagé sur le nécessaire changement de cap consistant à ne plus se concentrer, comme aujourd'hui, sur la protection de la forêt, mais plutôt sur sa gestion active. Certains GUF ont commencé à gérer leurs forêts pour optimiser la production. Les visites que les GUF et les experts ont effectuées sur les sites CEGCF ont conduit à leur organisation dans un nombre croissant de zones. Sur les sites où l'implantation des CEGCF est la plus répandue, on continue à tirer des enseignements CEGCF utiles.

Les bailleurs de fonds apportent un soutien considérable aux projets de foresterie communautaire dans presque chaque district des collines, mais aussi dans certains districts de la région de Terai. Cela signifie que des ressources financières et humaines sont disponibles pour mener des activités de gestion forestière afin que l'état des ressources de la forêt, de même que la situation des populations qui en vivent, puissent être améliorés. Plus de 11 000 GUF ont

vu le jour à travers tout le Népal et beaucoup d'entre eux fonctionnent bien et sont disposés à s'adapter à une gestion active de leurs forêts. L'environnement politique devient favorable. Il existe des lois relatives à la foresterie communautaire et les GUF disposent de leurs propres plans opérationnels qui leur permettent de mener les opérations de coupe et de commercialiser eux-mêmes les produits forestiers.

## Conclusion

L'expérience a montré que le processus d'élaboration du concept de CEGCF se heurte à un certain nombre de contraintes fondamentales. Les animateurs doivent bénéficier d'un appui institutionnel et organisationnel suffisant pour leur permettre d'intervenir avec cohérence et efficacité. De même, il faudra faire face à des questions cruciales telles que la formation complémentaire appropriée pour assurer le suivi, la sensibilisation des autorités responsables de la foresterie en général par rapport au potentiel du CEGCF et les contraintes de temps et de ressources financières qui pourraient réduire l'efficacité de l'animateur. D'autre part, au moment de négocier l'adoption de nouvelles approches, il faudra prendre en considération l'environnement politique et réglementaire et les pratiques existantes, notamment les procédures garantissant la conformité avec les plans opérationnels pour la production de bois.



**Un groupe d'usagers de la forêt procède à la récolte de produits forestiers. Photo :Hukum Singh**

Aujourd'hui, outre les Bureaux régionaux de la foresterie, il existe beaucoup d'organisations prestataires de services, notamment les projets bilatéraux, les ONG, les organisations locales et la fédération des GUF qui sont toutes disposées à soutenir le programme de foresterie communautaire. En créant des synergies entre leurs compétences, rôles et responsabilités, il est possible de changer le système actuel basé sur la protection des forêts communautaires en un système de production viable. Les CEGCF ont un rôle à jouer dans ce cadre et l'expérience de Sherada Devi est là pour le prouver.

Hukum B. Singh. NACRMP/NORMS, P.O. Box 208 Kathmandu, Nepal.  
Email : hsingh-nacrpm@wlink.com.np

Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site [www.esiap.cipotato.org/upward](http://www.esiap.cipotato.org/upward)

# Evaluation des champs-coles : fardeau ou bénédiction ?

Kim Groeneweg et Jorge Chavez Tafur

Lorsque l'on examine la plupart des programmes de formation et de vulgarisation qui sont menés de nos jours dans les zones rurales du Pérou, il n'y en a pas un qui n'inclut le concept de « l'évaluation » dans ses activités. En théorie, tous les projets et les programmes prévoient un certain nombre d'activités et de ressources à évaluer. La situation n'est cependant pas aussi simple car, dans la pratique, les évaluations sont perçues comme étant très difficiles et très complexes, à tel point que souvent, elles ne se font pas du tout.

Une petite étude sur le terrain, effectuée dans le cadre du processus d'évaluation des champs-écoles (CE), à l'initiative du projet CE de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) de la FAO, a fait ressortir nombre de contraintes auxquelles tous les acteurs du CE sont confrontés dans le cadre des processus de suivi et d'évaluation. Cinq d'entre-elles nous semblent les plus significatives :

- le manque de temps et de ressources des facilitateurs des CE ;
- l'absence de sentiment d'appropriation qui restreint les possibilités des facilitateurs des CE en matière de maîtrise et d'influence sur le processus ;
- le peu de compétences et d'expérience en matière de suivi/évaluation : elles se limitent à l'utilisation d'indicateurs quantitatifs ;
- la faible diffusion des résultats de la recherche : les résultats des évaluations sont rarement publiés et les rapports correspondants tout aussi rarement distribués ;
- la perception négative des évaluations par les agents de terrain, qui les considèrent souvent comme des « outils de contrôle » entre les mains des responsables chargés de cette tâche.

## Le suivi-évaluation participatif (SEP) à l'épreuve du terrain

Dans ce contexte, le projet FAO a essayé d'identifier comment et dans quelle mesure le suivi et l'évaluation pourraient bénéficier aux formateurs des CE, ainsi qu'à leurs organisations : ils ont ainsi testé différents processus de suivi/évaluation participatifs avec pour objectif de débarrasser ce concept de son image de « fardeau ».

Le SEP n'a pas été considéré comme un ensemble structuré d'activités et d'étapes, mais plutôt comme un manuel à fonctions multiples contenant des directives, des méthodes et des outils permettant de faciliter l'évaluation participative, les interactions et la compréhension entre acteurs.

En bref, le processus mis en œuvre a montré que le SEP est utile pour :

- renforcer le degré d'implication des institutions ;
- apprendre et améliorer la performance ;
- établir des liens entre les différents acteurs.

## Renforcement du degré d'implication des institutions

Le projet CE appliqué à la lutte intégrée contre les ravageurs de la FAO a proposé à plusieurs institutions la méthodologie CE pour la culture de la pomme de terre et du coton comme alternative à leurs activités habituelles de vulgarisation agricole et de formation. Cependant, au bout d'un cycle complet de formation et de mise en œuvre, la plupart des décideurs n'étaient toujours pas convaincus de l'efficacité de cette méthodologie : la majorité des « patrons » avaient en effet une très vague notion de la nouvelle activité de leurs agents. Les résultats enregistrés par les facilitateurs dans leur CE étaient rarement discutés lors des réunions du personnel, et ne figuraient pas non plus dans les rapports ou analyses des institutions. Par conséquent, les facilitateurs ne recevaient qu'une très faible assistance de la part de leurs propres institutions.

Dans le but de renforcer l'implication de l'ensemble de l'institution dans ces activités CE, le Conseil d'administration du projet a été invité à évaluer la méthodologie CE et

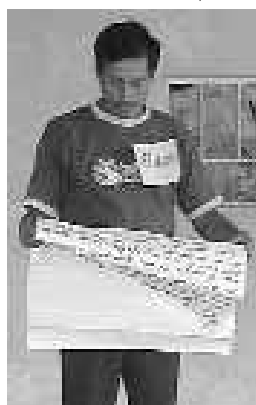
à donner son opinion sur les principales réalisations de ce projet. C'est ainsi qu'un plan d'évaluation a été conçu conjointement avec tous les représentants qui devaient s'impliquer directement dans le processus. Les membres du Conseil ont fixé leurs propres indicateurs sur la base de leur conception du contenu d'un « bon » projet. Plus tard, au cours d'une visite d'une journée entière sur le terrain, ces administrateurs mirent leur plan en œuvre, en procédant à une « évaluation » à partir de leurs indicateurs. Après cette visite, ils se réunirent pour analyser et confronter leurs résultats afin de déboucher sur des conclusions communes. Leurs visions, opinions et conclusions furent présentées le lendemain à un groupe de facilitateurs CE. Ce fut l'occasion d'échanger leurs points de vue et expériences, de réfléchir collectivement sur les forces et faiblesses de la méthodologie et de parvenir à une compréhension commune entre décideurs et facilitateurs CE.

Cette petite expérience a démontré que l'évaluation peut être un moyen efficace pour provoquer l'implication de chacun, même dans les situations où la connaissance et l'intérêt de départ sont limités. Elle a montré que les acteurs se sentent appréciés lorsque l'on sollicite leur aide et leur opinion. Elle a fourni en outre des informations importantes sur les perceptions, les centres d'intérêts et le système de valeurs des institutions. Après avoir évalué cette méthodologie, les membres du Conseil qui y ont participé y ont porté un intérêt accru et l'ont accueillie plus favorablement. Quant aux agents du projet, ils ont pu, eux aussi, avoir une bien meilleure idée de la position du Conseil.

## Amélioration instantanée de la performance

Deux principales activités d'évaluation sont communes à tous les processus de formation CE, la plus significative étant l'analyse de l'écosystème agricole (AESA). Elle est basée sur une série d'observations des champs et des cultures, menée tout au long de la saison culturale. Les agriculteurs sont formés à l'utilisation des divers outils de l'AESA, ce qui leur permet de prendre des décisions sur la gestion des cultures en toute connaissance de cause. La deuxième approche intégrée de l'évaluation est le système de « l'urne », exercice qui comporte des tests mesurant le degré de compréhension et de capacité des agriculteurs, avant et après une saison de formation CE. Elle est généralement basée sur une agro-écologie pratique et pertinente tels que la connaissance des stratégies appliquées à la croissance des cultures, les mauvaises herbes, les parasites, leurs méfaits et leurs ennemis naturels.

Qu'il s'agisse de l'AESA ou du système de l'urne, l'évaluation est considérée comme un élément essentiel dans l'apprentissage des agriculteurs. On sait que les évaluations sur le terrain améliorent les capacités des paysans. Pourquoi alors ne pas utiliser cette technique pour améliorer les capacités des facilitateurs et des autres acteurs impliqués dans le processus des CE ? Ceci a été tenté dans le cadre du projet CE sur la lutte intégrée contre les ravageurs avec pour objectif d'assurer la qualité sur l'ensemble des CE mis en œuvre. L'évaluation était considérée comme partie d'un processus, plutôt qu'une activité à part. Les facilitateurs étaient encouragés à évaluer chaque session CE, à réfléchir sur leur propre performance et à préparer soigneusement chaque nouvelle session. En outre, les outils de SEP étaient élaborés dans le but de renforcer les analyses de la lutte contre les ravageurs et d'augmenter la production et les résultats des essais. Il s'agissait donc là de mettre l'accent sur l'évaluation, non seulement aussitôt après la moisson ou lors de la dernière session du processus de formation CE, mais aussi à chaque étape du processus en tant qu'activité permanente et intégrée dans chaque session de CE. Durant une courte session de formation sur les méthodes participatives, l'ensemble des facilitateurs ont conçu des plans de SEP pour leurs champs-écoles. Chaque plan a défini des objectifs clairs pour l'évaluation, y compris les participants éventuels et les besoins. Un ensemble d'indicateurs a été retenu, pour discussion et analyse avec les participants, notamment la question des rendements, des coûts, de la qualité des produits et de la présence de parasites. À l'occasion de chaque rencontre, les problèmes devant faire l'objet d'un règlement immédiat furent discutés : questions relatives à la performance des facilitateurs, thèmes à l'ordre du jour, l'ensemble du processus d'apprentissage et l'intérêt manifesté par les participants. Des méthodes pratiques et des outils pouvant être facilement appliqués dans les communautés paysannes ont également été utilisés (grilles de classement, jeux de rôles, chansons, poèmes, lettres et dessins).



*Participant lisant un poème pour exprimer l'avis de son groupe sur le CE (évaluations finales d'un CE organisé au Pérou). Photo : Kim Groeneweg.*



Les agriculteurs et les formateurs ont tous exprimé leur satisfaction d'avoir pu échanger des points de vue et discuter de sujets d'une grande importance dans une ambiance détendue et conviviale. Les méthodes ont non seulement accru les interactions entre les facilitateurs et les agriculteurs, mais ont surtout renforcé les relations entre ces derniers. Les facilitateurs ont souligné que le SEP avait amélioré leurs relations avec les agriculteurs et leur avait permis d'obtenir des informations précieuses. Ils en ont tiré un sentiment de grande assurance par rapport à leur performance et une motivation propre à améliorer leur CE. De même, les agriculteurs se sont sentis appréciés et ont pris plaisir à cette façon dynamique de procéder à l'évaluation.

## Suivi-évaluation participatif (SEP) dans le cycle du CE

### Choix de la communauté et des participants

• **Etude de référence** (analyse des besoins et des problèmes au moyen des outils de la MARP (Méthode Active de Recherche Participative).

La cartographie des pratiques des agriculteurs sert de base à l'évaluation finale

- Présentation de la méthodologie CE à la communauté.
- Choix et inscription des participants.

### Préparatifs

- Elaboration du programme d'étude, accord officiel sur le CE et calendrier d'exécution.
- Normes relatives à la formation, constitution des groupes et définition du rôle de l'équipe hôte.

### Pour débiter

• **Test préliminaire de « l'urne »**

Evaluation des connaissances du participant afin d'adapter la formation et de suivre les progrès

- Analyse et conception des champs.
- Analyse de la fertilité et de la santé des sols et sélection des semences.
- Préparation du champ.

• **Introduction à la tenue des livres comptables pour toutes les dépenses.**

Outil destiné à l'analyse des résultats de la production du champ (analyse de rentabilité coût/bénéfice)

### Mise en œuvre des séances de formation CE

- Ouverture.
- Récapitulation et évaluation des accords.
- **Analyse de l'écosystème agricole (AESAs).**  
Décisions prises par rapport à la lutte contre les ravageurs, basées sur les observations de terrain
- Thème spécifique.
- Dynamique de groupe et exercices de stimulation.
- Accords et compromis.
- **Evaluation de la séance.**

Les décisions relatives au contenu et au processus sont basées sur des évaluations avec l'ensemble des participants et des formateurs à la fin de chaque séance CE.

### Recueil et analyse des résultats de terrain

- Analyse de la production et de la gestion intégrée des cultures (comparaison du champ CE avec les champs des agriculteurs).

• **Evaluation du processus et des activités CE.**

Les participants élaborent des indicateurs pour l'analyse des résultats de terrain, du processus et des activités en utilisant les outils de la MARP et les données de l'étude de référence.

• **Test final de l'urne**

Test final pour évaluer les progrès des participants pouvant servir de base pour la planification des activités de suivi.

• **Planification des prochaines activités.**

Cérémonie de clôture.

## Mise en relation des acteurs

Les outils et les méthodes du SEP furent aussi utilisés pour créer des plates-formes de discussion entre les différents acteurs, à la fois pour valider la méthodologie CE et pour stimuler l'interaction. Plusieurs types d'ateliers ont été organisés avec la participation des représentants de différentes institutions, les facilitateurs et les membres du projet FAO.

Dans chaque atelier, les membres de chaque groupe furent invités à définir les aspects les plus importants à évaluer. On a ainsi constaté que chaque acteur ou groupe d'acteurs avait des parcours, des centres d'intérêt et des attentes différents, qui ne correspondaient pas toujours aux principes des CE. Il fallait donc une analyse approfondie pour mieux maîtriser ces éléments et déterminer les avantages que la méthodologie pourrait fournir à chaque acteur spécifique. On a constaté qu'à partir d'indicateurs librement choisis, chaque acteur trouvait plus facile d'analyser à la fois le processus et les résultats obtenus par le biais des CE. Ils ont tous apprécié l'opportunité d'exprimer leurs opinions, d'analyser les réalisations et les limites de la méthodologie, et de déterminer des pistes pour l'avenir. Ces ateliers ont permis au projet comme aux acteurs de prendre conscience des différentes perspectives offertes aux personnes impliquées, favorisant ainsi davantage de coopération et de travail en commun.

## Contraintes

Diverses contraintes dans l'utilisation du SEP ont également été identifiées. Tout d'abord, la méthodologie est relativement peu connue et son utilisation requiert généralement un changement de certaines des attitudes des personnes impliquées. Il est évident que ces changements doivent s'opérer au niveau des politiques institutionnelles, des méthodes et des outils utilisés actuellement, ce qui ne se fera pas du jour au lendemain. Toutefois, il faut noter que dans le cadre des systèmes existants, cette approche offre de bonnes perspectives puisque de plus en plus d'organismes de développement et d'agents de terrain en ont un point de vue positif et expriment la nécessité de mettre en œuvre ces méthodes participatives.

L'existence d'un petit nombre de facilitateurs disposant des aptitudes nécessaires demeure un problème récurrent, de sorte qu'il est recommandé de procéder à des séances de formation intensives en matière de méthodes rapides et pratiques et d'appropriation des outils destinés au SEP. Il faut également une certaine assistance en planification stratégique pour concevoir des mécanismes de SEP spécifiques aux zones d'intervention et aux acteurs.

Lorsque l'on prend en considération le manque de temps et de ressources des spécialistes des CE, on se rend compte de la nécessité d'élaborer des méthodes simples, rapides, dynamiques et rentables du point de vue temps comme du point de vue coût.

## Conclusions

Les activités mises en œuvre ont montré que le SEP permet d'accroître la participation car il invite les acteurs-clés à évaluer les activités, ce qui conduit à développer un plus grand sens de l'appropriation. Ces activités renforcent la participation, permettent de prendre conscience de la situation actuelle et augmentent la volonté de continuer à participer à l'apprentissage. Elles encouragent le dialogue, motivent les acteurs à examiner de plus près la situation et leur permettent de se faire une opinion. L'interaction et la compréhension entre les différents acteurs sont stimulées à travers la création de plates-formes de dialogue.

À l'instar des autres formes d'évaluation, le temps comme les ressources font défaut. Il demeure donc nécessaire d'élaborer des méthodes simples et rapides et de mettre en place des programmes de formation spécifiques. Le SEP a besoin d'objectifs clairs et bien définis afin d'éviter un travail inutile et peu efficace qui, de toute évidence, est considéré comme un lourd fardeau. Il faut, enfin, s'attacher à considérer les évaluations comme partie intégrante de la mise en œuvre des CE plutôt que comme une activité séparée.

Le SEP encourage l'apprentissage puisqu'il suscite une remontée d'informations et une réflexion interne. Elle pousse les facilitateurs des CE et les agriculteurs à améliorer leurs activités et leurs compétences car ils examinent eux-mêmes ce qui est réalisé. Ils deviennent conscients de leurs propres forces et faiblesses et des résultats de leurs actions. En définitive, le SEP développe l'estime de soi, la confiance et la motivation chez les personnes concernées, ce qui leur permet d'améliorer les activités qu'elles entreprennent. Contrairement aux évaluations traditionnelles, le SEP a le *pouvoir* de donner le *pouvoir*.

Kim Groeneweg, *Projet CELIR de la FAO, Lima, P* rou. E-mail: [kgroeneweg@senasa.gob.pe](mailto:kgroeneweg@senasa.gob.pe)

Jorge Chavez-Tafur, *ECT-Andes, Lima, P* rou. E-mail: [jorge@etcandes.com.pe](mailto:jorge@etcandes.com.pe)

Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site

[www.eseap.cipotato.org/upward](http://www.eseap.cipotato.org/upward)

Référence:

Guijt, I., 1998. *Participatory Monitoring and Impact Assessment of Sustainable Agriculture Initiatives: An Introduction to the Key Elements. Sustainable Agriculture and Rural Livelihoods Programme. Programme Discussion Paper Number 1. London: IIED, 1998.*

# L'impact en photos !

John Pontius

En Indonésie, au fil des ans, de nombreuses méthodes participatives ont été utilisées par le personnel des projets de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) pour en étudier les conséquences. La dernière en date, une étude de photographies menée dans le district de Ciamis de Java Oriental, a été entreprise par des groupes d'étude paysans pour s'informer sur l'impact de la LIR sur la pauvreté des collectivités paysannes au niveau communautaire.

Pour les besoins de l'étude, on a choisi trois villages, un dans chacun des trois sous-districts de Padaherang, Lakbok, et Cikoneng. En 1999, dernière année du projet national de formation d'agriculteurs en LIR, ces trois sous-districts disposaient :

- de formateurs nationaux qui avaient dirigé des champs-écoles (CE)
- de formateurs d'agriculteurs dans le domaine de la LIR ayant dirigé un CE d'agriculteur à agriculteur ;
- de groupes d'anciens « étudiants » qui dirigent des études sur le terrain;
- de formateurs dans le domaine de la LIR ayant animé des réunions techniques et de planification d'anciens « étudiants » du sous-district.

Des champs-écoles axés sur la LIR ont été introduits dans le district de Ciamis au début des années 1990, mais des activités de LIR financées au plan national n'ont pas été organisées depuis 1999. Toutefois, de nombreuses autres activités ont été financées ou soutenues par l'administration du district, le programme de LIR communautaire de la FAO et l'Association nationale des agriculteurs formés en LIR. Deux travailleurs agricoles des services de l'Agriculture du District de Ciamis, membres du projet national de formation des agriculteurs en LIR, ont coordonné l'appui à ces organisations et fourni un

appui technique aux « anciens stagiaires ».

Des groupes d'étude paysans (GEP) ont été constitués au cours des deux dernières années en tant que groupe de recherche-action des anciens « étudiants » CE. Les GEP sont devenus la structure organisationnelle des anciens « étudiants » des villages dans la mesure où ils œuvrent à l'établissement de programmes communautaires de LIR gérés par des agriculteurs. Les membres des GEP ont mené diverses études sur le terrain en matière de systèmes de production de légumes et de riz. Une de leurs préoccupations premières est l'écologie du sol. Ils ont donc travaillé sur des questions relatives au compostage et à l'amendement organique des sols. Les trois GEP ont également évalué l'efficacité du Système d'intensification de la culture du riz (SIR). Les groupes ont essayé d'accroître le nombre d'agriculteurs qui utilisent des méthodes LIR au niveau de leurs villages. Malgré l'existence de similitudes entre les trois GEP, leurs activités ont été différentes en raison de la variété des conditions sociales et écologiques qui existent au niveau de leurs villages. Ces groupes, ainsi que leurs membres, sont la force motrice de la LIR communautaire de leurs villages.

## Méthodes

L'évaluation participative devrait définir précisément les perspectives, préférences et décisions des acteurs les plus faibles sur un projet donné. Dans le cas de la LIR communautaire, il s'agit des agriculteurs. Des photos peuvent être utilisées pour renvoyer à l'individu, au groupe ou à la communauté, leur propre image (Freire, 1989).

Concernant l'étude proprement dite, cinq membres du GEP de chacun des

## Groupe d'étude paysan (GEP) de Cinta Alam, village de Sidaharja, sous-district de Lakbok

Voici de la paille de riz. Avant le programme de LIR, cette paille était brûlée. A présent, elle est transformée en compost ou est enfoncée. Pour la préparation du champ, nous avons appris que c'était mieux pour le sol d'utiliser un « cangkul » plutôt qu'un tracteur. Une fois la terre préparée, nous répandons de la cendre. Ces pratiques améliorent la fertilité de notre sol. Marsim



Voici le jardin de mon voisin qui n'a pas participé aux champs-écoles. On peut y voir des aubergines, du piment et du manioc. Avant, mon voisin ne s'occupait pas de cette parcelle, mais à présent qu'il a vu ce que font les anciens formés des CE avec la fumure organique et leurs arrière-cours, mon voisin s'en inspire et cultive des légumes dans les terrains inoccupés en utilisant de la fumure organique. A présent, mon voisin dispose d'un stock de vivres qui lui permet de satisfaire ses besoins quotidiens et d'augmenter ses revenus. Marsim.



Cette photo montre les parcelles d'expérimentation de notre Groupe d'étude paysan, Cinta Alam. Nous avons cultivé des légumes et utilisons de la fumure. Ces parcelles nous permettent de donner l'exemple aux autres habitants, d'apprendre à cultiver des légumes et à utiliser de la fumure organique. L'objectif visé est d'accroître nos revenus. Notre lieu de rencontre est à l'arrière-plan de la photo. Marsim.



Le GEP Cinta Alam a mené une campagne de sensibilisation en vue de la réparation de ce canal d'irrigation qui se trouve dans notre village. Ce canal s'est effondré, causant ainsi l'inondation des maisons. Les anciens formés des CE ont apporté leur assistance au village en défendant sa cause auprès de l'administration locale en vue d'obtenir un soutien pour la réparation du canal qui permet d'irriguer plus de 25 hectares de rizières. Il fallait 6 millions de roupies pour effectuer le travail. Nous avons recueilli 2 millions auprès des agriculteurs. Les négociations dirigées par Bapak Sukendar, formateur d'agriculteurs en LIR, avec les anciens formés des CE et le Département des Travaux publics a permis d'obtenir les quatre millions qui restaient. Les maisons proches de ces canaux étaient constamment inondées. La quantité d'eau n'était pas suffisante au niveau des champs mais, à présent que les réparations vont être faites, l'eau va être disponible pour les rizières et les maisons ne seront plus inondées. Samini.

trois villages ont été choisis pour faire partie de l'équipe d'évaluation. Il s'agissait pour la plupart des tout nouveaux membres des GEP, et leur rôle consistait à diriger l'étude d'évaluation dans chacun de leurs villages. Il a été demandé aux équipes de prendre des photographies montrant l'impact de la LIR sur la pauvreté au niveau de leurs villages. Chaque membre (homme ou femme) de l'équipe devait accompagner ses photographies d'une petite légende.

L'étude s'est déroulée en trois phases. La première était un atelier de quatre jours axé sur la perception de l'étude par les membres de l'équipe, l'examen des activités de LIR dans les villages et les résultats perçus par les membres, et enfin la familiarisation des membres de l'équipe d'évaluation avec les appareils photo qu'ils devaient utiliser.

Au cours de la seconde phase de l'étude, les membres de l'équipe ont regagné leurs villages, chaque participant s'étant muni d'une pellicule et d'une batterie pour l'appareil photo. Chaque village disposait d'un appareil photo que les cinq membres de l'équipe d'évaluation utilisaient à tour de rôle. Chacun pouvait garder l'appareil photo pendant une journée et prendre autant de photos qu'il souhaitait jusqu'à épuisement de sa pellicule (36 photos).

La troisième phase de l'étude concernait le suivi de l'atelier. Au cours de ce dernier, les membres de l'équipe ont :

- rédigé une légende descriptive des photos et confectionné « des albums sur l'impact de la LIR » ;
- analysé leurs résultats et fait des exposés d'équipe sur l'impact des activités de LIR par rapport à la pauvreté au niveau de chaque village ;
- discuté et présenté leurs conclusions sur les enseignements tirés au cours de l'étude ;

- élaboré des plans d'action pour leurs GEP ;
- évalué le procédé de l'étude qu'ils avaient menée au cours des dernières semaines.

Quelques-unes des photographies prises par l'équipe d'évaluation, ainsi que les légendes qui les accompagnent, figurent ci-après. Chacune de ces photographies décrit l'impact des activités de LIR de manière très parlante.

## Analyse et conclusions

Au cours de l'atelier de suivi, il a été demandé à l'équipe d'évaluation de chaque village de présenter une analyse de l'impact de la LIR sur la pauvreté au niveau de son village, en s'inspirant des données collectées tout au long de l'étude. Un débat suivait les présentations et les équipes ont continué de noter qu'en général les activités communautaires en matière de LIR étaient à la base de l'amélioration de la créativité, de l'indépendance, de la baisse des coûts et de l'amélioration des revenus. Les citations ci-dessous en témoignent davantage sur leurs analyses.

Les activités de LIR ont amélioré la créativité des agriculteurs. Les équipes ont cité, entre autres, les exemples suivants :

- la « Trichoderma, qui est un antagoniste du fusarium, peut être utilisée efficacement pour le piment. Etant donné que nous voulons appliquer la méthode de la LIR et éviter l'utilisation de pesticides, nous sommes obligés d'être créatifs et de trouver des méthodes de rechange à la lutte contre les ravageurs. »



La culture du riz et des légumes sans pesticides, mais en utilisant de la fumure organique, permet aux anciens formés des CE de construire des bassins dans leurs champs pour la pisciculture. C'est une source de revenus supplémentaires. Samini.



Voici la cuisine de Bapak Parijan qui utilise la cendre du fourneau pour enrichir le sol. Il a appris au cours du CE auquel il a participé qu'il était possible d'utiliser la cendre de bois pour améliorer le sol, en accroître la fertilité et lutter contre les parasites et les maladies des plantes. Nasiman.

## Groupe d'Étude Paysan de Turangga (Harmonisation pour les majuscules au niveau de Groupe d'étude paysan) Village de Mangunjaya, Sous-district de Padaherang

Voici Bapak Zakaria etsa femme. C'est un formateur d'agriculteurs en LIR qui est devenu chef de son hameau. Il s'est tenu à l'écart des activités de Turangga et utilise actuellement la terre jadis inexploitée pour cultiver du piment. Il utilise du compost pour enrichir le sol. Iin Suryanih.



Un agriculteur à l'esprit créatif utilise ses terres pour planter des haricots « mungo » après la culture du riz, ce qui donne des haricots et de l'engrais vert : les feuilles de haricot « mungo ». Ces agriculteurs font sécher le haricot « mungo ». Mafahir.

- « le CE m'a ouvert les yeux. Comme ma famille était en mesure d'analyser ses besoins quotidiens et de déterminer la manière dont il fallait essayer de les satisfaire en utilisant, entre autres, notre cour pour en faire un jardin potager, nous avons pu améliorer nos conditions de vie. J'ai appris ces choses-là au CE »
- « l'utilisation de sacs et articles en plastique comme récipients pour cultiver des légumes »
- l'utilisation d'engrais organique et de culture intercalaire.
- l'utilisation des grands espaces et des cours pour cultiver des légumes et créer des étangs de pisciculture.
- « la production et l'utilisation de 'lahang' bio réduit notre dépendance par rapport aux décomposeurs produits pour la commercialisation »
- « Avant la méthode de la LIR, tous les agriculteurs plantaient des semences certifiées qui n'étaient pas satisfaisantes ; à présent, nous produisons nos propres semences qui ont de meilleurs taux de germination et des rendements plus élevés que les semences certifiées. »
- « l'application des pratiques de pisciculture en rizières. »

Cette créativité a entraîné la baisse des coûts et l'augmentation des revenus, tout en réduisant la dépendance par rapport aux autres pour les intrants et en couvrant les besoins quotidiens. Entre autres exemples présentés par l'équipe, on peut citer :

- « c'est la LIR et non l'utilisation de pesticides qui donne davantage confiance pour la pisciculture en rizière. Le poisson pourra survivre, nous permettant ainsi d'augmenter notre revenu. »
- « les études que nous avons menées sur le SIR, dans lequel les principes de la LIR et de l'écologie des sols sont appliqués, montrent l'accroissement des taux de rendement. »
- « l'utilisation de l'urine de vache pour lutter contre « l'oteng-oteng » (un coléoptère chrysomélide) dans le concombre et les pucerons du vélar a réduit les coûts de production. »

- « le compostage de matières organiques disponibles à bon marché pour produire de l'engrais organique est un moyen de maîtriser les coûts élevés des engrais chimiques. »
- « la production et l'utilisation de "lahang" bio réduit notre dépendance vis-à-vis des décomposeurs produits pour la commercialisation. »

Les avantages tirés des activités de la LIR n'intéressent pas seulement les « étudiants », ils sont également accessibles à l'ensemble des habitants d'un village. Parmi les exemples cités par l'équipe on peut noter :

- « Nos fossés d'irrigation ont posé problèmes aux agriculteurs et à la communauté. Pendant six années d'affilée, il y a eu des inondations à chaque hivernage. Notre groupe a organisé des manifestations en 1998-1999 pour amener l'administration locale à réparer les fossés. À l'issue de ces manifestations, les réparations ont été effectuées (les travaux ont été organisés et achevés par les agriculteurs). Les travaux de réparation ont permis de réduire les inondations et de procéder à des semis dans les champs jusqu'alors inutilisables. »
- « L'utilisation de terrains vagues et des cours pour la culture de légumes et la pisciculture nous a permis de réduire notre dépendance et d'accroître nos revenus. La plupart de ceux qui n'ont pas participé à un CE ont utilisé ces méthodes. Il ne s'agit là que d'un exemple des moyens utilisés par chaque villageois pour accéder aux connaissances de la LIR. »

Au cours du premier atelier, l'équipe a élaboré un « schéma de pauvreté de l'agriculteur » des situations susceptibles de se créer du fait de la pauvreté d'un individu. Selon elle, la pauvreté mène à :

- des opportunités limitées en matière d'apprentissage pour les enfants et les adultes.

**Produisez vos propres semences. Dans les sacs se trouvent des semences que j'ai gardées. L'étude de la qualité des semences nous a révélé que les agriculteurs peuvent produire des semences de meilleure qualité que celles qu'ils achètent. Les agriculteurs de l'IPM ne tiennent pas beaucoup à s'approvisionner chez les autres. Sakiman Holil.**



**Ibu Uli ramasse des écorces de riz. Elle les utilise pour faire du compost ; elle vend également les écorces pour avoir un revenu supplémentaire. Iin Suryanilh.**

## Groupe d'étude paysan de Tirta Bumi village de Budiasih, sous-district de Cikoneng



Cette photo montre que le sol traité au compost est facile à préparer et que l'on peut y trouver beaucoup d'anguilles. Le tracteur qui figure sur l'image prépare un champ qui a été fortement traité au compost pendant de nombreuses années. Les garçons ramassent des anguilles déterrées par la charrue. Sakiman Holil.



Notre décomposeur est fabriqué à partir de « lahang » (sève de palmier à sucre), de tranches de troncs de bananier et d'eau. Tirta Bumi a testé le décomposeur par rapport à un produit appelé Embio, qui coûte assez cher. Le bio-lahang est l'équivalent de l'Embio. Yakub Syah.

- un accès limité à un régime alimentaire équilibré.
- de faibles possibilités d'accès au travail.
- des conditions de vie modestes.
- une confiance en soi peu développée.
- l'accroissement de la discrimination.

Le schéma peut servir à se prononcer sur l'éventualité de l'influence des activités de LIR communautaire sur ces conditions et, le cas échéant, sur les voies et moyens grâce auxquels cette influence s'est exercée. Les données montrent que les GEP et la LIR communautaire soutiennent une grande variété d'activités, de la recherche de l'agriculteur au plaidoyer. Les données montrent également comment ces activités influent sur les conditions identifiées dans le « schéma de pauvreté de l'agriculteur ».

La participation effective de la LIR à la réduction de la pauvreté des villages a été la principale conclusion tirée par l'équipe d'évaluation. À l'exception de cette conclusion majeure, l'équipe d'évaluation a, en guise de conclusion, reconnu les avantages tangibles tirés de la réalisation de l'étude aussi bien pour elle-même que pour le village éventuellement.

- « Nous avons appris à nous servir d'un appareil photo, ce qui est important dans la mesure où nous pouvons continuer à illustrer les activités de la LIR dans notre village. »
- « Nous avons pu analyser et synthétiser nos données et sommes à présent en possession d'un document à présenter aux autres habitants du village ; nous pouvons également leur dire ce que nous avons découvert sur l'impact de la LIR. »
- « Grâce à la LIR, nous avons pu découvrir ce qui se fait dans le village et sommes en mesure de décrire son impact sur la pauvreté au niveau du village. C'est important pour deux raisons au moins : nous pouvons évaluer nos

activités et les améliorer ; il nous est également possible de sensibiliser les autres par rapport à l'importance de la LIR dans la réduction de la pauvreté. »

- « Nous en savons davantage sur les caractéristiques de la pauvreté, ses causes et conséquences, ce qui nous aidera à discuter du sujet avec d'autres et à trouver les voies et moyens de la réduire. »

- « Nous serons mieux à même de prendre des initiatives sur la pauvreté au niveau du village. En effet, l'étude nous a motivés sur le suivi des activités qui ont eu un impact plus important sur la pauvreté et nous sommes à présent plus conscients, plus confiants et plus déterminés. »

John Pontius. FIELD Alliance. P.O. Box 53, Phnom Penh, Cambodia. Email : jcponti@attglobal.net.

#### Références

Freire, P., 1989. Education for Critical Consciousness. New York: Continuum.

Bartlett, A., 2000. IPM As An Entry Point For Sustainable Livelihoods. Disponible sur le site : [www.communityipm.org](http://www.communityipm.org)

Farrington, J., Carney, D., Ashley, C. et Turton, C., 1999. Sustainable Livelihoods In Practice: Early Applications Of Concepts In Rural Areas. Natural Resources Perspective No. 42, Overseas Development Institute, London, 1999. Disponible sur le site <http://www.odi.org.uk/nrp/42.html>

Jackson, E.T., et Kassam, Y., (eds) 1998. Knowledge Shared: Participatory Evaluation In Development Cooperation. West Hartford, CT: Kumarian Press.



**J'ai pris la photo de cette étable de chèvres au bord de la rizière pour montrer combien les agriculteurs peuvent obtenir plus facilement du fumier à portée de main pour composter leurs champs. Euis Holisoh.**



**L'agriculteur qui figure sur cette image est en train d'arroser ses plantes avec un mélange d'urine de vache et d'eau. L'urine de vache éloigne le hama kutuh daun. L'urine remplace les pesticides. Aleh Soleh.**



**Auparavant, c'est l'agent de vulgarisation qui disait aux paysans ce qu'ils devaient faire. À présent, nous avons appris comment faire des choses comme la reproduction de la moisissure verte. Avant, cette reproduction était exclusivement réservée au laboratoire du département de l'agriculture. Euis Holisoh.**



**En nous abstenant d'utiliser des pesticides, nous pouvons créer un écosystème agricole sain. Cela permet aux agriculteurs de diversifier leurs activités en pratiquant la pisciculture conjointement avec la culture du riz ou des légumes. Jarot Indraloka.**



*Agricultrices dessinant leurs observations sur le terrain - partir d'un champ d'oignons. Ces dessins seront utilisés plus tard lors des présentations de groupes. Photo : Hans Feijen.*

## L'expérience égyptienne des champs-écoles

Jaap Van de Pol

En Egypte, la mise en œuvre de l'approche champs-écoles ou CE comporte un certain nombre de défis. Dans cet article, nous décrivons le développement et l'adaptation des CE dans le contexte de l'Egypte, depuis les premiers groupes d'apprentissage paysans (GAP) jusqu'à la mise en place plus récente des champs-écoles dans le Gouvernorat de Fayoum, lesquels suivent de manière plus fidèle le concept originel des CE.

C'est en 1996 et en 1997 que deux projets égypto-allemands ont commencé à mettre en œuvre les premiers CE d'Egypte pour la LIR appliquée aux concombres, tomates, oignons, mangues et au coton. Ces projets ont utilisé le concept de base des CE tel qu'il avait initialement été conçu en Asie, mais il a fallu plusieurs modifications pour que cette méthode puisse opérer dans le contexte égyptien. Sitôt leur introduction, les CE ont été rebaptisés groupes d'apprentissage paysans ou GAP. Il en existe plus de 15 000 aujourd'hui, avec 175 000 paysans qui y participent.

### Les groupes d'apprentissage paysans

Lorsque les deux projets ont commencé à mettre en œuvre leurs premiers groupes d'apprentissage paysans, les pratiques égyptiennes en matière de vulgarisation agricole étaient fortement dominées par l'intervention de l'Etat dans la production d'un nombre limité de cultures stratégiques, tendance qui, aujourd'hui encore, reste vraie. Dans le cadre de ces cultures stratégiques, les services de vulgarisation du gouvernement apportent aux paysans toute sorte d'assistance, notamment intrants, commercialisation et conseils. Pour fournir cette assistance, le gouvernement a mis en place une gigantesque organisation de vulgarisation entre 1978 et 1982, ce qui a conduit à une densité extrêmement élevée du nombre d'agents de vulgarisation agricole : il était et il est encore courant de trouver en Egypte un agent de vulgarisation villageoise pour 130 à 150 foyers de paysans.

Depuis 1984, l'Etat s'est engagé dans un processus de libéralisation. Il a ainsi accueilli favorablement l'initiative des deux projets égypto-allemands consistant à augmenter la participation des paysans dans la vulgarisation agricole. Cependant, l'organisation étatique de vulgarisation était utilisée dans

l'optique d'un transfert de technologies, l'approche participative étant une totale nouveauté. Seules quelques ONG avaient eu une certaine expérience de la vulgarisation participative. La plupart des agents de terrain de l'Etat et des paysans n'avaient jamais eu à travailler ensemble dans une ambiance « participative ».

Les agents de vulgarisation villageoise étaient formés comme facilitateurs au cours d'un programme de formation de base d'une semaine portant sur les principes de la vulgarisation participative. Ils recevaient ensuite un cours de deux semaines sur ce sujet et sur les techniques de communication. Cependant, un certain nombre de problèmes ont été rencontrés dans l'exécution des GAP. Lorsque par exemple les projets égypto-allemands demandèrent aux agents de mobiliser des paysans pour les GAP, il s'est avéré très difficile d'organiser des groupes de vingt-cinq personnes. La majorité des agents vulgarisateurs avaient l'habitude de travailler avec les paysans sur une base individuelle uniquement. Au départ, ils invitaient quinze paysans, mais se retrouvaient systématiquement avec moins de dix par séance. L'organisation de séances d'une durée de 3 à 4 heures s'est également avérée difficile car les paysans étaient plutôt habitués à recevoir la visite des autorités. Par ailleurs, l'Etat les avait habitués à certaines largesses lors de leur participation à une activité de vulgarisation. Il était par conséquent difficile aux facilitateurs des GAP de demander aux paysans d'investir plus de deux heures de leur temps. Ensuite, il fallait réaménager la fréquence des rencontres. Dans les GAP portant sur les légumes et le coton, les paysans se rencontraient sur une base bi-hebdomadaire et seulement une fois par mois pour les GAP mangues et agrumes. Ainsi, les animateurs des GAP ne passaient qu'un tiers du temps (14 à 16 heures) avec les paysans, alors que leurs collègues des « CE originels » y consacraient 40 à 50 heures. Enfin, il était difficile aux facilitateurs de proposer des principes aux paysans, à la place de pratiques. En leur qualité de membres de l'organisation étatique de vulgarisation, ils prodiguaient aux paysans des conseils techniques officiels sur la culture d'une spéculacation déterminée et les paysans recevaient des recommandations claires de leur part. Les séances de GAP se focalisaient ainsi de plus en plus sur la compréhension des recommandations officielles, au lieu de former les paysans à devenir de meilleurs décideurs dans leur propre système agricole. C'est à peine si les paysans avaient jamais effectué des essais de terrain au cours des GAP et

la plupart de ces derniers se transformaient en séances de discussions, provoquant de ce fait la perte de l'essentiel de l'impact didactique de l'approche CE. Une évaluation a pu conclure que la principale raison de cet état de fait s'expliquait par l'insuffisance, à tous les niveaux, du temps consacré à la formation, en raison des difficultés à joindre rapidement un grand nombre de paysans.

## Des GAP aux « vrais » champs-écoles ?

Deux ans après le démarrage de la mise en œuvre des GAP par les deux projets égypto-allemands, les projets égypto-néerlandais du Gouvernorat de Fayoum lancèrent une expérience pilote de l'approche CE. S'inspirant des deux projets antérieurs, une plus grande priorité et davantage de temps furent accordés à la formation du premier groupe de facilitateurs et à la conception du programme d'étude CE. Seuls quelques CE furent mis en place, respectant aussi fidèlement que possible le concept originel des CE. En 2001, après deux ans d'expérience pilote, le véritable développement des CE à grande échelle à Fayoum démarrait et les deux projets furent fusionnés dans le projet LIR de Fayoum. D'après les prévisions, quelque 1 500 CE devraient être créés d'ici à la fin 2004.

Aujourd'hui, les animateurs CE, choisis parmi les responsables de la vulgarisation officielle, bénéficient d'une formation intensive. Après une formation initiale de deux semaines, ils continuent de recevoir deux à trois jours de formation par semaine durant toute une année. Les autres jours, ils animent les CE sous la supervision d'un facilitateur principal. Outre les thèmes techniques, la formation accorde une très grande attention à la façon d'animer ces thèmes techniques durant les séances de CE. Au bout d'un an, les facilitateurs reçoivent toujours une journée de formation par semaine, principalement de leurs collègues. Pendant ces journées, un bon nombre d'observations et d'idées sont soumises à la direction du projet. L'essentiel des modifications et adaptations opérées dans les CE étaient basées sur ces observations et idées qui remontaient du terrain.

La plupart des adaptations effectuées au niveau du concept CE résultent des particularités culturelles et sociales des communautés locales de paysans et de l'organisation chargée de la vulgarisation en Egypte. Le CE de Fayoum se réunit



**Agriculteurs discutant des résultats de leur analyse de l'ecosystème agricole sur la mangue lors de leur CE sur les cultures fruitières. Photo : Hans Feijen.**

chaque semaine, à l'instar des CE originels d'Indonésie, pour les cultures de plein champ comme le coton, la tomate et les haricots, et tous les mois seulement pour les cultures fruitières. Le programme d'étude des CE est axé sur la LIR, mais il est placé dans le contexte d'un vaste éventail de thèmes relatifs à la lutte contre les ravageurs. Les CE de cultures de plein champ durent un an, suivi d'un cycle de culture de deux ou trois spéculations. Les CE de cultures fruitières suivent un programme de deux ans. Des CE séparés sont organisés pour les femmes. En moyenne, 22 hommes et 25 femmes participent à un CE de plein champ. Pour les CE de cultures fruitières, le nombre moyen est de 15.

Le projet égypto-néerlandais n'a toujours pas réussi à prolonger la durée moyenne d'une séance de CE. A l'instar des GAP, les CE à Fayoum ne durent guère que 2 heures. Ceci s'explique principalement par le fait que les facilitateurs n'arrivent pas à faire des choses pratiques avec les paysans durant les séances. La structure et les coutumes sociales des communautés locales de paysans rendent difficile la tâche des facilitateurs car ces derniers ne peuvent

pas organiser des activités de groupes pratiques. S'il faut faire quelque chose de pratique, par exemple sur la parcelle expérimentale, elle ne se réalisera qu'après la séance CE et/ou par une main-d'œuvre rémunérée pour ce faire. En outre, le groupe cherche encore des « activités de dynamique de groupe » et de « brise-glace » appropriées. La plupart de ces activités ayant été conçues en Asie, elles ne sont pas adaptées en Egypte car la culture arabo-égyptienne est bien trop différente des cultures asiatiques.



**Agricultrices réalisant une analyse de l'ecosystème agricole (AESA) dans un champ où elles viennent de repiquer de la camomille, culture populaire masculine égyptienne. Fayoum, que font pousser les femmes. Photo : Hans Feijen.**

Pour adapter les CE à Fayoum, il a également fallu ajouter de nouveaux éléments. Dans la mesure où les besoins des paysans en matière de formation en LIR ne se limitent pas à une seule culture, les CE ont commencé à traiter de plusieurs cultures et de rotation des cultures en même temps. Pour ce faire, il a fallu prolonger la durée totale d'un CE et l'étendre sur une année entière. Par ailleurs, une interprétation très large de la LIR a été choisie. Elle donne aux facilitateurs la possibilité d'incorporer toutes les pratiques de gestion des cultures, des sols et de l'eau et de lutte contre les ravageurs dans le programme du CE. Cet élargissement du programme CE en a fait un outil plus complet de vulgarisation agricole.

Bien que les CE de Fayoum soient différents, par certaines caractéristiques, du « concept originel des CE » dans un certain nombre de caractéristiques, ils n'en sont pas moins de « vrais » CE. Ils suivent leur principe essentiel qui consiste à former les paysans à devenir de meilleurs décideurs. On peut affirmer que ce changement est en train de se réaliser si l'on en croit les tendances relevées chez les paysans qui poursuivent leurs rencontres après avoir reçu leurs diplômes des CE et mènent encore certaines expérimentations. Par ailleurs, le taux de fréquentation des séances de CE par les paysans ne baisse pas au cours de cette longue période d'une année. Avec 50 à 52 séances, soit un total de 100 heures de formation, les CE à Fayoum sont deux fois plus longs que les CE « originels ». Les paysans sont disposés à investir de leur temps car ils apprennent des choses qui les intéressent au cours des séances de terrain et considèrent les CE comme une activité qui leur est propre.

Beaucoup d'enseignements peuvent être tirés du processus de modifications et d'adaptations du concept CE en Egypte. Après avoir démarré avec le même « concept CE originel », le processus a emprunté des voies différentes et produit des résultats différents. Parmi les leçons importantes tirées de ces expériences, on peut d'abord dire que, dans un contexte où il existe peu ou pas d'expérience en matière de travail dans une ambiance participative, il est extrêmement important d'accorder une attention particulière à la formation des facilitateurs et à l'élaboration du programme d'enseignement CE. Ensuite, le processus d'adaptation de l'approche CE aux conditions locales doit se réaliser de manière conjointe entre paysans, facilitateurs et responsables de projet.

*Jaap Van de Pol, Fayoum IPM project, Netherlands Embassy Cairo, Postbus 20061, 2500 E.B. Den Haag, The Netherlands. Email: jaap@access.com.eg*

*Le texte intégral du présent article est disponible sur le site [www.eesap.cipotato.org/upward](http://www.eesap.cipotato.org/upward).*



Prabhavati pose avec le modèle de pot de compostage faible coût qu'elle a conçu. Photo : Ramesh Sharma.

## Sensibilisation des groupes d'entraide la cause verte

Seema Tripathi et Shiraz Wajih

Les groupes d'entraide (GE) de femmes dans la région de Terai de l'Est de l'Uttar Pradesh vont au-delà de l'objectif habituel d'un GE, qui est d'aider les femmes à améliorer leur situation socio-économique. Ces groupes sont également utilisés comme vecteurs de mobilisation de leurs membres pour en faire des agents du changement et des porte-drapeaux, non seulement des questions spécifiques aux femmes, mais aussi d'une agriculture durable. Les champs-écoles (CE) ont joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités de ce processus de « sensibilisation à la cause verte » qui a notamment permis de rapprocher nombre de mécanismes de vulgarisation et d'appui différents.

### Les groupes d'entraide

Les plaines de la région de Terai, sur les contreforts de la chaîne himalayenne du Népal, jouissent d'une bonne pluviométrie et de sols alluvionnaires fertiles. La majorité des paysans peuvent y être considérés comme petits, voire comme des exploitants marginaux, disposant en moyenne de superficies inférieures à une acre, soit environ 0,4 hectares. L'agriculture y est la principale source d'emploi et de revenus.

Historiquement, la région connaît un système de société féodale dominée par les castes. Les femmes vivant dans les zones rurales de la région ont un accès très limité au crédit, à l'information et aux services de vulgarisation, en dépit de leur importante participation aux activités agricoles et de leurs responsabilités qui ne cessent de s'accroître à mesure que les hommes du terroir émigrent vers les villes. Pour aider au renforcement des capacités de ces femmes, le Gorakhpur Environmental Action Group (GEAG), a entrepris de former les groupes d'entraide féminins dans trente villages du district de Gorakhpur. Les GE sont nés au Bangladesh, comme une approche novatrice et d'auto-assistance à l'épargne et au crédit, et se sont avérés efficaces dans la responsabilisation des femmes rurales.

Le nombre de groupes d'entraides du GEAG a augmenté, passant de trois en 1996 à un total de 310 au milieu de l'année 2002. Ils comptent environ 4 500 membres féminins dans trente villages. La plupart des GE réunit de 10 à 18 membres et 73 % de ces groupes appartiennent aux classes opprimées des Dalits et aux familles paysannes dont les exploitations sont petites, voire marginales. Les membres du groupe déposent chaque mois entre 10 à 20 Rs, soit environ 20 à 40 centimes de dollars américains, dans leurs comptes ouverts dans une banque voisine. Le GEAG s'est assuré de l'engagement de ces

banques à accorder un prêt aux GE jusqu'à concurrence du quadruple de leur dépôt initial.

Les GE d'un village se fédèrent pour constituer une « Shanga ». Cette organisation est chargée de l'encadrement des GE et de coordonner les efforts collectifs en faveur du développement du village. Outre leur implication dans l'amélioration du flux de crédits pour la consommation et la production, les groupes d'entraide et la fédération ont joué un rôle central dans la mise en place d'un système d'appui à la production agricole autonome.

## Sensibilisation des groupes à la cause verte

Les GE ont été encouragés, non seulement en tant qu'institutions permettant aux femmes d'améliorer leur situation socio-économique, mais encore comme vecteurs de mobilisation en tant qu'agents du changement et porte-drapeaux des questions spécifiques aux femmes et à l'agriculture durable. Le GEAG a attentivement développé les compétences de ces groupes par le biais d'un processus de « sensibilisation à la cause verte », afin de les doter de méthodes adaptées et viables, aussi bien du point de vue conceptuel que technique. Ces GE « sensibilisés » se sont évertués à promouvoir et à diffuser les techniques et pratiques AGRIDAPE et à mettre en place des systèmes de vulgarisation autonomes et propres à la communauté. Les groupes ont été les fers de lance du mouvement pour une agriculture soucieuse de l'environnement et sont devenus des agents de vulgarisation des technologies non polluantes.

À ce jour, ce sont environ 1 200 000 Rs, soit quelque 24 000 dollars américains, qui ont été prêtés par la banque et le remboursement approche les 100 %. L'épargne réalisée et les prêts obtenus sont utilisés pour des activités de production agricole tels que l'achat de semences, la production de « vermi-compost », l'acquisition d'équipement agricole et la commercialisation. Ainsi, on a pu s'assurer que les femmes ont un contrôle direct sur ces ressources productives.

### Tableau 1 : membres des groupes d'entraide ayant adopté des pratiques AGRIDAPE

Pratiques AGRIDAPE	Nombre de GE membres
Pesticide bio (urine de vache, produits du margousier, tabac, cendres, etc.)	3 100
Compostage (fosse)	2 500
Plantation d'arbres	750
Vermi-compostage	432
Compost liquide	528
Compost Nadep	238
Traitement des semences	940
Production de semences	580

## Les principales composantes du processus de sensibilisation : Champs-écoles

Les champs-écoles ont été mis en œuvre pour faciliter le partage d'expériences, d'innovations, d'idées et la diffusion du savoir-faire technique relatif aux méthodes AGRIDAPE. Ils sont devenus très populaires auprès des paysans, non seulement ceux des villages du projet, mais aussi ceux des autres villages environnants. Les CE sont menés par des paysans expérimentés qui ont une vaste connaissance pratique des thèmes traités. Quelquefois, des experts de l'extérieur sont également invités. En moyenne, quarante paysans, principalement des femmes, participent régulièrement aux séances mensuelles des CE. Ils sont



gérés par les GE/Shanga qui décident aussi du lieu et des thèmes, sur la base de la demande saisonnière identifiée. Dans la zone du projet, on compte un CE de ce genre dans chaque agglomération de cinq villages.

### Centres de services agricoles

Des centres de services agricoles (CSA) ont été créés pour assurer la disponibilité d'intrants de qualité, comme les semences, le « vermi-compost », les engrais et pesticides biologiques et les pompes d'irrigation manuelles à réglage et pour faciliter la commercialisation directe de ces intrants. Établis dans des agglomérations de cinq villages, ils sont contrôlés et gérés par les groupes d'entraide féminins. Ces centres prélèvent aussi des échantillons de terre pour les analyser dans un petit laboratoire installé sur l'initiative de GEAG. Ce dernier fait les recommandations nécessaires sur les approches AGRIDAPE.

### Maîtres-formateurs (MF)

Un certain nombre de paysans intéressés sont devenus des maîtres-formateurs (MF) à la suite d'une formation intensive en techniques d'animation et en communication. Ils sont sélectionnés par les GE/Shanga suivant leur expertise et les besoins spécifiques de la zone. Dans la mesure où ils résident dans le village, ils sont toujours disponibles et assurent également des interactions permanentes avec les GE.

Généralement, on compte deux maîtres-formateurs par village. Ils organisent des séances de formation régulières dans le village, suivant la demande. Parfois aussi, ils sont invités par d'autres ONG et projets pour partager leur expertise. Tijja Den par exemple, paysanne analphabète du village de Awadhpur, a été invitée comme expert pour des séances de formation organisées par CARITAS dans le cadre de la formation de ses responsables de projets à Madhya Pradesh. Il existe plusieurs autres exemples dans lesquels des maîtres-formateurs paysans ont aidé à orienter les populations vers les techniques AGRIDAPE et à les convaincre de leur viabilité à partir de leurs propres expériences pratiques.

## Système de vulgarisation à travers les GE

Les trois principales composantes du processus de « sensibilisation à la cause verte » mentionnées ci-dessus sont liées et interdépendantes. Toutefois, il existe un certain nombre d'autres mécanismes liés à ce système de promotion des techniques AGRIDAPE.

- Le Laghu Seemant Krishak Morcha (forum des petits exploitants marginaux) : dans ce forum, les paysans sont organisés en syndicat pour défendre leurs intérêts et promouvoir AGRIDAPE aux niveaux du village, du district et de l'Etat.
- Les groupements d'intérêt paysans (GIP) et le développement participatif de technologie : les paysans qui ont des besoins et intérêts particuliers (paysans sans terres, horticulteurs, producteurs de semences, éleveurs) s'organisent pour faciliter des interventions et des réseaux plus ciblés. Ces groupes d'intérêt paysans sont constitués de membres de différents GE partageant un intérêt

commun. Les paysans non-membres des GE et qui partagent le même intérêt sont également les bienvenus. Alors que des paysans de la zone de Sardarnagar s'intéressent à la production de semences et à l'exploitation collective des terres, la plupart des GIP de la région de Campierganj sont plutôt tournés vers les cultures maraichères et l'élevage. Les GIP s'organisent aussi autour de problèmes qui leur sont communs, tels que la lutte contre les ravageurs et la fertilité des sols, la recherche de solutions par le biais de la conception de méthodologies participatives.

- Les champs d'application : les paysans sont les fers de lance dans l'aménagement de leurs champs (intégrés aux activités domestiques et à l'élevage) comme modèles d'application des techniques AGRIDAPE.
- Les sites d'essai : pour les essais, le GEAG a fourni des parcelles dans lesquelles les paysans peuvent procéder à des expérimentations, prendre des risques et innover.
- Le groupe de sensibilisation : des femmes choisies au sein de différents GE, ainsi que des hommes qui en manifestent l'intérêt, forment un groupe culturel de promotion des pratiques AGRIDAPE à travers la culture locale, à l'instar des théâtres de rue par exemple.
- Le laboratoire de santé des sols : à travers les GE, les paysans peuvent faire analyser des échantillons de terre au laboratoire implanté par le GEAG et obtenir les conseils nécessaires.

## Le regard tourné vers l'avenir !

L'intervention des groupes d'entraide de femmes dans la vulgarisation des pratiques AGRIDAPE s'est avérée efficace. Elle a en effet permis de s'assurer que les femmes ont accès à l'information, aux techniques, aux institutions et aux moyens de connaître des techniques nouvelles. Les femmes sont désormais capables de mieux prendre en charge leurs tâches dans les rôles qui leur sont reconnus, grâce aux aptitudes acquises et la confiance qu'elles ont développée à travers ce processus. De même, les efforts d'intégration des femmes ont renforcé leur position et participé à leur émancipation. Elles peuvent désormais se syndiquer et défendre leurs droits dans une société



Stagiaires se préparant pour une démonstration sur le terrain lors d'un CE. Photo : Farrukh Khan.

traditionnellement dominée par les hommes. Leur meilleur contrôle sur les ressources et le renforcement de leurs capacités de décision ont permis de développer la place d'une agriculture peu exigeante en apports externes dans la zone. L'adoption des pratiques AGRIDAPE a considérablement réduit l'utilisation d'intrants coûteux, tels que les engrais et pesticides chimiques, augmentant par la même occasion les gains nets réalisés par les communautés de petits paysans dont la production est quasiment marginale.

Seema Tripath et Shiraz Wajih. Gorakhpur Environmental Action Group, P.O. Box 60, Gorakhpur 273001 India. Email : geag@nde.vsnl.net.in

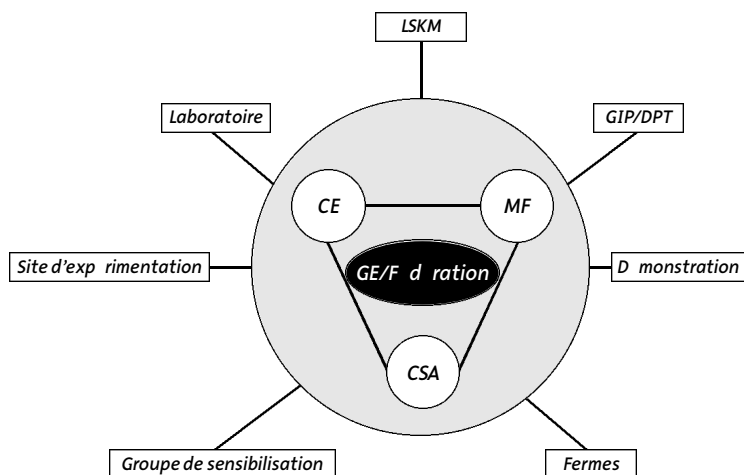


Figure 1 : Le système de vulgarisation des GE

# Les champs-écoles pour les femmes

Mansour Fakh

Depuis que ses activités ont démarré en 1989, la majorité des participants et animateurs du célèbre programme indonésien de CE pour la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) étaient des hommes. Des efforts ont été déployés depuis le début du programme pour inclure les femmes, mais l'impact a été bien limité. Bien que la présence de femmes animatrices et de femmes participantes impliquées dans les CE de LIR soit maintenant plus importante qu'au départ, les évaluations du réseau sur la LIR indiquent toujours que les expériences de femmes dans le CE sont qualitativement inférieures à celles des hommes. Nombre de celles qui sont engagées dans la LIR ont encore le sentiment « qu'il manque quelque chose », quelque chose qui n'a pas été compris ou abordé. Elles souhaitent que l'on évolue de la « simple implication des femmes » à la parité entre les sexes.

Un programme spécifique est actuellement en cours d'introduction dans les activités de LIR afin d'aller plus loin dans la compréhension et la prise en charge des causes fondamentales de l'inégalité des sexes.

## Aller plus loin

Du fait qu'en Indonésie la perception dominante est que les champs-écoles n'ont pas encore permis un accès égal des sexes, un programme spécifique est désormais en train d'être mis en place dans les activités de LIR. Il est solidement ancré sur l'approche participative et a pour objectif de faire prendre conscience à tous ceux qui sont impliqués dans les CE de LIR de la réalité de la discrimination entre les sexes, de sa logique et de ses mécanismes. Pour y parvenir, il est fondamental de créer un cadre d'orientation favorable et de s'assurer de l'engagement du personnel du programme à prendre en compte les questions de parité entre les sexes. L'Association nationale des

agriculteurs intervenant dans la LIR a réaffirmé son appui et a établi un cadre d'application pour le programme de 2001, créant ainsi l'environnement nécessaire pour la tenue du premier atelier national modulé en fonction du sexe.

Sous l'égide des agriculteurs, cet atelier a essentiellement porté sur l'élaboration d'une stratégie, d'un plan d'activités et d'un programme qui accompagneraient une approche totalement participative d'intégration des femmes dans les activités des CE ordinaires en matière de LIR. Des discussions au niveau des fermes ont été parallèlement engagées et les agriculteurs impliqués dans les CE axés sur la LIR ont accepté de prendre part aux activités d'élaboration du contenu et des programmes de formation destinée aux femmes, ainsi qu'au recueil des données relatives aux questions de parité entre les sexes pouvant faire l'objet, plus tard, de discussions et d'analyse.

Une équipe restreinte fut mise en place au sein des animatrices disposant d'une expérience en CE et intéressées par les questions de parité. Un programme de formation différencié par sexe fut mis en place à l'aide de l'approche CE, afin d'avoir un aperçu et d'étudier le concept d'inégalité entre les sexes dans les communautés rurales. Le programme a privilégié les conséquences réelles de l'injustice à l'encontre des femmes, et cherché à dresser la liste des facteurs sociaux et politiques qui sous-tendent l'inégalité entre les sexes. Des stratégies efficaces de recueil d'informations relatives aux questions de parité et à la clarification du concept d'inégalité de sexes en milieu agricole ont fait l'objet de larges discussions et un rôle clé fut attribué aux agriculteurs dans le recueil des données et la réalisation d'études de cas au niveau des familles. Leur enthousiasme par rapport à l'initiative a abouti à une profonde évolution des connaissances des agriculteurs et de leur analyse des spécificités sexuelles.

## Vers une approche modulée en fonction du sexe

En 1990-91, lors du premier cycle du Programme national de LIR, il devint évident que l'accès des femmes aux opportunités de la formation sur la LIR était nettement plus limité que pour les hommes. Par ailleurs, les femmes indonésiennes se sentent souvent moins compétentes que ces derniers et inférieures à eux, ce qui peut limiter leur participation active à la formation.

Cela a eu des conséquences graves sur le programme de LIR. Les femmes représentent 50 % de la population active agricole en Indonésie ; dans les zones de riziculture, comme le centre de Java, les tâches agricoles sont réparties de façon égale entre les hommes et les femmes. Non seulement les femmes sont impliquées dans le repiquage, le désherbage, la surveillance ordinaire des récoltes, la préparation des repas de la main-d'œuvre embauchée, la moisson, le battage et la vente de la moisson, mais elles ont également la lourde tâche de gérer les revenus de la famille.

Par ailleurs, dans le centre de Java, un nombre significatif de femmes sont à la tête des fermes familiales, soit parce que leurs maris sont des travailleurs itinérants soit parce qu'elles vivent seules. Les femmes de statut socio-économique plus bas sont largement représentées dans la catégorie des femmes chefs de famille. Généralement, elles ont un niveau d'instruction limité et sont souvent négligées dans les programmes de développement.

Le fait que les agricultrices indonésiennes soient « écartées » des CE résulte directement de la tendance des autorités locales à sélectionner de façon automatique les hommes chefs de famille pour la formation en LIR. Ces hommes sont généralement sélectionnés sur la base de leur appartenance aux groupes à revenus élevés ou moyens. Ainsi, non seulement les femmes ne peuvent pas participer aux programmes CE axés sur la LIR, mais encore les « retombées » en termes de connaissances en sont peu significatives car souvent ces hommes ne travaillent pas la terre eux-mêmes (ils louent parfois la main-d'œuvre) et ont très peu de contact avec les femmes des catégories socioéconomiques inférieures.

Les facteurs domestiques et liés à l'éducation sont également déterminants.

Les femmes ont la responsabilité de tâches ménagères qui rendent difficile leur assiduité au programme hebdomadaire des CE pendant une session entière. Dans certaines couches de la société indonésienne, les femmes se sentent moins compétentes que les hommes et cela peut les inhiber dans les situations d'apprentissage en groupes. Dans le centre de Java par exemple, on a constaté que les femmes sélectionnées pour le programme des CE participent activement à toutes les activités à l'exception de celles qui requièrent des présentations de groupes.

Les femmes ne sont pas exclues de la formation en LIR. Comme un agent administratif l'a rapporté « Je n'y ai simplement jamais pensé ! ». Jusqu'à l'intervention du programme national de LIR et de celui d'une ONG locale sur le même thème, en 1999, aucune attention particulière n'avait été portée à l'identification des conventions sociales et des pratiques culturelles qui freinent l'accès des femmes aux programmes de développement agricole. Sous la coordination de World Education, ces deux programmes ont préparé une formation spécifiquement axée sur cette question. Avec la participation des communautés paysannes et des autorités villageoises, il fut procédé à une analyse des spécificités hommes-femmes et à une identification des besoins. Dès 1995, les résultats ont montré que, sur l'ensemble de l'Indonésie, la participation des femmes au programme CE sur la LIR avait augmenté de 15 % en moyenne.

Le programme national de LIR a conclu que l'implication des femmes dans les CE appliqués à la LIR pourrait être développée grâce à la préparation d'une formation préalable, au renforcement du rôle des formateurs-agriculteurs et des techniciens de la vulgarisation et à l'amélioration des capacités des femmes à diriger. Après 2001, et sur la base de ces expériences, des orientations politiques furent adoptées en vue de réaliser des champs-écoles en faveur des femmes.

Sources : Fliert, E, Van de et Proost, J. (eds.), 1999. *Women and IPM: Crop Protection Practices And Strategies*, KIT, Amsterdam, 1999. Email : elske.vandefliert@fao.org.vn

## Questions clés

Dans les districts et les provinces, les agriculteurs et l'équipe d'animatrices se retrouvèrent lors d'ateliers de terrain au cours desquels ils mirent en place des outils à inclure dans le premier programme de formation. Ces ateliers ont permis de comprendre comment sensibiliser les populations rurales, mais aussi les membres des réseaux, à la question de l'équité entre les sexes.

Deux questions clés ont été soulevées lors de ces ateliers : « Pourquoi voulons-nous introduire la question de parité entre les sexes dans la LIR ? » et « Quel en est l'intérêt pour les hommes ? » La réponse à la première question a montré la profondeur et la complexité de l'inégalité entre les sexes. Les réponses des femmes étaient directes et d'ordre émotionnel. « Nous sommes des personnes de second rang dans notre propre culture » et « Nous ne faisons guère que suivre ». Elles ont expliqué qu'elles étaient bien conscientes du fait que la discrimination était acceptée comme normale parce que les femmes étaient considérées comme des êtres inférieurs. À la question « Quel en est l'intérêt pour les hommes ? », les participants ont conclu que le fait de s'attaquer aux questions de parité entre les sexes ne signifiait point de s'élever contre le statut des hommes, mais pouvait bénéficier directement à la famille et à la communauté grâce au renforcement de la confiance, de l'estime de soi et du statut des femmes. L'étude des différents problèmes liés à l'inégalité des sexes a également permis d'ouvrir la voie à des solutions adaptées.

En abordant les inégalités entre les sexes, les participants à l'atelier ont fait une nette distinction entre la définition biologique de la différence entre les sexes et le concept socioculturel de distinction homme-femme, qui intègre des rôles spécifiques attribués par la culture locale : l'homme pourvoyeur du pain familial et la femme ciment de la famille, par exemple.

## CE modulés en fonction du sexe

L'approche participative retenue afin d'aborder les questions de parité entre les sexes dans le mouvement LIR place les agriculteurs, hommes comme femmes, au cœur d'un processus de longue haleine et tourné vers l'action. Les agriculteurs utilisent leurs propres expériences pour définir ce que signifie exactement pour eux la discrimination et les inégalités entre les sexes, ce qui leur permet d'identifier les adaptations à effectuer au niveau de leurs propres programmes LIR. Les femmes membres de l'équipe restreinte deviennent aussi des animatrices qui travailleront avec les premiers groupements paysans sur les questions de parité entre les sexes.

Les CEF sont devenus la base des efforts d'intégration non sexiste dans le réseau LIR en Indonésie. Pour une compréhension plus poussée des problèmes de parité entre les sexes dans leur communauté, les participants suivent cinq étapes fondamentales.

– La première porte sur la formation différenciée par sexe afin de sensibiliser aux questions de parité entre les sexes et de permettre aux agriculteurs de mener une recherche participative modulée en fonction du sexe.

– La deuxième étape porte sur le recueil des données. Les agriculteurs utilisent leurs expériences pour identifier des problèmes de parité au foyer et dans la communauté et pour recueillir des données relatives à ces problèmes. Les données ainsi recueillies sont classées dans cinq catégories : accès, participation, contrôle, avantage, charge et niveau de violence.

– La troisième étape consiste à analyser les problèmes propres à chaque sexe. L'animateur/animatrice aide les agriculteurs à analyser les données recueillies. Ces derniers parviennent à comprendre à quel point les croyances locales en matière de rapports sociaux hommes/femmes affectent la vie des femmes.

– La quatrième étape consiste à élaborer un plan d'action pour réduire et éliminer les inégalités identifiées entre les hommes et les femmes.

– La cinquième étape enfin est axée sur le suivi et l'évaluation. L'évaluation permet d'identifier les activités qui amélioreront l'accès des femmes au programme de LIR, leur contrôle sur ce programme et les avantages qu'elles vont en tirer. Elle permettra également de développer la participation des femmes dans les programmes et organisations des agriculteurs intervenant dans la LIR. La mise en place de groupes restreints pour expérimenter l'intégration des femmes dans les réseaux de LIR est au cœur du processus. Les communautés paysannes qui participeront à l'expérimentation des CEF sont soigneusement sélectionnées au départ. Pour l'instant, huit groupes ont démarré, chacun d'entre eux étant composé de groupes d'agriculteurs qui ont été impliqués précédemment dans les CE pour la LIR. Les groupes sont gérés et financés par les paysan(ne)s.



**Exercices de dynamique de groupe lors d'un CE en faveur des agricultrices dans le district de Ciamis, Java occidentale.**

Photo : FIELD

Une fois le groupe mis en place, un centre de gestion de crises familiales (Tim Pembimbing Keluarga Petani TPKP), installé dans la communauté des agriculteurs intervenant dans la LIR, est mis sur pied. On espère que ces centres contribueront à faire baisser les taux de divorce et à réduire la violence conjugale et les autres formes de discrimination à l'encontre des femmes. Il existe aujourd'hui huit centres de ce genre.

## Enseignements tirés

Les expériences du réseau des agriculteurs intervenant dans la LIR en vue d'intégrer les questions de spécificités sexuelles dans leur programme de développement montrent que, pour que ces initiatives réussissent, les agriculteurs doivent être pleinement impliqués et les communautés paysannes participant soigneusement sélectionnées. Il est également important que les paysans aient une expérience préalable des CE. D'autres leçons peuvent aussi être tirées :

- l'intégration des femmes dans les programmes de développement ne peut être impulsée de l'extérieur. Elle exige que le processus soit mené par les agriculteurs eux-mêmes, hommes et femmes ;
- l'intégration des femmes dans le processus nécessite une volonté politique et l'engagement de la direction du programme de LIR. Elle demande un grand effort et la mise en place de mécanismes adéquats pour intégrer les questions de rapports sociaux hommes-femmes dans la structure nationale LIR et dans les activités de l'Association nationale des agriculteurs du secteur ;
- la démarginalisation des femmes est un processus d'éducation, de recherche et d'action. Le renforcement des capacités est dès lors fondamental. Un soutien pour le renforcement des capacités a été fourni aux agriculteurs afin qu'ils puissent recueillir des données sur cette question en vue de mettre en place un système d'information, à travers une approche participative. Le processus de renforcement des capacités devrait inclure la possibilité pour les paysans d'établir leur propre vision, mission et stratégies, ainsi que le cadre organisationnel de démarginalisation des femmes.

## Conclusions

Les initiatives de démarginalisation des femmes ont aujourd'hui permis de renforcer les capacités permettant aux réseaux paysans de LIR d'intégrer les questions de spécificités sexuelles dans leur politique, leur planification et leur suivi. L'équipe du projet LIR en a pris conscience et a une vision plus claire de son rôle dans le processus de démarginalisation des femmes. Les expériences acquises à travers ce processus peuvent bénéficier non seulement au projet LIR de la FAO, mais également aux autres groupements engagés dans la lutte pour l'égalité entre les sexes en milieu rural.

Mansour Fakhri, Institute for Social Transformation (INSIST), Sekip Blok T No. 7, Yogyakarta, Indonesia. Email: mansouf@remdec.co.id

Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site Web suivant : [www.eesep.cipotato.org/upward](http://www.eesep.cipotato.org/upward)

# Pour un mécanisme d'autofinancement des champs-écoles (CE)



Observation de terrain appliquée aux arachides.  
Photo :Jame Okoth

James Robert Okoth, Godrick S. Khisa et Thomas Julianus

L'efficacité des champs-écoles (CE) dépend souvent de la viabilité de leurs ressources financières et le présent article s'intéresse à plusieurs innovations en la matière. Ces dernières ont été introduites par le projet pilote sous-régional d'Afrique de l'Est sur les CE de production et de lutte intégrée contre les ravageurs (PLIR) et sont maintenant adoptées par un certain nombre de programmes CE. L'évolution progressive d'un système initial de subventions (CE semi-autofinancé) vers un système de fonds autorenewables pour la formation (CE autofinancé) dont les ressources proviennent des recettes tirées des parcelles commerciales aménagées à côté des parcelles d'étude, a constitué la pierre angulaire de ces innovations.

L'implication des paysans dès le début du projet s'est avérée cruciale pour la bonne mise en œuvre de ces innovations.

## Les CE semi-autofinancés

Les CE semi-autofinancés sont nés en 1999 avec l'introduction du système de subventions à travers lequel les groupements paysans rédigent des requêtes simples pour démarrer leurs activités. La figure 1 décrit le schéma opérationnel des étapes de la conception d'un CE semi-autofinancé de PLIR. Dans la première étape, le groupe doit soumettre une requête en réponse à un communiqué annonçant l'existence de subventions. Le dossier relatif aux subventions contient des directives et des formulaires de demande destinés aux groupements. Actuellement, les subventions aux CE de PLIR exigent que le groupe soit constitué de trois responsables (président, trésorier et secrétaire) dont au moins une femme (dans les environnements culturels où la mixité homme-femme est admise). Les groupes sont tenus d'avoir un compte épargne avec signataires multiples, d'accepter de tenir une comptabilité et de faire l'objet d'audits. Il faut également qu'ils acceptent d'utiliser la subvention pour au moins une culture de rapport importante et une culture vivrière. Le groupe peut aussi inclure d'autres thèmes tels que la PLIR appliquée à la volaille. Un budget indicatif est fourni à titre d'orientation seulement, mais il est également stipulé que le personnel de vulgarisation devrait être payé sur la base des tarifs officiellement en cours (bien qu'ils puissent être aussi négociés). Le formulaire de demande de subvention réserve un espace pour les renseignements d'ordre général, la justification de la demande de subvention et les activités, plans de travail et budget. Il devrait également comporter les signatures de l'ensemble des membres du groupe ainsi que celle du responsable local de l'Agriculture.

Une fois les subventions accordées, la deuxième étape consiste à les transférer aux groupes. En général, il s'agit soit de matériels et d'argent comptant, soit d'argent liquide seulement. Les matériaux tels que feuilles mobiles de tableau Padex, crayons de couleur et autres fournitures sont moins chers ou ne peuvent s'obtenir que dans les grandes villes, si bien qu'il vaut mieux fournir du matériel. L'argent liquide est octroyé en deux versements au moins au cours de la saison, selon la durée des CE (par exemple, les cultures annuelles s'étalent sur 4 à 5 mois, tandis que les cultures végétales et pérennes durent de 12 à 18 mois). En général, le montant de la subvention des CE de PLIR s'élève entre 100 et 400 dollars américains par saison d'étude. Le rapport relatif à la subvention doit comprendre la tenue d'une comptabilité, la conservation des reçus et l'acceptation de l'audit. Dans certains cas, la subvention peut être transférée électroniquement vers les comptes et dans d'autres, elle est versée en espèces. Dans la plupart des cas, la possibilité d'avoir une emprise et un contrôle sur les fonds a permis d'accroître le sentiment d'appropriation et encourage les paysans à participer eux aussi au cofinancement.

Au cours de la troisième étape, les honoraires des facilitateurs des CE sont payés directement par le groupe, suivant des tarifs arrêtés au préalable et d'accord parties. Si le facilitateur manque de compétences techniques, s'il est piètre animateur ou simplement manque d'aptitudes sociales adéquates (l'arrogance et l'approche imposée d'en haut sont des problèmes majeurs), le groupe peut le « libérer » ou même le « renvoyer », comme ce fut souvent le cas. C'est là une remontée d'informations particulièrement importante pour les facilitateurs ! Si le facilitateur ne se présente pas ou arrive dans un état inapproprié (ébriété ou retard par exemple), le groupe peut refuser de procéder au paiement. D'autre part, les facilitateurs reçoivent généralement leur rémunération le jour de leur départ, ce qui leur convient parfaitement par rapport à la « paperasserie » qu'ils doivent remplir et à l'attente d'un paiement différé, situation relativement courante s'agissant des indemnités de déplacement des agents de vulgarisation. Les groupes peuvent aussi exiger que des questions spécifiques relatives aux sols, à la nutrition ou à l'environnement, soient traitées par des spécialistes et, le cas échéant, ils utilisent la subvention pour payer les frais de transport de ces experts.

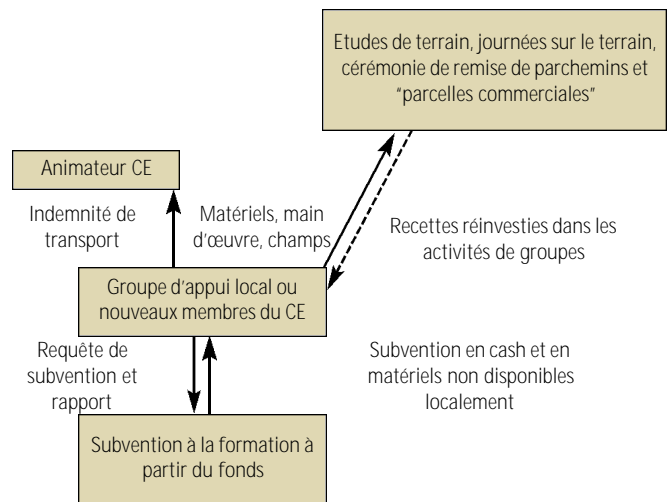


Figure 1 – CE semi-autofinancé dont le capital provient de subventions et de recettes réalisées par le groupe, lesquelles sont réinvesties dans des activités du groupe

Les participants aux CE de la PLIR aménagent aussi leurs propres parcelles d'étude (voir étape 4 de la figure 1). Généralement, la superficie de ces parcelles varie entre 0,2 et 1 ha et elles comportent divers thèmes didactiques tels que les essais comparatifs entre les pratiques PLIR et les pratiques traditionnelles, les méthodes de gestion de la fertilité des sols et les essais de nouvelles variétés. Les groupements des provinces de l'Ouest du Kenya ont été les premiers à aménager des « parcelles commerciales » qui sont des champs plus grands que les membres du groupement gèrent en commun afin de lever davantage de fonds. Pour démarrer, ces groupements ont utilisé le budget affecté au « casse-croûte » pour acquérir des intrants. Ce système est maintenant institutionnalisé et il est préconisé que tous les groupes aient des parcelles commerciales.

Les mécanismes d'obtention des terres dépendent des conditions locales et comprennent notamment l'utilisation des terres villageoises ainsi que les affectations consenties par de grands propriétaires terriens et le partage des récoltes avec les propriétaires. La disponibilité des terres et de la main-d'œuvre, aussi bien pour les champs d'étude que pour les parcelles commerciales, relève de la responsabilité des participants. Il revient au facilitateur de proposer une activité didactique profitable, notamment en soulevant des questions d'importance sociale comme le VIH/sida, la santé de la reproduction des femmes, et la gestion de la fertilité des sols.

Dans l'étape cinq, les recettes de l'exploitation des parcelles commerciales sont reversées dans les comptes ouverts au nom des groupes. Il est maintenant possible de le faire, car tous les bénéficiaires de subventions doivent avoir leurs comptes propres et les moyens de les gérer. Ces fonds sont utilisés par le groupe pour des études complémentaires, pour l'achat d'animaux et pour d'autres activités. Chaque groupe est également tenu d'aider à la formation d'un autre groupe, si bien que l'exemple des champs-écoles dirigés par les paysans eux-mêmes remporte un franc succès.

Grâce à ce système de subvention, les groupes ont démontré un sens très élevé d'appropriation du processus CE. La plupart d'entre eux bénéficient de fonds de contrepartie très importants, de matériels fournis par la communauté et les participants, et font preuve d'une capacité croissante à gérer leurs propres ressources financières. Les groupes deviennent de plus en plus autonomes vis-à-vis des services de vulgarisation avec qui ils entretiennent de meilleures relations de partenariat, bien que nombre de ces derniers n'arrivent toujours pas à s'en rendre compte. Ce système de subventions est un processus qui permet aussi aux groupements de s'organiser afin de pouvoir continuer sans assistance extérieure, car ils sont tenus d'élaborer des plans de travail, des budgets, d'organiser les champs, de payer les facilitateurs et de gérer des fonds. Bien que les subventions CE soient destinées à l'appui d'un groupe pour une période déterminée, bon nombre de participants finissent à plus long terme par se constituer en associations en raison de leur cohésion, de la confiance qui s'installe entre eux et de la capacité qu'ils ont acquise lors de la période de formation à lever des fonds ensemble. Les subventions fournissent un capital aux groupes et génèrent de nouvelles méthodes de travail commun. Des études de cas menées auprès de différents groupes de bénéficiaires semi-autofinancés montrent que, s'ils sont bien encadrés, les groupes sont en mesure de recouvrer l'intégralité de la subvention au bout de deux saisons. Ainsi, le nombre de CE autofinancés qui arrivent à transformer la subvention en un prêt autorenouvelable en faveur de la formation commence à croître.

## CE autofinancés

Bien que les CE semi-autofinancés de la PLIR résolvent, au moins en partie, la question de la viabilité des groupements d'agriculteurs, les responsables de la vulgarisation ont besoin de disposer de nouvelles possibilités de financement pour chaque saison, afin d'assurer le développement du programme d'une année à l'autre. C'est ainsi que les facilitateurs et les paysans se sont efforcés de réfléchir à de nouvelles pistes, pour élaborer le modèle autofinancé. La différence fondamentale entre ce modèle et celui de l'autofinancement des CE repose sur le fait que le groupe reçoit des fonds renouvelables et non une subvention. Le groupe demandeur d'un prêt doit s'engager, par un contrat liant l'ensemble des membres, à reverser les frais de fonctionnement des CE de la PLIR dans les caisses du fonds renouvelable. Ce concept est similaire à celui des fonds renouvelables de semences dans lequel chaque kilogramme de semences fourni au début de la saison est remboursé par un ou plusieurs kilogrammes de graines à la fin de la saison. Dans le cas des CE autofinancés, les coûts d'exploitation sont pré-financés et le groupe reverse les frais correspondants à la fin de la saison par le biais des recettes réalisées sur les parcelles commerciales et les frais de participation à la formation.

Ce modèle permet aux agriculteurs dont les ressources sont extrêmement limitées de participer : ils peuvent aider à générer des fonds pour la caisse des CE en offrant d'investir leur force de travail durant une partie de la saison. Il est tout à fait plausible et peut-être même plus efficace que les agriculteurs puissent alimenter le fonds par des contributions en nature à la place d'un remboursement en argent liquide.

Des directives opérationnelles sont en cours d'élaboration et vont permettre de déterminer le meilleur moyen de mettre en œuvre le fonds auto renouvelable de formation, en prenant en compte les problèmes clés que sont la sécurisation dudit fonds par rapport aux « pertes » locales et à la question du remboursement

en cas de sécheresse ou d'inondation. La deuxième question est plus problématique mais on estime que, soit les agriculteurs auront à payer avec les montants destinés à la formation, soit le remboursement sera réduit proportionnellement aux pertes de rendement généralement relevées sur le terrain. C'est la nécessité d'un cadre opérationnel apte à s'intégrer dans les structures existantes comme les CE, leurs différents réseaux, les systèmes de vulgarisation, les structures politiques et organisations civiles, avec un minimum de frais généraux possible, qui justifie la mise en place de ces directives. Pour l'instant, ce sont les réseaux CE qui offrent la structure la mieux adaptée à la gestion du fonds auto-renouvelable.

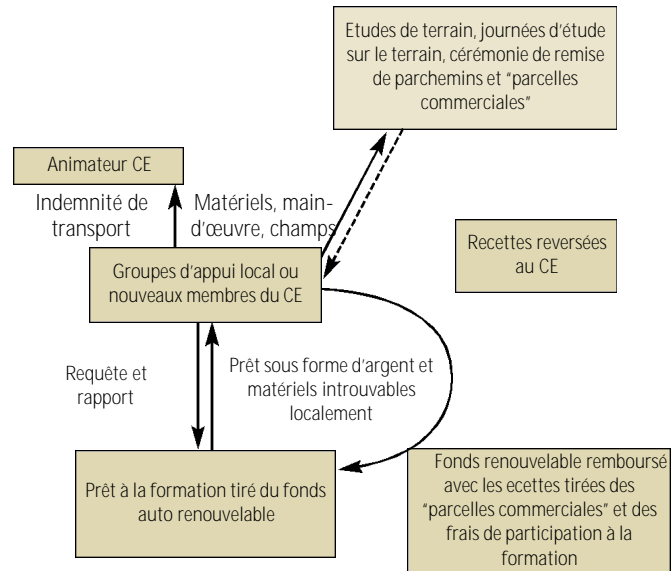


Figure 2 - CE autofinancés dont le capital provient du fonds auto-renouvelable ; les groupes remboursent la fin de la saison

La question de la réputation est un souci majeur. D'après ce modèle, il est impératif que les paysans aient confiance aux capacités des facilitateurs de la PLIR, du point de vue connaissances comme du point de vue aptitude à enseigner, avant de signer le contrat. Malheureusement, les programmes du passé imposés d'en haut ont donné une mauvaise réputation à nombre de systèmes de vulgarisation, ce qui pourrait bien représenter le problème le plus grave. Le recyclage des agents de vulgarisation dans le but d'en faire des facilitateurs techniquement qualifiés et performants en PLIR fut d'un bon secours ; cependant, la longue expérience mitigée que les paysans ont des services de vulgarisation pourrait constituer un obstacle difficile à surmonter.

L'intérêt croissant que les gouvernements locaux et certaines ONG manifestent à l'endroit de cette approche, au point de consacrer une partie de leurs maigres ressources à la mise en place des CE constitue cependant un développement positif qu'il est bon de souligner. Les CE sont ainsi reconnus comme un moyen important de promotion du développement communautaire. De même, les institutions de micro-finance rurales utilisent les CE comme porte d'entrée pour les prêts en faveur des groupements. En Ouganda, les centres de promotion du secteur privé ont mis en place des banques villageoises dans les trois zones pilotes et les CE peuvent acheter des actions et obtenir des prêts ordinaires. Ces mêmes centres forment les groupements aux compétences de la gestion financière. Au Kenya, certains paysans ont commencé à mettre leurs ressources en commun et à financer des activités, notamment les champs-écoles autonomes. Ce niveau de confiance dans les CE augure d'un avenir radieux qui sera davantage renforcé par l'approche autofinancée.

James Robert Okoth, FAO Ouganda, P. O. Box 421 Kampala Uganda.

Email : james.okoth@fao.or.ug

Godrick S. Khisa, Programme FFS IPPM du Kenya, P. O. Box 917, Kakamega, Kenya.

Email : ffsproj@africaonline.co.ke

Julianus Thomas Programme FFS IPPM de Tanzanie.

Email : ffskagera@hotmail.com

Références :

Gallagher, K.D. 2001 Semi-Self Financed Field Schools and Self Financed Field Schools: Helping Farmers Go Back to School in IPM/IPPM. Rapport non-publié, rédigé par Kevin D. Gallagher sur la base des travaux d'un programme d'appui de l'IFAD.

# CE et cultures foresti res

James Mangan et Margaret S. Mangan

Depuis 1997, les champs-écoles (CE) ont été implantés en Indonésie dans le cadre du Programme de lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) concernant cinq cultures forestières : anacardier, cacao, café, poivre et thé. L'application de la méthode CE à la LIR pour les cultures forestières pérennes a exigé de nombreuses adaptations, notamment des modifications du contenu et de la durée des CE ainsi que des méthodes d'analyse de l'écosystème agricole (AESA). Le présent article est basé sur les expériences que nous avons connues au niveau du Smallholder Estate Crop Project, (SEC) et du projet SUCCESS de lutte contre la mouche foreuse des gousses de cacao .

## Adaptation aux écosystèmes pérennes

Les cinq cultures forestières citées ci-dessus sont des cultures vivaces. L'âge d'un arbre avant renouvellement complet varie d'une culture à l'autre et d'un agriculteur à l'autre, mais tourne en moyenne autour de vingt ans. L'écosystème du riz, dans lequel la méthode CE a été conçue, est en voie de destruction et il s'ensuit un changement catastrophique au cours de la moisson. Cependant, l'écosystème vivace demeure tout à fait intact, en particulier pour ce qui concerne les cultures à moisson continue comme le cacao qui produit des fruits toute l'année, et l'anacardier qui fait trois pousses par an. Le thé produit également des feuilles toute l'année. De ces cinq cultures

vivaces, seul le caféier reste pendant une longue période sans floraison ni fruits. Ceci signifie qu'aucun ravageur ne se retrouve devant un approvisionnement constant en produits alimentaires et un habitat fiable, deux situations absentes dans les cultures annuelles comme le riz ou le coton.

En conséquence, les plantes vivaces ne permettent pas certaines pratiques mécaniques. On peut citer comme exemple la pratique de « l'enfouissement », suite à une moisson propre, qui entraîne une réduction importante des ravageurs (par exemple le térébrant jaune du riz en Chine ou le ver rose du cotonnier) grâce à la destruction de leurs ressources alimentaires et de leur habitat.

## Difficulté liée au ravageur

La condition « naturelle » pour des écosystèmes vivaces est celle dans laquelle le ravageur est toujours présent dans le système de culture. Certains ravageurs de cultures forestières sont difficiles à combattre, alors que d'autres le sont moins. Chaque culture exige ses propres techniques d'observation, ses propres pratiques culturales et développe ses propres maladies et ravageurs particuliers. Les ravageurs les plus difficiles à combattre (comme la mouche foreuse des gousses de cacao) passent toute leur vie larvaire à l'intérieur du fruit à récolter, ce qui les rend invulnérables aux ennemis naturels et aux pesticides tant qu'ils se trouvent à l'intérieur. Les parasites mange-feuilles posent un problème moins grave (sauf pour le thé). Il existe deux raisons pour réévaluer la difficulté de lutter contre les ravageurs de culture forestière : il faut d'abord connaître

## Quelques contraintes et opportunités de la LIR concernant diverses cultures forestières

METHODE LIR	Conservation de Prédateurs et de Parasitoïdes	Augmentation des populations naturelles de prédateurs et de parasitoïdes	Lutte biologique "classique" (introduction de prédateurs exotiques et de parasitoïdes pour lutter contre les ravageurs introduits)	Méthodes mécaniques/ culturales de lutte contre les ravageurs	Utilisation de pathogènes pour la lutte biologique
ANACARDIER	Excellent contrôle de <i>Lawana</i> sp., <i>Machaerota rostrata</i> (des Flatid Homopteres) et <i>Cricula Trifenestrata</i> par des ennemis naturels : lutte efficace contre les <i>Helopeltis</i> par des fourmis tisserandes, des araignées et d'autres ennemis naturels	Une augmentation du <i>Aphanomerus</i> sp., un œuf parasitoïde de <i>Machaerota rostrata</i> , est probablement possible		L'émondage et le recépage du couvert afin d'éviter que les arbres se touchent préviennent la prolifération d' <i>Helopeltis</i>	La <i>Trichoderma</i> peut lutter contre la pourriture des racines ; Le <i>Synnematum</i> peut lutter contre les ravageurs 'Flatid' ; le <i>Beauvaria</i> attaque l' <i>Helopeltis</i> .
CACAO	Le CPB a trop peu d'ennemis naturels ; bon potentiel pour lutter contre l' <i>Helopeltis</i> et l' <i>Apogonia</i> avec des fourmis tisserandes ; fourmis noires ( <i>Dolichoderus</i> spp.) pourraient diminuer l' <i>Helopeltis</i> et le CPB	Des possibilités de lutter contre le CPB par lâcher de <i>Trichogramma</i> spp., et de <i>Goryphus mesoxanthus</i> , mais pas d'insectariums en marche		La floraison et la mise à fruit constantes attestent de l'absence de mortalité de CPB. L'émondage, la désinfection l'ensachage des cosses, les récoltes fréquentes et les engrais réduisent le CPB	Les <i>Trichoderma</i> peuvent lutter contre la <i>Phytophthora</i> ; les <i>Beauveria bassiana</i> 725 peuvent s'avérer efficaces contre le CPB ; les <i>beauvaria</i> attaquent l' <i>helopeltis</i>
CAFE	Le Scolyte du Fruit du Caféier (CBB) a peu d'ennemis naturels. <i>Zeuzera coffea</i> , foreuses de plantes, a des parasitoïdes et quelques prédateurs. Les fourmis tisserandes peuvent assurer une protection contre le CBB, mais l'expérience n'a pas encore donné de résultat.		Une récolte saisonnière complète empêche l'établissement de <i>Cephalonomia tephanderis</i> , parasitoïde de CBB introduite pour la première fois en 1989. D'importantes populations de <i>Coccinellid Curinus</i> introduites en 1986 en vue de lutter contre le pou sauteur du haricot "lamtoro" limite les écailles blanches et vertes, dans le café	La floraison et la mise à fruit simultanées n'ont pas entraîné de mortalité de CBB. L'on en sait peu sur les autres hôtes pendant la période de la jachère	Les <i>beauvaria bassiana</i> 615 peuvent s'avérer efficaces contre le CBB
POIVRE	Groupes d'araignées sauteuses et de mouches voleuses ; Un <i>Spathius piperis</i> parasitoïdes peut lutter contre les charançons <i>Lophobaris</i> , foreur de branche. En conséquence, la maladie et non les ravageurs, constitue le problème majeur.	Utilisation d' <i>Arachis pintol</i> , culture à couverture végétale verte pour fournir un abri aux ravageurs bénéfiques	En Indonésie, il pourrait être nécessaire d'introduire le parasitoïde <i>Spathius piperis</i> dans des îles comme Bangka où l'on n'a pas noté sa présence.	L'émondage des branches infectées peut aider à lutter contre le foreur de branche : <i>Lophobaris piperis</i>	Les <i>Trichoderma</i> peuvent lutter contre la <i>Phytophthora</i>
THE	Les chenilles arpentées deviennent des parasites du fait des parasitoïdes <i>Tachinid</i> et <i>Ichneumonoid</i> mais il n'existe pas un éventail assez important d'araignées qui se nourrissent d' <i>Helopeltis</i> .			Abattre des buissons infectés par <i>Ganaderma pseudofereum</i> ; creuser une tranchée autour des zones infectées et appliquer du soufre.	Les <i>Ganoderma</i> peuvent être combattus par <i>Trichoderma</i> ; les <i>Beauveria</i> attaquent l' <i>helopeltis</i>



*Caféier (deux niveaux)*



*Anacardier (arbre plus vieux)*



*Cacaoyer émondé pour recevoir CPB*

l'impact réel du ravageur avant de se résoudre à la lutte mécanique ou biologique ; il faut ensuite surmonter les tendances des services de protection contre les ravageurs à exagérer le danger des ravageurs mineurs dans la mesure où cela peut fausser les conclusions de l'AESA hebdomadaire.

La LIR écologique a débuté avec le riz, dont les ravageurs ont tous de nombreux ennemis naturels, aussi bien aquatiques que terrestres. Au début du programme de LIR/FAO, on disposait déjà de nombreux résultats de recherches sur le rôle des ennemis naturels dans la lutte contre le principal ravageur de riz, « Brown Planthopper », alors que très peu de recherches sur l'écosystème des cultures pérennes avaient été entreprises en Indonésie. Les cultures forestières non plus ne disposent pas des mêmes éléments que ceux que l'on retrouve dans l'écosystème du riz favorable à la présence de nombreux insectes et araignées bénéfiques.

Des recherches supplémentaires sur les habitudes et la biologie des ravageurs et insectes bénéfiques les plus importants s'avèrent donc nécessaires. Mais l'insuffisance de la recherche ne doit pas nous empêcher de continuer à utiliser les méthodes LIR performantes de lutte contre les ravageurs.

## Analyse de l'écosystème agricole des arbres qui poussent en hauteur et des plantes grimpantes

L'AESA comprend l'observation des ravageurs, des ennemis naturels, des éléments neutres (tels que les détritivores), des maladies et de la nutrition des plantes qui devraient tous être pris en compte dans la lutte contre les ravageurs. Concernant le riz, cette observation est mise en œuvre chaque semaine dans dix endroits choisis au hasard (collines) sur toute l'étendue de la rizière. Cela concerne l'ensemble de la plante, depuis les racines jusqu'à l'extrémité de la feuille paniculée. Chaque culture forestière a toutefois besoin de sa propre méthode d'AESA et de sa propre fréquence d'observation. Le poivre et le caféier subissent normalement l'AESA toutes les deux semaines, alors que l'anacardier, le cacao et le thé nécessitent une observation hebdomadaire.

Les couverts forestiers sont beaucoup plus difficiles à observer que le riz. Certains anacardiens atteignent plus de dix mètres de hauteur. Certains couverts du caféier ont deux niveaux. Il est nécessaire de disposer d'échelles pour procéder à l'AESA sur l'anacardier, le caféier cultivé en altitude et les poivriers, ce qui comporte des risques. Il est en effet arrivé qu'un facilitateur-stagiaire tombe d'un arbre au cours de la formation.

Une observation complète du couvert forestier devrait être faite sur un arbre sur trois en utilisant une échelle ; ce n'est cependant qu'une règle générale. L'état des branches bourgeonnantes de l'anacardier, des fruits du caféier et du cacaoyer et des feuilles doit être observé,

particulièrement pour ce qui concerne les maladies. Les racines ont besoin d'être inspectées pour détecter champignons et nématodes. De cette manière, l'AESA fournit davantage d'informations sur l'écosystème que toute méthode de dépistage dont l'objet serait un simple recensement des ravageurs.

## Adaptation de la saison de formation CE

Dans le projet SUCCESS relatif à la mouche foreuse des gousses de cacao, le contenu du CE a été radicalement modifié afin de traiter un seul parasite. La formule CE a été adaptée pour mettre l'accent sur la connaissance d'un parasite majeur et sur les méthodes culturales qui permettront de mieux lutter contre lui, au lieu de porter sur la connaissance de l'ensemble de l'écosystème des cultures. Ceci a limité le nombre de réunions CE à sept, dont cinq concernaient l'apprentissage sur le terrain. En termes de contenu, quatre méthodes culturales de lutte contre la mouche foreuse des gousses de cacao ont été étudiées : récoltes fréquentes ; élagage pour dégager le couvert ; utilisation adéquate d'engrais et traitement phytosanitaire des cultures (désinfection). Ces modifications ont été en grande partie motivées par le désir du bailleur de fonds de doter tous les planteurs de cacao de Sulawesi de technologies récentes.

Dans les écosystèmes agricoles pérennes, il est intéressant de dispenser une formation en LIR sur toute la saison, ce qui permet d'observer les changements d'écosystème et les résultats des expériences de simulation de parasites. Pour le caféier toutefois, une saison entière, comprenant la mise en œuvre de toutes les pratiques culturales, durerait une année, ce qui est trop long et coûteux pour pouvoir être réalisé dans la pratique. D'autres cultures sont moins longues. Dans le projet LIR-SEC, on a retenu une durée de CE standard, pour des raisons budgétaires et administratives, et cette durée convient à toutes les cultures. Tous les CE comportent vingt sessions, compte non tenu de la durée qui sépare la floraison de la récolte.

## Evaluation des alternatives

Chaque culture développe ses propres parasites et maladies et réclame des techniques d'observations et des pratiques culturales et mécaniques particulières. La méthode CE a dû être adaptée en conséquence. Cette méthode est destinée aux agriculteurs concernés par les activités participatives d'apprentissage pratique et reste performante. Il convient toutefois de faire des choix. Dans le cas du projet SUCCESS, les adaptations se sont traduites par un échange des expériences pratiques ouvertes (méthode classique CE) au dépend de l'enseignement de quelques méthodes mécaniques spécifiques de lutte contre les ravageurs. L'impact de la formation reste positif, mais d'autres conséquences de ces choix doivent être évaluées.

Le texte intégral de l'article original est disponible sur le site : [www.ileia.org](http://www.ileia.org)  
James Mangan et Margaret S. Mangan. Email : [mangan@attglobal.net](mailto:mangan@attglobal.net)

**Farmer Field Schools: From IPM To Platforms For Learning And Empowerment. Users' Perspectives With Agricultural Research And Development.** 2003. 83 p. CIP-UPWARD, Los Baños, Laguna, Philippines. ISBN 971 614 023 1.

Cette publication traite des points essentiels du International Learning Workshop on Farmer Field Schools: Emerging Issues and Challenges (Atelier international sur les champs-écoles: nouveaux défis et questions), tenu en Indonésie du 21 au 25 octobre 2002. Elle fait la synthèse des expériences globales en matière de champs-écoles (CE) à partir de trente cas et documents thématiques, mais aussi des résultats des débats en plénière et en petits groupes. Les principaux défis, leçons et questions concernent : l'adaptation des CE de la LIR (lutte intégrée contre les ravageurs) pour le riz aux autres cultures, systèmes et contraintes ; l'application des CE pour la recherche et le développement, la formation et la vulgarisation, ainsi que d'autres objectifs d'apprentissage ; l'institutionnalisation des CE, la mise à niveau et l'élaboration de la politique ; le suivi et l'évaluation en matière de CE. Cette publication est la première d'une série de résultats d'atelier qui comprend également plusieurs documents et une documentation sur céderom. Pour obtenir un exemplaire de la publication, veuillez prendre contact avec le Dr Dindo Campilan, cip-manila@cgjar.org ou consulter le site [www.eesep.cipotato.org/upward](http://www.eesep.cipotato.org/upward).



**From Farmer Field School To Community IPM: Ten Years Of IPM Training In Asia** by Pontius J, Dilts R, Bartlett A. 2002. 106 p. FAO Community IPM programme. FAO regional office for Asia and the Pacific, 39 Phra Atit road, Bangkok 10200, Thailand / [www.fao.or.th/Publications](http://www.fao.or.th/Publications); [Doris.vonWerner@fao.org](mailto:Doris.vonWerner@fao.org); [Chongyao.Shen@fao.org](mailto:Chongyao.Shen@fao.org)

Il s'agit d'un compte-rendu exhaustif de la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) en tant qu'approche axée sur les agriculteurs et sur la satisfaction des besoins locaux, développée dans les rizières de l'Asie du Sud-Est, en vue de trouver une solution à l'usage abusif de pesticides encouragé par la Révolution verte.

Le programme de la FAO doit son succès à l'approche CE qui avait tout d'abord été expérimentée auprès des riziculteurs indonésien en 1990 ; il est devenu depuis un modèle pour l'éducation des agriculteurs en Asie, dans plusieurs régions de l'Afrique et de l'Amérique latine. Plus de deux millions de riziculteurs d'Asie ont participé à plus de 75 000 champs-écoles (CE) entre 1990 et 1999, augmentant ainsi leurs rendements et revenus, réduisant l'usage des pesticides chimiques et améliorant la santé écologique de leurs champs. Surtout, ces CE leur ont permis de mieux maîtriser leurs moyens de subsistance et d'avoir davantage confiance pour relever les nouveaux défis. Cette publication propose des instructions à suivre pas à pas sur l'organisation et la tenue des CE et présente des études de cas détaillées de CE en Asie du Sud-Est ainsi que de nombreuses expériences personnelles d'agriculteurs qui ont tiré profit du programme. Une partie traite des activités du programme de LIR au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, en Indonésie, au Népal, au Sri Lanka et au Vietnam.

**Farmer Field School For Integrated Crop Management Of Sweet-Potato; Field Guides And Technical Manual** by Fliert E (van de), Braun, AR. 1999. 101 p. ISBN 92 9060 216 3. International Potato Center, Regional Office for East and Southeast Asia and the Pacific (CIP-ESEAP), PO Box 929, Bogor 16309, Indonesia, UPWARD.

Des prix extrêmement variables et un faible pouvoir de négociation n'encouragent pas beaucoup les cultivateurs de patate douce à atteindre de hauts rendements. Toutefois, la comparaison entre les rendements et profits obtenus par les agriculteurs indonésiens a montré que ceux qui réalisent des rendements élevés ont tendance à dégager des profits plus importants. Ceci indique que les agriculteurs peuvent accroître leur revenu en augmentant leurs rendements grâce à une meilleure gestion des cultures et en apprenant à évaluer le rendement éventuel avant d'entamer des négociations avec un commerçant. Comment les connaissances et compétences des agriculteurs peuvent-elles être développées afin qu'ils puissent améliorer leur gestion des cultures et renforcer leurs capacités à mener des affaires ? Cet ouvrage fournit une réponse à cette question. La gestion intégrée des cultures (GIC) est présentée comme une solution alternative à ces contraintes et le CE comme moyen de s'informer sur la GIC.

Environ un tiers des manuels de terrain et la totalité du manuel technique traitent de la protection des cultures, avec de nombreuses photos en couleur, des propositions d'exercices de formation et des formulaires d'enregistrement de données, le tout agrémenté de dessins humoristiques. Cette publication est disponible en langues anglaise, indonésienne, espagnole et vietnamienne ; la version anglaise peut être téléchargée à partir du site web de ESEAP ICM-Training Resource au <http://www.eesep.cipotato.org/Training-resources.htm>

**Learning Integrated Crop Management For Sweet Potato** 1997. CD-Rom with video. International Potato Center, Regional Office for East and Southeast Asia and the Pacific (CIP-ESEAP), PO Box 929, Bogor 16309, Indonesia UPWARD. <http://www.eesep.cipotato.org>

Ce film vidéo passe en revue les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés les agriculteurs indonésiens qui cultivent de la patate douce. La vidéo avait été produite pour promouvoir la GIC auprès des cultivateurs de patate douce et encourager ces derniers à participer aux CE axés sur la GIC.

**Making Farmers Better Decision-Makers Through The Farmer Field School** by Rola AC, Provido ZS, Olanday MO, [et al]. 1998. 28 p. ISBN 971 560 013 1. Regional Centre for Graduate Study and Research in Agriculture (SEAMEO), College, Los Baños, Laguna, Philippines. SEARCA [www.searca.org/SEARCA/publications/books3.html](http://www.searca.org/SEARCA/publications/books3.html)

Les champs-écoles (CE) ont été créés en vue d'initier les agriculteurs à l'apprentissage par la découverte en traitant de la lutte intégrée contre les ravageurs en particulier et de la bonne gestion des cultures en général. Leur objectif final était de renforcer les capacités de décision des agriculteurs pour faire face aux agressions biotiques et abiotiques. Cette publication présente une étude de cas d'un village des Philippines qui a évalué les impacts éducationnels, économiques et en matière d'efficacité des CE. Cette étude, menée sur quatre saisons agricoles, compare la prise de décision entre les diplômés des CE et les agriculteurs qui n'ont pas suivi de CE.

**New Ways Of Developing Agricultural Technologies: The Zanzibar Experience With Participatory Integrated Pest Management** by Bruin GCA, Zeeman F. 2001. 167 p. ISBN 90 6754 624 0. Wageningen University and Research Centre. Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA), PO Box 380, 6700 AJ Wageningen, The Netherlands / [cta@cta.nl](mailto:cta@cta.nl)

Ce travail montre que les CE peuvent fonctionner en Afrique de l'Est si certaines conditions sont réunies. Voir sa description dans le numéro 18(1).

**Facilitating Sustainable Agriculture: Participatory Learning And Adaptive Management In Times Of Environmental Uncertainty** by Röling NG, Wagemakers MAE. 1998. 318 p. ISBN 0 521 58174 5. Department of Communication and Innovation Studies, Wageningen Agricultural University, Wageningen, The Netherlands. Cambridge University Press, The Edinburgh Building, Cambridge CB2 2RU, UK.

Cet ouvrage, également très intéressant, examine les implications de l'adoption de pratiques agricoles écologiquement saines, aussi bien au niveau des agriculteurs individuels qu'au niveau d'écosystèmes agricoles de taille plus importante. L'accent est mis sur les aspects humains et sociaux, sur l'apprentissage par les approches participatives, sur la structure appropriée de politique et d'appuis institutionnels. (WR)

**Farmer Field School On Integrated Soil Management: Facilitator's Manual** 1998. 218 p. Farmer-Centred Agricultural Resource Management Programme (FARM), FAO-RAP, Maliwan Mansion, Phra Atit Road, Banglumpoo, Bangkok 10200, Thailand / FAO-RAP@fao.org

La méthode CE appliquée à la gestion intégrée des sols (GIS) a été expérimentée avec succès dans des parcelles agricoles en Chine, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam. Ce manuel du facilitateur a été élaboré sur la base de ces expériences. Son objectif est d'aider les facilitateurs à proposer un cadre de travail et des supports sur le CE appliqué à la GIS. Les supports didactiques peuvent aider les agriculteurs à prendre leurs propres décisions, à s'organiser et à organiser leurs communautés, et à créer un solide réseau de travail avec les autres agriculteurs, agents de vulgarisation agricole et chercheurs. Le manuel est destiné aux agents de vulgarisation agricole sur le terrain, aux dirigeants agricoles, aux agents de développement et à leurs formateurs et coordinateurs. Il contient de nombreux exercices de CE-GIS sur des thèmes d'ordre général relatifs aux CE et un choix varié de sujets sur la gestion des sols. (CR)



**Participatory Monitoring And Impact Assessment Of Sustainable Agriculture Initiatives: An Introduction To The Key Elements** by Guijt I. 1998. 112 p. GBP 8.00. International Institute for Environment and Development (IIED), Drylands Programme, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, UK. (SARL discussion paper, ISSN 1560-2192; 1).

Ce document est une introduction pratique et méthodologique à la mise en place d'un processus de suivi participatif pour les initiatives agricoles durables. Il avait initialement été écrit pour servir de guide durant la première étape d'un processus de recherche-action sur le suivi et l'évaluation avec de petits producteurs, des syndicats de travailleurs ruraux et des ONG engagées dans l'agriculture durable au Brésil. Après avoir expliqué les objectifs de la recherche, il introduit plusieurs concepts essentiels et identifie les étapes clés de l'élaboration d'un système de suivi. Le livre conclut par une réflexion sur les contraintes et les difficultés spécifiques auxquelles le Brésil est confronté.

**Way Out Of The Woods: Learning How To Manage Trees And Forests** by Mele P van (ed). 2003. 143 p. ISBN 1 872691 67 6 : EURO 50.-. Marnix Book store, Nederkouter 109, B-9000 Gent, Belgium / [info@marnixbooks.be](mailto:info@marnixbooks.be)

Une bonne compréhension de la diversité biologique, sociale et culturelle, ainsi que l'application des connaissances permettant de satisfaire les besoins des populations rurales constituent la base du succès des petits projets de foresterie et d'agroforesterie menés au Népal, au Kenya et en Bolivie. Ce livre rend compte de cette influence mutuelle. En effet, "Way out of the Woods" étudie les rôles que les scientifiques et les populations rurales jouent dans la recherche de solutions pour gérer de manière durable les arbres et les forêts. De nouvelles idées sont issues des connaissances existantes,



exprimées clairement avec l'aide des chercheurs ou facilitateurs locaux. Ces connaissances éclairent la voie et permettent de voir loin. Les solutions à une gestion durable résident dans l'utilisation de connaissances locales et scientifiques. Les exemples concrets montrent comment des approches simples peuvent fournir de nouvelles solutions à des problèmes anciens. Un enseignement important est que cela ne peut avoir lieu que si les acteurs se font mutuellement confiance et que la communication entre les groupes est ouverte.

Le bénéfice des ventes de "Way Out of the Woods" est directement investi dans le Centre for Agro-Ecology and Development, ONG népalaise qui a contribué au livre en rédigeant un des chapitres. De plus amples informations sur leurs activités peuvent être trouvées sur le site web ci-après : <http://www.alternatives.org.np/>

**The Group Promoter's Resource Book: A Practical Guide To Building Rural Self-Help Groups** by Groverman V, Cook J, Thomas G (eds). 1994. 112 p. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

Ce manuel de référence est désormais disponible en version électronique en anglais, français, espagnol et arabe. Il montre comment les promoteurs de groupes peuvent aider les hommes et les femmes des communautés rurales à se réunir et à travailler ensemble pour améliorer leurs revenus et conditions de vie. Il présente une approche participative dans laquelle les promoteurs de groupe jouent un rôle essentiel. Leur tâche consiste à aider les pauvres à former des groupes d'entraide viables et à entreprendre des activités génératrices de revenus. [http://www.fao.org/sd/2001/PE0303\\_en.htm](http://www.fao.org/sd/2001/PE0303_en.htm)

**IPM Farmer Field Schools: A Work In Progress** by Quebral, NC. 2002. 54 p. University of the Philippines, Los Baños, 4031 College, Laguna, Philippines.

Cette publication est basée sur une étude philippine sur le transfert des principes de la LIR (lutte intégrée contre les ravageurs) du riz aux écosystèmes de la noix de coco. L'étude, qui a duré quinze mois, visait trois objectifs : identifier certaines des difficultés à institutionnaliser l'approche CE-LIR, donner des conseils sur les questions sociales et méthodologiques émanant des CE et tester les méthodologies de recherche et de vulgarisation compatibles avec les concepts de LIR. Le rapport propose une évaluation du projet avec un aperçu des difficultés et des propositions de recommandations pour les surmonter.

**Land And Crop Management In The Hilly Terrains Of Central America: Lessons Learned And Farmer-to-Farmer Transfer of Technologies** by Barber R. 1999. 76 p. ISBN 92 5 104318 3. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy / [www.fao.org](http://www.fao.org). (FAO Soils Bulletin: 76)

Ce document présente des orientations techniques pour les formateurs des agriculteurs-agents de vulgarisation en matière d'aménagement efficace des terres pour leur protection et pour la production de cultures viables pour les régions montagneuses de l'Amérique Centrale. Le manuel met l'accent sur l'apprentissage par la pratique, en s'inspirant en particulier des connaissances et expériences existantes et en favorisant une meilleure compréhension des concepts de bonne gestion des terres et de production végétale durable par le biais de débats et d'analyse des causes des problèmes, de leurs effets et des moyens éventuels de les résoudre.

**Developing Technology With Farmers: A Trainer's Guide For Participatory Learning** by Veldhuizen L (van), Waters-Bayer A, Zeeuw H (de). 1997. 230 p. ISBN 1 85649 490 X (pbk). ETC Foundation, Consultants for Development Programmes, PO Box 64, 3830 AB Leusden, The Netherlands. Zed Books, 7 Cynthia Street, London N1 9JF, UK. / [zed@zedbooks.demon.co.uk](mailto:zed@zedbooks.demon.co.uk)

L'élaboration de méthodologies de développement participatif de technologie (DPT) dans l'agriculture est un processus d'interaction entre les populations locales et les facilitateurs extérieurs pour développer des systèmes d'exploitation agricole plus viables. Ce manuel est écrit à l'intention des formateurs des organisations gouvernementales et non gouvernementales qui préparent leur personnel à travailler avec les agriculteurs en vue de concevoir des méthodologies appropriées à l'agriculture écologique utilisant très peu d'apports externes. La formation est destinée à encourager l'apprentissage pratique par les participants qui s'inspirent de leur propre expérience, une méthode qui reflète le type d'interaction entre le facilitateur et les agriculteurs dans le DPT.

**Participatory Technology Development For Agricultural Improvement: Challenges For Institutional Integration** by Lizares-Bodegon S, Gonsalves J [et al]. 2002. 110 p + CD-Rom. ISBN 1 930261 06 3. International Institute of Rural Reconstruction (IIRR), Y.C. James Yen Center, Biga, Silang, Cavite, Philippines / [www.iirr.org](http://www.iirr.org); [Bookstore@iirr.org](mailto:Bookstore@iirr.org), ETC Ecoculture.

Ce compte-rendu d'atelier est orienté sur les informations, enseignements et recommandations découlant des exposés formels, des analyses de cas, des séances d'affichage, des discussions de petits groupes et des contributions individuelles. L'atelier visait l'institutionnalisation du DPT au niveau des institutions de recherche, des acteurs de la société civile tels que les organisations d'agriculteurs et les ONG, les organes de vulgarisation et les plates-formes de rencontres des différents acteurs. Chacun d'eux a contribué à ce compte-rendu en rédigeant une partie comprenant des questions,



leçons et recommandations sur le DPT. Les annexes présentent les résumés de dix-neuf études de cas du monde entier, ainsi que le cadre du DPT.

Le compte-rendu de l'atelier est également disponible sur cédérom, ce qui est très utile. Il est cependant dommage que ce dernier ne contienne que le texte de base du compte-rendu et une seule étude de cas. L'IIRR a manqué une occasion de proposer une importante source d'information sans déployer beaucoup d'efforts. (WR)

**Water Harvesting And Soil Moisture Retention: A Study Guide For Farmer Field Schools** by Duveskog D. 2001. 86 p. The Farm Level Applied Research Methods for East and Southern Africa (FARMESA). FAO Representation, Kenya, PO Box 30470, Nairobi, Kenya / [FAO-KEN@field.fao.org](mailto:FAO-KEN@field.fao.org)

Ce guide est destiné à aider les agriculteurs à apprendre et à expérimenter une meilleure gestion des sols et de l'eau en Afrique au Sud du Sahara. Les groupes cibles sont les champs-écoles, les groupements d'agriculteurs villageois et les agents de vulgarisation agricole. Ce guide pratique présente des informations détaillées sur des techniques d'économie de l'eau et d'amélioration de l'humidité du sol ; il est abondamment illustré par des dessins. Ce manuel utile peut s'obtenir gratuitement. Il peut être reproduit et largement distribué, à condition d'indiquer la source et de l'utiliser à des fins non lucratives. (WR)



ICRA

## 23ème Session

### du programme de formation de l'ICRA : travail inter-disciplinaire pour le développement rural participatif

Cours anglophone : Wageningen, Pays-Bas, du 12 janvier au 23 juillet 2004

Cours francophone : Montpellier, France, du 19 janvier au 30 juillet 2004

L'ICRA offre aux experts intervenant dans le développement rural, un programme d'apprentissage expérimental. Le programme met l'accent sur la réalisation d'activités de de recherche-développement inter-disciplinaires pour le développement durable.

- 10 semaines d'acquisition de connaissances et d'ateliers, y compris des travaux de terrain aux Pays-Bas ou en France selon les cas
- 16 semaines de travaux d'équipes inter-disciplinaires pour exécuter une mission professionnelle en faveur d'un Institut client du Sud sur un problème spécifique et élaborer des plans d'actions à mettre en œuvre ultérieurement
- 2 semaines de restitution des résultats des missions professionnelles, de présentation des plans d'action individuels et d'évaluation.

Conditions de participation : Les candidat(e)s intéressé(e)s devront être titulaires d'un Doctorat ou d'une Maîtrise, avec 2 ans d'expérience professionnelle et être âgé(e)s de moins de 40.

Le coût global de la formation est fixé à 29 500 euros tous frais compris : voyages, logement, scolarité, travaux de terrain et indemnités.

Un nombre limité de bourses est disponible pour les candidats des pays en développement et en transition.

La date limite des inscriptions aux cours est fixée au 1er octobre 2003. Les demandes de bourses devraient nous parvenir avant le 1er juillet 2003.

Pour obtenir davantage d'information et des formulaires d'inscription, veuillez écrire à ICRA à l'adresse suivante :  
P.O. Box 88, 6700 AB Wageningen, The Netherlands

ou envoyer un courrier électronique à :  
[secretariat.icra@wur.nl](mailto:secretariat.icra@wur.nl) - Site web : <http://www.icra-edu.org>

# SITES WEB

## Site Web de la LIR communautaire

<http://www.communityipm.org/index.htm>

Ce site contient de nombreux documents très utiles ainsi que des supports didactiques relatifs aux champs-écoles, qui constituaient à l'origine une activité du Programme LIR communautaire en Asie, mené par la FAO. Le site est mis à jour régulièrement et archive les informations concernant des travaux novateurs menés par des agences gouvernementales, des ONG et des groupes paysans qui étaient dans impliqués le programme de la FAO. Il est géré sur la base du principe de « l'information pour tous » : tous ceux qui le désirent peuvent le visiter et télécharger son contenu.

## Page d'accueil – Ressources formation sur la GIC

<http://www.esiap.cipotato.org/Training-resources.htm>

Cette page sur la formation en gestion intégrée des cultures (GIC) pour la pomme de terre et la patate douce donne accès à une compilation de modules et de manuels de formation élaborés dans le cadre de divers projets du CIP. Elle fournit à la fois des références techniques sur les divers volets de la GIC et des recommandations méthodologiques pour animer les séances d'apprentissage des paysans. Il est possible de télécharger ces modules et manuels, de les modifier et de les utiliser selon les besoins, pourvu que la source soit mentionnée. Le site est géré par une équipe ad hoc du groupe de travail de GIC.

## Equipe spéciale de CGIAR chargée de la recherche participative paysanne dans la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR-RPP)

<http://www.ciat.cgiar.org/fpr-ipm/inicio.html>

Il s'agit d'un forum ouvert aux personnes et institutions qui s'intéressent à la promotion de la participation des paysans dans la recherche et le développement en matière de lutte contre les ravageurs. Nous vous invitons à visiter le fichier-thèque pour télécharger les documents et la requête LIR-RPP fournis par la FAO-Intercountry Rice and Vegetables IPM (Equipe Inter-Pays de la FAO pour la lutte contre les ravageurs du riz et des légumes), CIP/CARE, UPWARD/CIP et ISNAR. Il s'agit d'études de cas, d'évaluations d'impact et de communiqués de presse. Si vous disposez d'études de cas ou d'autres documents sur la recherche participative paysanne pour la LIR ou sur d'autres approches de l'agriculture durable, veuillez nous les envoyer et nous les ferons figurer dans le fichier-thèque.

## Base de données des experts en LIR du Global IPM Facility (Fonds mondial pour PLIR)

<http://www.wisard.org/wisard/clients/ippm/index.htm>

Il s'agit d'un répertoire des experts en production et lutte intégrée contre les ravageurs (PLIR) du monde entier, notamment de spécialistes des CE. Cette initiative conjointe vise à améliorer l'accès et l'utilisation des connaissances spécialisées des organisations locales et intermédiaires traitant de problèmes de production et de lutte intégrée contre les ravageurs.

## Forum LIR

<http://www.cabi-publishing.org/IPM/links.htm>

Ce site CABI présente un grand nombre de liens et de documents de référence sur la LIR, notamment des supports didactiques.

## Amélioration de la productivité des sols par le biais des champs-écoles

<http://www.fao.org/ag/agl/agll/farmspi/default.stm>

La « Land and Water Development Division » de la FAO vient de lancer ce site Internet relatif à l'amélioration de la productivité des sols (APS), par le biais des CE. Il fournit des informations sur le programme pilote de la FAO sur le CE-APS. Plus spécifiquement, il vise à promouvoir l'échange d'informations et d'expériences sur la conception et la mise en œuvre des CE en faveur de l'accroissement et de la viabilité de la productivité des sols. Sont concernés tous ceux qui interviennent dans la conception de programmes participatifs ou CE en matière d'aménagement des terres et de conservation des sols, aux spécialistes et techniciens supérieurs de la vulgarisation, ainsi qu'aux experts en développement agricole.

## Grassrootspeak : la voix des sans-voix

[Grassrootspeak@angelfire.com](http://www.grassrootspeak.org)

Grassrootspeak est une initiative qui s'exprime sous forme de magazine électronique pour faire entendre la voix des pauvres au reste du monde.

## L'Initiative Communication

<http://www.comminit.com>

L'objectif de ce site Web est d'améliorer la réflexion en matière de communication stratégique sur les questions de développement et d'élargir la concertation, le débat et l'étude des problèmes et programmes clés de communication.

Le travail d'Initiative Communication consiste surtout à appuyer les spécialistes de la communication dans les pays en développement, les responsables des organisations de développement social locales, nationales et internationales, notamment les ONG, les gouvernements, les organisations d'aide bilatérale, les fondations et les institutions d'enseignement.

## Manuel de référence sur le renforcement des capacités

<http://magnet.undp.org/cdrb/>

Cet ouvrage de référence présente les leçons tirées de quatre décennies de coopération technique ainsi que les changements fondamentaux que le PNUD a introduits afin d'exploiter les contributions potentielles du renforcement des capacités en vue d'un développement durable. Ces processus sont élaborés à partir de méthodes de facilitation participatives : ils sont soucieux des priorités et objectifs nationaux et leur doivent justification. Ces particularités renouvellent les buts principaux de la coopération au développement, à savoir la viabilité à long terme et un environnement favorable qui permettent le développement humain. Ce document existe en langues anglaise, française et espagnole sous format pdf et en anglais sous format HTML.

## Liens pour la réforme du développement dans la gestion des ressources naturelles

<http://nrm.massey.ac.nz/changelinks/>

Manuel de ressources en ligne pour ceux qui cherchent à mieux utiliser des approches basées sur la collaboration et l'apprentissage.

## ECOPORT

<http://www.ecoport.org/>

Ce portail Internet contient des ressources et des bases de données sur l'écologie, notamment des informations sur les ravageurs. Il est riche en informations, bien qu'il ne soit pas organisé de manière très conviviale. Vous pouvez naviguer sur ce site à partir des colonnes de gauche.

## Vulgarisation et formation participatives dans la gestion des ressources hydriques par les paysans

<http://www.fao.org/ag/agl/aglw/farmerwatertraining/default.htm>

Ce site offre un espace de discussions et d'échanges d'expériences en méthodes participatives de formation dans la gestion des ressources hydriques par les paysans. Il s'agit d'un outil fondamental pour l'adoption de pratiques et techniques de gestion des ressources hydriques performantes, pour le renforcement des capacités des paysans en la matière et pour la mise en place de services d'appui efficaces.

## From Margin To Mainstream: Revitalization Of Agricultural Extension Curricula In Universities And Colleges In Sub-Saharan Africa (De la périphérie au cœur du mouvement : revitaliser les programmes de vulgarisation agricole dans les universités et écoles de formation d'Afrique au Sud du Sahara)

<http://www.fao.org/sd/EXdirect/EXano027.htm>

Cet article traite d'une initiative novatrice en matière de formation à la vulgarisation dans quelques universités et écoles de formation d'Afrique au Sud du Sahara. De l'avis de ses auteurs, les institutions d'enseignement agricole d'Afrique doivent renforcer leurs capacités en matière de conception et de fourniture de programmes de formation en vulgarisation adaptés, afin de former les vulgarisateurs à devenir des experts dotés d'esprit critique et conformes au processus. On y trouvera un guide qui aidera les institutions désireuses d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes adaptés de formation en vulgarisation.



**Ancient roots, new shoots: endogenous development in practice** par Haverkort B, (van't), Hiemstra W (eds). 2002. 264p. ISBN 1 84277 335 6. ETC/Compas, PO Box 64, 3830 AB Leusden, The Netherlands. Zed Books, 7 Cynthia Street, London N1 9JF, UK Zed @zedbooks.demon.co.uk

Les problèmes de pauvreté, de destruction de l'environnement et de perte de la diversité culturelle auxquels le monde est confronté actuellement nécessitent la mise en œuvre de solutions novatrices. Les expériences montrent que l'identité culturelle et les initiatives des populations locales peuvent apporter des solutions majeures au problème du développement rural durable. Ce livre décrit l'évolution des connaissances et des cultures. Il présente un certain nombre d'expériences menées sur le terrain en matière de développement endogène ou développement interne en Afrique au Sud du Sahara, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe. En s'inspirant des besoins des populations et des compétences locales, des méthodologies novatrices ont été élaborées en vue de comprendre et d'expérimenter les pratiques indigènes et de trouver une synergie avec les systèmes de connaissance modernes. Les activités consistent, entre autres, à identifier des créneaux, à maintenir localement les acquis, à maximiser la maîtrise locale et à procéder à une utilisation sélective des ressources externes.

Associant théorie et pratique, ce livre peut-être très utile aux spécialistes du développement, aux chercheurs et aux décideurs, particulièrement dans le domaine du développement rural, de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et de la santé.

**Silent invaders: Pesticides, livelihoods and women's health** par Jacobs M, Dinham B. 2003. 342 p. ISBN 1 85649 996 0; GBP 14.95. Pesticide Action Network (PAN), Eurolink Centre, 49 Effa road, London SW2 1BZ, UK/ admin@pan-uk.org ; www.pan-uk.org

Cet ouvrage réunit trente études de cas et des articles à caractère scientifique qui montrent les effets des pesticides, notamment sur les communautés paysannes et sur les ouvriers agricoles. Il fournit des renseignements sur les dangers des pesticides et des explications sur leur toxicité. Il met particulièrement l'accent sur les dangers qu'ils représentent pour les femmes.

« Silent Invaders » montre les impacts qu'ils ont à la fois sur les femmes et sur les hommes, en tenant compte de la division du travail selon les sexes, des déséquilibres dans les réalités politiques et économiques de la vie des hommes et des femmes, et des différences psychologiques évidentes entre les sexes.

La dernière partie détaille l'action communautaire engagée pour faire face aux dangers des pesticides, depuis le système de suivi communautaire des pesticides en Indonésie, en Malaisie, en Corée et dans d'autres pays asiatiques jusqu'à la mise en place d'un centre de santé local gratuit pour les victimes de la catastrophe de Bhopal, en passant par la campagne de protestation des populations et des syndicats menée au Royaume Uni en faveur de la fermeture de Linden. Cette partie passe en revue les stratégies pratiques, notamment le CE, pour une agriculture durable permettant aux paysans de lutter contre les ravageurs tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis des pesticides dangereux. Recommandé (WR).

**Planning for country: Cross-cultural approaches to decision-making on aboriginal lands** par Walsh F, Mitchell P (eds.) 2002. 203 p. Jukurrpa Books, PO Box 2531 Alice Springs, Northern Territory 0871, Australia / press@iad.edu.au.

Les images et les histoires en disent long et c'est ce qui ressort de ce volume sur des expériences vécues en Australie Centrale. Les éditeurs offrent là une magnifique journée de lecture avec des douzaines d'illustrations évocatrices, nous faisant découvrir des photos et des histoires sur des méthodes qui ont fait leurs preuves.

Au vu de la sélection des expériences et de la pertinence de leurs réflexions, il est clair que les deux auteurs disposent de compétences en matière de planification participative.

Le livre débute par une description du cadre de vie des populations autochtones d'Australie Centrale, ce qui aide le lecteur à comprendre certains des problèmes spécifiques au milieu aborigène et leurs répercussions sur la planification participative. Une partie est réservée à cette dernière et met en évidence les principales questions éthiques que sont par exemple l'usurpation des informations relatives aux autochtones et à leur langue et « l'anglais de la haute société ». Vient ensuite une série de questions fréquemment posées, qui sont à la fois pratiques et qui poussent à la réflexion.

Le livre traite également des méthodes. Les auteurs y parlent des conflits, des problèmes, de la part considérable de temps et de négociations que l'on retrouve dans tous les processus de planification participative impliquant plusieurs parties

prenantes. Des solutions novatrices aux problèmes que beaucoup d'autres reconnaîtront à partir de leur expérience propre sont proposées

**Milk producer group resource book: a practical guide to assist milk producer groups** par Draaijer J. 2002. 86 p. Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO), Animal and Health Division, Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy / www.fao.org

Cet ouvrage fait partie d'une série de manuels de terrain pratiques publiés par la FAO à l'intention des personnes travaillant dans de petites unités industrielles laitières des pays en voie de développement. Les producteurs de lait peuvent augmenter leurs revenus et mieux utiliser leur savoir-faire et leurs ressources s'ils travaillent en groupes. Ce livre promeut l'organisation de la collecte et de la transformation du lait à petite échelle en tant qu'activité viable et génératrice de revenus pour la sécurité alimentaire des ménages. Il se veut également un moyen d'améliorer la sécurité, la quantité et la qualité du lait et des produits laitiers proposés aux consommateurs des pays développés.

Ce manuel a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement de manière durable, en tenant compte des spécificités de sexe. La participation est le pilier des stratégies développées dans ce livre sans préjugé de sexe, d'âge, de race, de classe sociale ou autre. Le public ciblé est constitué de (futurs) dirigeants de groupes de producteurs de lait, de vulgarisateurs, du personnel des projets, de promoteurs des groupes qui œuvrent à la mise en place des groupements de producteurs de lait et de personnes impliquées dans la consolidation de groupements déjà existants dans les zones rurales.

**Traditional use and availability of aquatic biodiversity in rice-based ecosystems; 1. Kampong Thom Province, Kingdom of Cambodia** par Balze T., Balzer P, Pon S. 2002 CD Rom. ISBN 92 5 104820 7. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy /www.fao.org; Matthias.Halwart@fao.org

(Traditional Use and Availability of Aquatic Biodiversity in Rice-based Ecosystems no 1).

Ce CD-ROM contient le rapport et les annexes d'une étude de cas sur l'écosystème de Tonle Sap (le Grand Lac) et la pêche dans les rizières du Cambodge. Plus de cent espèces aquatiques (poissons, reptiles, amphibiens, crustacés, mollusques, insectes et plantes) vivant dans les rizières et utilisées quotidiennement par les ménages ruraux y sont présentées. Les descriptions et les photos de ces espèces sont accompagnées d'informations sur les instruments et méthodes de collecte, leurs utilisations et les connaissances traditionnelles. Enfin, les auteurs mettent en garde contre les mesures qui menacent les espèces aquatiques tels que l'utilisation des pesticides, le défrichage des forêts inondables et les instruments destructeurs de pêche. Ils donnent un aperçu des approches prometteuses pour la gestion et l'utilisation durables de cette riche biodiversité aquatique.

**Ecoagriculture: strategies to feed the world and save biodiversity** par McNeely JA, Scherr SJ. 2003. 323p. ISBN 1 55963 645 9 USD 27.50. The World Conservation Union (IUCN) / reception@iucn.org. Future Harvest. Island Press, 1718 Connecticut Avenue NW, Suite 300, Washington DC 20009-1148, USA / www.islandpress.org

Avec ce livre, l'IUCN et « Future Harvest » offrent une riche source d'informations sur l'idée que les paysages agricoles pourraient être élaborés de façon plus créative afin de prendre en compte les besoins des populations tout en protégeant ou même en développant la biodiversité. Les auteurs appellent ce concept « écoagriculture », ce qui signifie une gestion des paysages pour la production alimentaire et la protection de la biodiversité des espèces sauvages à la fois. La première partie de l'ouvrage étudie l'impact global de l'agriculture sur la biodiversité des espèces sauvages. L'enjeu consiste à conserver la biodiversité tout en maintenant ou en augmentant la production agricole

La deuxième partie montre qu'il est possible de réussir la conservation de la biodiversité dans les régions agricoles. Elle réunit trente-six études de cas réalisées dans différentes parties du monde, notamment en Asie, en Afrique, en Amérique et en Europe. Dans tous les cas étudiés, la biodiversité des espèces sauvages a augmenté et les revenus et les moyens d'existence des paysans se sont améliorés. Dans la plupart des cas, particulièrement dans les pays en voie de développement, l'offre de produits agricoles a également augmenté.

La troisième partie porte sur les réponses politiques. Des politiques et des innovations institutionnelles sont nécessaires pour rendre possible la transition vers l'écoagriculture à grande échelle. Cette partie traite des changements de politiques nécessaires et des moyens d'intégrer l'écoagriculture dans la planification et la gestion de l'écosystème à l'échelle régionale. (WR)



Visite d'une plantation de café avec les producteurs encadrés par IJAT'Z

## Carnet de voyages une tournée en Amérique Centrale

En novembre 2002, Teresa Gianella, éditeur de la revue agroécologique LEISA, et Anita Ingevall, directrice de ILEIA, se sont rendues en Amérique Centrale. Le but de ce voyage était de faire la promotion du magazine LEISA dans la région et de prendre des contacts pour de futurs échanges d'information. Au Salvador, au Honduras et au Guatemala, elles ont rencontré des agriculteurs, des techniciens et des représentants d'ONG porteurs de riches expériences. Elles racontent.

« Nous n'avons de place ici que pour un bref récit de l'une de nos tournées effectuées au Guatemala. Nous avons encore d'autres histoires à raconter suite à nos visites au Guatemala, auprès d'autres petites exploitations encadrées par CORDES au Salvador et par COSECHA au Honduras. Nous avons gardé de tendres souvenirs de toutes nos visites et nous promettons de partager avec vous nos expériences dans les prochains numéros du magazine LEISA et sur nos sites Internet. »

### Visite chez les producteurs de café encadrés par IJAT'Z

Le café est le principal produit agricole pour les agriculteurs mayas qui vivent sur les pentes de San Lucas de Toliman, à trois heures de Quetzaltenango, au Guatemala. Le café est cultivé depuis toujours à la manière traditionnelle, mais au cours des dernières décennies, il a été érigé en culture d'exportation. Aussi, un ensemble d'intrants et de techniques ont-ils été mis à la disposition des agriculteurs en vue d'augmenter les rendements. Malheureusement, ces techniques ont eu des effets néfastes sur le système agroécologique et sur la santé des agriculteurs. De plus, au fil du temps, les rendements ont chuté et il a fallu une plus grande quantité de produits agrochimiques pour maintenir le niveau de production.

À San Lucas de Toliman, nous avons rencontré Guillermo Campa, German Xep Ajcalon et Inocente Jacinto, des agriculteurs mayas qui travaillent avec IJAT'Z. Au départ, IJAT'Z devait apporter une réponse aux problèmes pratiques des agriculteurs. German nous a raconté que lorsqu'il est tombé malade à cause des pesticides qu'il utilisait il s'est mis à penser qu'il devait bien exister une autre façon de cultiver ! Il s'est également rappelé que les anciens lui avaient parlé de l'agriculture traditionnelle maya. German a alors décidé d'en savoir plus. Il est entré en contact avec quelques vieux agriculteurs qui se souvenaient encore des anciennes méthodes et c'est ainsi qu'il a commencé à les expérimenter chez lui.

Aujourd'hui, plus de dix ans après, IJAT'Z est un centre de formation et de

## Volume 19 Numéro 3, septembre 2003

### Accéder aux ressources et les maîtriser !

Partout dans le monde, il existe de nombreux systèmes et mécanismes qui déterminent qui a accès à la terre et aux autres ressources naturelles, qui en a la maîtrise et dans quelles conditions. Ces systèmes sont très différents et vont du formel à l'informel, du traditionnel au très moderne, du collectif au privé. Les mécanismes changent et se développent au fil du temps et, dans la plupart des cas, ils mènent à la privatisation et à la formalisation. Les ressources réglementées par ces systèmes incluent non seulement la terre, mais également les arbres, l'eau, les pâturages et les engrais. Les associations des usagers de l'eau, la gestion collective des forêts, les « pattas » d'arbres, les titres fonciers privés, et le maitoyage constituent quelques exemples de mécanismes développés par les communautés et les sociétés en vue de rationaliser l'utilisation de leurs ressources. Comment fonctionnent ces systèmes et pourquoi ? Ce numéro de LEISA essaiera de mettre en exergue quelques-uns des aspects pratiques des différents systèmes d'accès et de gestion. Nous vous invitons à partager vos expériences. La date limite de remise des articles est fixée au 1er juin 2003.

## Volume 19 Numéro 4, décembre 2003

### Réhabilitation des terres dégradées

Vous êtes invité(e)s à contribuer à ces numéros par des articles d'environ 800, 1600 ou 2400 mots, plus deux ou trois illustrations et références, suggérer éventuellement des auteurs, et nous envoyer des informations sur les publications, les cours de formation, les rencontres, les sites Internet. ILEIA apportera un appui logistique. Les auteurs dont les articles sont publiés recevront une somme forfaitaire de 75 dollars américains.

promotion pour l'association des agriculteurs locaux. Ces derniers y ont l'opportunité d'échanger avec d'autres membres leurs expériences sur la culture biologique du café. Nos hôtes, tous des agriculteurs du terroir, sont disposés à prodiguer conseils et formation à leurs pairs désireux de cultiver de manière écologique, particulièrement le café. Nous avons pu visiter la plantation de café de l'un des agriculteurs qui participait au programme. Le café est planté à l'ombre d'arbres fruitiers. Entre les deux poussent diverses cultures traitées au fumier vert, ainsi que des plantes destinées à lutter contre l'érosion et à augmenter la rétention d'eau. Un écimage minimum est également pratiqué. Les agriculteurs nous ont confié que leur objectif était de créer « une forêt d'aliments ». Guillermo a toutefois souligné que la gestion est l'un des aspects les plus importants de l'agriculture. On doit faire attention à l'élagage, à l'introduction d'engrais vert, au maintien du couvert végétal et à la lutte contre les ravageurs.

Les planteurs de café qui utilisent la méthode écologique sont de plus en plus nombreux, non seulement parce qu'elle ne nuit pas à la santé, mais également parce qu'elle renforce leur sécurité économique. Des cultures diversifiées assurent la sécurité alimentaire de leurs familles et le café biologique peut se vendre à de bien meilleurs prix. L'élimination des produits chimiques dans le sol signifie moins de pollution dans les cours d'eau. Pour apporter des changements dans l'agriculture écologique, les agriculteurs associés de IJAT'Z ont élaboré leur propre document de projet et obtenu l'aide d'un petit programme de subventions basé au Guatemala (SGP – FEM – PNUD).

L'initiative de ces paysans n'a pas connu de succès immédiat. Leur engagement et leur persévérance à innover se sont heurtés à un certain nombre de difficultés, mais ils commencent enfin à voir le bout du tunnel. Nous avons été très impressionnés par leur engagement et leur enthousiasme.

### Mot de remerciements

Nous remercions tous les techniciens, personnel d'ONG qui nous ont accueillies et nous ont fait connaître les zones rurales de l'Amérique centrale, les risques et les défis auxquels ils doivent faire face et les progrès qu'ils réalisent. Avec leur appui nous avons eu l'opportunité d'acquiescer des expériences enrichissantes. Nous remercions particulièrement les agriculteurs qui ont pris le temps de nous rencontrer malgré leur calendrier chargé.

Teresa Gianella-Estremis  
Anita Ingevall